

Rapport Annuel

2023



Conseil d'administration

(Jusqu'au 21 avril 2023)

Le Président

M. Mahmoud Montassar Mansour Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Les Membres

M. Ibrahim Ben Ammar	Magistrat de troisième grade
M. Hichem Zouaoui	Conseiller auprès du Tribunal Administratif
Mme Sonia Zoghalmi	Représentante du Ministère des Finances
M. Anis Ben Taarit	Représentant du Comité Général des Assurances
M. Mohamed Sadraoui	Représentant de la Banque Centrale de Tunisie
M. Salah Essayel	Représentant du Conseil National de la Comptabilité
M. Ali Ouerghi	Choisi pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Commissaire aux comptes



Conseil d'administration

(A compter du 22 avril 2023)

Le Président

Mme Sonia Zoghlami

Directrice Générale du Financement
Ministère des Finances

Les Membres

Mme Dhouha Ben Nasser

Juge de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal
Administratif

Mme Amel Zaoui

Représentante du Ministère des
Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Général des
Assurances

M. Mohamed Ali Naffouti

Représentant de la Banque Centrale de
Tunisie

M. Adnen Lassoued

Représentant du Conseil National de la
Comptabilité

M. Ali Ouerghi

Choisi pour son expérience dans le
domaine de la microfinance

Direction Générale

M. Mahmoud Montassar Mansour

Directeur Général de l'Autorité de
Contrôle de la Microfinance

Commissaire aux comptes



Sommaire

I. Activités de l’Autorité de Contrôle de la Microfinance.....	9
1) Présentation de l’Autorité de Contrôle de la Microfinance	9
2) Réunions du conseil d'administration et principales décisions :.....	9
2.1. Avis de l’ACM sur les dossiers de demandes d’agrément :.....	10
2.2. Avis de l’ACM sur les projets de textes réglementaires :.....	10
2.3. Décisions portant sur l’organisation et le développement du secteur de la microfinance :	10
2.4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :	10
2.5. Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :	10
2.6. Décisions prises lors des réunions du conseil d’administration de l’ACM réuni en conseil de discipline :	10
2.7. Décisions portant sur l’organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :	11
3) Rôle de l’ACM comme vecteur de développement de l’infrastructure du secteur de la microfinance	11
3.1. Centrale des Risques de la Microfinance :	11
3.2. Directives pour le calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF) :.....	12
3.3. Evaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur de la microfinance en Tunisie :	13
3.4. Publication du Baromètre de la microfinance :	13
3.5. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :	13
3.6. Supervision des institutions de microfinance	14
a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces.....	14
b) Missions de contrôle sur place.....	15
4) Participation d’un expert de l’ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :	15
5) Participation de l’ACM en tant que membre aux réunions de l’Observatoire de l’inclusion financière (OIF) :	16
6) Participation de l’ACM aux événements organisés à l’échelle nationale ou internationale :.....	16

6.1	Participation de l'ACM à un webinaire en ligne sur les contrats d'assurance dans le domaine du « Crowdfunding » :	16
6.2	Animation de six ateliers de sensibilisation sur la protection de la clientèle des institutions de microfinance :	16
6.3	Participation de l'ACM à un workshop portant sur les procédures de supervision des plateformes de « Crowdfunding »:	16
6.4	Participation de l'ACM à une journée de sensibilisation sur le dispositif national des sanctions financières ciblées :	17
6.5	Participation de l'ACM à la série de webinaires sur la « Microfinance durable dans la région MENA » :	17
6.6	Participation de l'ACM à un atelier de clôture du projet « Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie » :	18
6.7	Participation de l'ACM au Forum Arabe ayant pour thématique « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière » :	18
6.8	Participation de l'ACM à un atelier de travail portant sur l'amélioration de l'accès au financement des TPME :	18
6.9	Participation de l'ACM au premier Forum National du Crowdfunding en Tunisie :	18
6.10	Participation de l'ACM à un atelier de restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie :	19
6.11	Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :	19
6.12	Participation de l'ACM aux ateliers de sensibilisation sur le « Crowdfunding » :	19
6.13	Participation de l'ACM à la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) :	20
7)	Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :	20
7.1	Formation portant sur « La supervision des services financiers numériques » :	20
7.2	Formation sur la gestion de la performance sociale des IMF :	20
7.3	Formation sur l'inclusion financière responsable :	20
7.4	Formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle :	21
7.5	Formation sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive :	21
7.6	Formation sur la supervision axée sur le risque « Risk based banking supervision » :	21
7.7	Formation régionale sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes :	21
7.8	Formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :	22
7.9	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :	22
7.10	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Numérique:	22
7.11	Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Politique d'inclusion financière:	22
7.12	Voyage d'étude en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale:	23
II.	État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :	23
1)	Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :	23
2)	Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2023 :	26
II.	27	
2.1.	Évolution des microfinancements accordés :	27
a)	Période (2021 – 2023):	27
b)	Période (2011 – 2023):	27

2.2.	Répartition des microfinancements accordés par région :	28
2.3.	Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :	29
2.4.	Répartition des microfinancements accordés par genre :	30
2.5.	Répartition microfinancements accordés par type de projet :	31
2.6.	Microfinancement moyen :	32
2.7.	Évolution de l'encours des microfinancements :	33
	a) Encours par catégorie d'IMF :	33
	b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA.....	34
2.8.	Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA.....	34
	a) Période (2021 – 2023).....	34
	b) Durant l'année 2023 :	36
2.9.	Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2021– 2023) :	36
2.10.	Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :	37
2.11.	Données sur l'inclusion financière :	38
2.12.	Données financières sur les IMF SA :	39
	a) Principales données bilancielle et de l'état de résultat :.....	39
	b) Indicateurs financiers des IMF SA	40
	c) Ratio de solvabilité des IMF SA	41
2.13	IMF-SA : Données non financières.....	42

Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2023, le secteur de la microfinance a repris de son rythme de croissance habituel d'avant 2022, aussi bien en nombre qu'en montant des microfinancements accordés, qui ont enregistré des taux d'augmentation respectifs de 11,4 % et 20,6 % contre 1,9 % et 4,4 % une année auparavant.

L'encours du secteur est passé de 1 916,4 millions TND à 2 211,3 millions TND, enregistrant ainsi, un taux de croissance de 15,4 % contre 9,1% en 2022. Cet encours, est détenu à concurrence de 86,4 % par les IMF SA contre 13,6 % pour les AMC

Au terme de l'année 2023, le PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés des IMF SA et leur PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés, se sont établis respectivement à 2,51 % et 4,44 % contre 3,33% et 5,11 % au 31 décembre 2022.

Le 12 avril 2023, l'ACM a publié sa note n°40 à destination des IMF, ayant pour objet « **Définition et modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF)** ». Revêtant incontestablement une importance cruciale pour tout le secteur de la microfinance, l'ACM vise par cette nouvelle note principalement à :

- Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance.
- Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire.
- Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, le coût réel de tout microfinancement.

Avec l'entrée en vigueur de cette nouvelle note, le TEG en microfinance s'est nettement distingué par rapport au TEG bancaire, par deux éléments spécifiques essentiels :

- Le TEG d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période calculé à terme échu et exprimé en pourcentage avec deux décimales.

$$\text{TEG} = (1 + t)^N - 1$$

TEG : taux annuel effectif global

t : taux de la période

N : nombre de périodes de remboursement durant une année

- Dans le cas où l'IMF subordonne l'octroi d'un microfinancement à la souscription par le client d'une assurance (décès et/ou invalidité), la prime supportée par ce dernier et perçue par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance, doit être prise en compte dans le calcul du TEG.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exercice des attributions qui lui ont été conférées par la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », et après la publication de sa première note le 29

décembre de l'année 2022, par laquelle elle a fixé la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires, l'ACM a publié en date du 28 décembre 2023 sa deuxième note relative à la fixation du contenu, de la périodicité et des modalités de transmission des états, rapports et statistiques que les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités sont tenues de lui communiquer.

I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

1) Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Créée par l'article 43 du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, l'**Autorité de Contrôle de la Microfinance** est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives d'une autorité publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité.
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations.
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n°2011-117 précité et de ses textes d'application.
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions.
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est dotée d'un conseil d'administration et d'une direction générale qui se compose d'un directeur général et des structures administratives et techniques.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance s'est vu confier de nouvelles attributions, suite à la promulgation de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », notamment :

- Accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités.
- Contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- Procéder au retrait de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité en cas notamment d'incapacité du titulaire de l'agrément à continuer à répondre aux conditions sur la base desquelles l'agrément a été accordé ou en cas de son non-respect de la législation ou la réglementation en vigueur.

2) Réunions du conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2023, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni neuf (9) fois dont 3 fois en conseil de discipline et a pris les principales décisions suivantes :

2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément :

- Émission d'avis concernant des demandes d'ouverture de treize (13) nouvelles agences d'institutions de microfinance.
- Le conseil d'administration de l'ACM a suivi de très près l'état d'avancement de l'instruction des douze demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité d'une institution de microfinance par des associations régionales.

2.2. Avis de l'ACM sur les projets de textes réglementaires :

- Projet d'un décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

2.3. Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance :

- Approbation de la note n°40 relative à la définition et aux modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF). Cette note a été publiée sur le site de l'ACM en date du 12 avril 2023.

2.4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :

- Examen du rapport de la mission de contrôle sur place réalisée auprès d'une IMF SA portant sur la politique de tarification adoptée et les risques de gouvernance qui la menacent.
- Emission d'un avis sur les mesures à entreprendre par l'ACM concernant l'infraction commise par une IMF SA qui n'a pas respecté les normes prudentielles de gestion notamment celle liée aux ratios réglementaires de solvabilité avant de soumettre son dossier au conseil de discipline.
- Suivi de l'exécution des injonctions adressées aux IMF SA dans le cadre des missions de contrôle sur place dont elles ont fait l'objet.
- Suivi de l'évolution du secteur de la microfinance notamment à travers le suivi du taux effectif global moyen des microfinancements accordés par les IMF SA.
- Planification des missions de contrôle sur place pour l'année 2024.

2.5. Décisions portant sur la conclusion de conventions de coopération avec des organismes homologues :

- Signature d'une convention de coopération et d'échange d'informations entre l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en date du 14 décembre 2023.

2.6. Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline :

- En 2023, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni trois (3) fois en conseil de discipline et a pris notamment les décisions suivantes :
- Infliger des sanctions pécuniaires aux IMF SA contrevenantes aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance d'un montant total égal à 929 850 dinars payable au profit du trésor public tunisien. Les infractions constatées par l'ACM dans ce cadre se résument principalement comme suit :
 - Non-respect des normes prudentielles de gestion.
 - Ouverture d'une agence sans l'obtention d'une autorisation préalable du Ministre des finances.

- Retard enregistré dans (i) la transmission à l'ACM des états financiers annuels certifiés par le commissaire aux comptes et les éléments de reporting périodiques (ii) des déclarations mensuelles à la Centrale des Risques de la Microfinance.

2.7. Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur du « Crowdfunding » :

- Approbation de la note CF n° 2 relative à la fixation du contenu, de la périodicité et des modalités de transmission des états, rapports et statistiques à communiquer par les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités à l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

Cette note a été publiée sur le site web de l'ACM en date du 28 décembre 2023.

3) Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance

3.1. Centrale des Risques de la Microfinance :

Les membres du comité de pilotage du projet de la mise en œuvre de la Centrale des Risques de la Microfinance (CRM) ont signé, en date du 25 octobre 2023, un procès-verbal de réception définitive sans réserve du lot n°5 dudit projet.

Il importe de rappeler que ce lot comprend les six sous lots suivants :

- Sous-lot n°1 : Administration et pilotage de la CRM
- Sous-lot n°2 : Gestion des contrats de microfinancements
- Sous-lot n°3 : Gestion du référentiel de la CRM
- Sous-lot n°4 : Amélioration du web services pour les IMF
- Sous-lot n°5 : Digitalisation des transactions des institutions de microfinance
- Sous-lot n°6 : Paramétrages complémentaires

L'ACM suit en permanence le nombre des consultations de la CRM réalisées par les utilisateurs habilités, et contrôle la qualité des déclarations, le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients des IMF et aux microfinancements. Le tableau ci-après comprend un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier janvier au 31 décembre 2023 :

	31-mars-23	30-juin-23	30-sept-23	31-déc-23
Nombre d'utilisateurs	1561	1638	1759	1858
Nombre de consultations (Cumul)	7 951 700	8 339 958	8 696 980	9 059 959
Nombre de consultations (Période)	392 111	388 258	357 022	362 979
Nombre de contrats déclarés (Cumul)	3 101 924	3 222 293	3 355 836	3 462 736
Nombre de contrats déclarés (période)	124 989	120 369	133 543	106 900
INDICATEURS				
Nombre de consultations par utilisateur	5 094	5 092	4 944	4 876
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En nombre	2,563	2,588	2,592	2,616
En pourcentage	256,35%	258,82%	259,16%	261,64%

L'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante : reclamation_crm@acm.gov.tn afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la CRM, qu'elles soient d'ordre technique ou relatives au métier.

Durant l'année 2023, l'ACM a procédé au traitement de **3 806** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	3 007
Nom, prénom et date de naissance incorrects	685
Nom ou prénom incorrect	114
Total	3 806

3.2. Directives pour le calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les institutions de microfinance (IMF) :

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces et sur place menées par ses contrôleurs, l'ACM a constaté des divergences entre les IMF SA dans la méthodologie de calcul du TEG. Pour mettre fin à ces divergences, l'ACM a publié en date du 12 avril 2023 sa note n°40 par laquelle elle vise de :

- Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
- Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire,
- Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, le coût réel de tout microfinancement.

Au niveau des modalités de calcul du taux annuel effectif global (TEG) des microfinancements accordés par les IMF, il a été consacré ce qui suit :

- Le taux annuel effectif global (TEG) d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période calculé à terme échu et exprimé en pourcentage avec deux décimales.
- Le taux de période est calculé actuariellement, à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements à effectuer par l'emprunteur. Il assure, selon la **méthode des intérêts composés**, l'égalité entre d'une part, **les sommes prêtées**, et d'autre part, **tous les versements dus par l'emprunteur au titre de ce microfinancement, en capital, intérêts ou marges, frais, commissions ou rémunérations de toute nature directs ou indirects**, intervenus dans l'octroi du microfinancement, ces éléments étant, le cas échéant, estimés. Le taux de période est obtenu par application de la formule suivante :

$$D - C - PA = \sum_{p=1}^n \frac{R_p}{(1 + t)^p}$$

D: montant du microfinancement

C: total des commissions, frais et rémunérations prélevés par l'IMF lors du déblocage.

PA : **prime d'assurance** (décès et/ou invalidité) supportée par le client et perçue lors du déblocage par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance

Rp : montant à rembourser à chaque échéance y compris les commissions, frais et rémunérations prélevées par l'IMF.

p : périodicité du remboursement

t : taux de la période

n : nombre des périodes de remboursement.

- Lorsque les versements sont effectués à une fréquence autre qu'annuelle, le taux annuel effectif global (TEG) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$TEG = (1 + t)^N - 1$$

TEG : taux annuel effectif global

t : taux de la période

N : nombre des périodes de remboursement durant une année.

Plusieurs exemples de calcul du taux annuel effectif global (TEG) ont été présentés en annexe de ladite note.

3.3. Evaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur de la microfinance en Tunisie :

En 2023, l'ACM a finalisé son rapport d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels est exposé le secteur de la microfinance.

A travers cette évaluation sectorielle des risques, l'ACM cherche à identifier au mieux les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels est exposé le secteur de la microfinance afin d'appliquer une approche fondée sur les risques pour s'assurer que les mesures de prévention et d'atténuation des risques de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme sont les plus appropriées quant aux risques identifiés.

Pour conduire l'exercice d'évaluation des risques, l'ACM s'est servi d'un outil qui lui a été mis à disposition par la Banque Mondiale en adoptant une méthodologie permettant de combiner directement l'analyse et l'évaluation des menaces et des vulnérabilités de BC/FT.

Le rapport dans sa version draft, a été partagé pour avis avec toutes les parties prenantes dont notamment les IMF.

3.4. Publication du Baromètre de la microfinance :

Le baromètre de la microfinance de l'ACM a pour objectif principal de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Quatre numéros ont été édités durant l'année 2023 (mars, juin, septembre et décembre).

3.5. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :

Durant l'année 2023, l'ACM a reçu **45** réclamations, émanant des clients des institutions de microfinance faisant état de problèmes rencontrés avec celles-ci. L'ACM est intervenue pour résoudre les différends en :

- Adressant des correspondances officielles aux IMF concernées pour leur demander des explications au sujet de chaque requête ;

- Effectuant les investigations nécessaires ;
- Préconisant des solutions équitables ;
- Informant les requérants du sort final de leurs requêtes.

Le traitement des réclamations a permis à l'ACM de détecter certains dépassements commis par quelques IMF. Dans ce cadre, l'ACM a dû intervenir avec fermeté en obligeant les IMF contrevenantes à réparer tout préjudice qu'elles ont causé à chaque client concerné.

3.6. Supervision des institutions de microfinance

a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces

- " Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme "

Au cours de l'année 2023, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

- " Institution de microfinance sous forme Associative "

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces des Associations de Microcrédits (AMC) qui ne se sont pas conformées aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, les contrôleurs de l'ACM ont poursuivi, durant l'année 2023, les opérations d'examen des états financiers et des rapports des commissaires aux comptes au titre des années 2021 et 2022 parvenus à l'ACM jusqu'au 20 novembre 2023.

A cette date, 61 associations de microcrédits dont 98% sont actives et ont envoyé à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2021, tandis que 218 associations ne l'ont pas envoyé encore dont 141 seulement sont actives.

Quant aux états financiers et rapports des commissaires aux comptes relatifs à l'année 2022, uniquement, 35 associations ont envoyé leurs reporting à l'ACM, alors que 244 associations ne l'ont pas envoyé au titre de la même année.

Ainsi, au 20 novembre 2023, le pourcentage des associations actives n'ayant pas envoyés à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2021 s'est établi à 70,5% contre 82,4% au titre de l'année 2022.

Le contrôle sur pièces des différents états financiers et rapports dont notamment les rapports des commissaires aux comptes, a permis aux contrôleurs de l'ACM de relever des défaillances au niveau de la gestion des AMC dont notamment :

- Le non-envoi à l'ACM par certaines AMC des rapports des commissaires aux comptes et des états financiers ;
- L'enregistrement de plusieurs insuffisances au niveau du portefeuille des microfinancements dont :
 - Le non-respect des normes comptables relatives à la microfinance notamment en ce qui concerne la comptabilisation du portefeuille de microcrédit, la constatation des provision et l'enregistrement des revenus.
 - L'enregistrement d'écarts non justifiés entre le montant des financements accordés par la BTS et celui des microcrédits accordés aux clients.

- L'exploitation par les associations d'une application informatique non liée automatiquement à la BTS ne permettant pas d'extraire des données et des indicateurs pertinents ;
- L'enregistrement d'écarts entre le solde comptable et les extraits bancaires ;
- Le non-respect de la réglementation en vigueur en matière des cotisations sociales et des impôts ;
- La non désignation d'un commissaire aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie par certaines associations ayant un total du bilan qui excède un million de dinars ;
- Des insuffisances se rapportant au contenu et à la présentation des états financiers ;
- La non couverture de tous les éléments d'actif et de passif par l'inventaire physique ;
- L'absence de mise à la disposition des commissaires aux comptes des moyens permettant la vérification des données indiquées au niveau du rapport du comité directeur.

Des insuffisances au niveau du contenu des rapports élaborés par certains commissaires aux comptes ont été aussi soulevées dont notamment :

- Absence d'observations faisant état de la non-conformité des associations de microcrédits aux dispositions du décret -loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisations de l'activité des institutions de microfinance.
- Absence d'observations concernant l'application par certaines AMC, des anciennes normes comptables n° 32, 33 et 34, relatives aux associations de microcrédits, approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001, alors qu'elles ont été abrogées par l'arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018.
- La certification des états financiers sans respecter scrupuleusement l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance, et tout particulièrement les dispositions de ses articles 12 et 17.

b) Missions de contrôle sur place

Au cours de l'année 2023, et dans le cadre de l'exercice du mandat dévolu à l'ACM par la réglementation en vigueur, des équipes de contrôleurs ont été désignées et chargées par le directeur général pour réaliser huit missions de contrôle sur place auprès des IMF SA. Ces missions ont porté notamment sur :

- ✓ La vérification du calcul du TEG annuel au niveau de chacune des sept IMF SA,
- ✓ La politique de tarification adoptée par une IMF SA et les risques de gouvernance auxquels elle fait face.

4) Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :

Conformément à l'article 119 de la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, un expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance siège en tant que membre à la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF).

En 2023, l'expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part aux différentes réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières.

D'un autre côté, un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part à toutes les réunions du comité d'orientation de la CTAF.

5) Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :

Conformément à la loi n°2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la Banque Centrale de Tunisie et au décret gouvernemental n° 2017-1259 du 17 novembre 2017, fixant la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire de l'inclusion financière ainsi que la liste des institutions et administrations concernées par son intervention, le directeur général de l'ACM siège en tant que membre au conseil d'administration de l'OIF.

En 2023, le directeur général de l'ACM, a participé à la troisième réunion du conseil de l'observatoire qui s'est tenue le 14 décembre 2023 et qui a été consacrée principalement aux points suivants :

- Examen du rapport d'activité de l'OIF au titre de l'année 2023 et de son programme d'activité pour l'année 2024,
- Présentation des chiffres clés de l'activité de la médiation bancaire au cours de la période (2012-2022)
- Présentation du Programme National de l'Education Financière PNEF (2023-2027).

6) Participation de l'ACM aux événements organisés à l'échelle nationale ou internationale :

6.1 Participation de l'ACM à un webinaire en ligne sur les contrats d'assurance dans le domaine du « Crowdfunding » :

Deux cadres de l'ACM ont pris part au webinaire tenu en ligne en date du 20 janvier 2023, organisé par Financial Services Volunteer Corps (FSVC), animé par un expert allemand dans le domaine du « Crowdfunding » et auquel ont participé des représentants de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et du Conseil du Marché Financier (CMF).

Le webinaire a été consacré aux échanges autour du contrat d'assurance, objet de l'article 44 de la loi n° 2020- 37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding » et les risques à couvrir, outre la présentation des expériences internationales dans le domaine de l'assurance liée à cette activité.

6.2 Animation de six ateliers de sensibilisation sur la protection de la clientèle des institutions de microfinance :

Dans le cadre du projet « Appui à l'inclusion financière en Tunisie » et du programme national d'éducation financière, des sessions de formation ont été organisées par l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en collaboration avec l'organisation luxembourgeoise Appui au Développement Autonome (ADA), au profit des représentants régionaux de l'Organisation de Défense des Consommateurs (ODC) dans les différentes régions tunisiennes.

Ces formations visent à mettre en place les conditions propices pour une meilleure sensibilisation et protection des consommateurs des services financiers. A cet effet, deux représentants de l'ACM ont animé les six ateliers de formation organisés au profit des représentants des différents bureaux régionaux de l'ODC.

6.3 Participation de l'ACM à un workshop portant sur les procédures de supervision des plateformes de « Crowdfunding »:

Deux cadres de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont pris part au workshop organisé par Financial Services Volunteer Corps (FSVC) en date du 10 mai 2023 à Tunis, et ce dans le cadre du

programme de renforcement des capacités des autorités de régulation tunisiennes en matière de « Crowdfunding ».

Ce workshop, a été animé par deux experts internationaux, a réuni les représentants de la Banque Centrale de Tunisie et du Conseil du Marché Financier (CMF) et a permis de présenter les meilleures pratiques internationales aux Etats Unis et au Royaume Uni en matière de supervision des plateformes de « Crowdfunding ».

En marge de ce workshop, une rencontre avec des créateurs potentiels de plateformes de « Crowdfunding » a eu lieu et a permis d'apporter des éclaircissements quant aux questions liées à l'octroi de l'agrément notamment le contenu de la note de l'ACM n° 1 du 29 décembre 2022 relative à la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires.

6.4 Participation de l'ACM à une journée de sensibilisation sur le dispositif national des sanctions financières ciblées :

Le directeur général et un cadre de l'ACM ont participé, en date du 11 mai 2023, à une journée de sensibilisation, organisée par la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme (CNLCT), avec l'appui de la GIZ en Tunisie et en collaboration avec la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF). Cette journée a été organisée au profit des cadres et responsables des institutions de microfinance et s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des structures impliquées dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de son financement afin de renforcer l'efficacité du dispositif national des sanctions financières ciblées.

6.5 Participation de l'ACM à la série de webinaires sur la "Microfinance durable dans la région MENA" :

Représentée par son directeur général et douze cadres, l'ACM a pris part à la série de webinaires sur la «Microfinance durable dans la région MENA », organisée par HEDERA Sustainable Solutions et les acteurs locaux de la microfinance dans la région MENA et financée par la Facilité d'Assistance Technique (FAT) du Fonds SANAD pour les MPME.

Cette initiative vise à encourager la discussion sur les tendances, les défis et les stratégies pour faire avancer la microfinance durable dans la région MENA.

Les pays concernés ainsi que le calendrier des sessions se présentent comme suit :

- 6 septembre 2023 : La finance durable au Yémen en collaboration avec le réseau de microfinance du Yémen ,
- 13 septembre 2023 : La finance durable en Tunisie en collaboration avec l'Autorité de Contrôle de la Microfinance,
- 20 septembre 2023 : La finance durable en Jordanie en collaboration avec le réseau jordanien de microfinance "TANMEYAH" ,
- 27 septembre 2023 : La finance durable en Palestine en collaboration avec l'Union palestinienne des petites institutions de microfinance «Sharaka», (reportée à une date ultérieure en raison de la guerre à Gaza),
- 4 octobre 2023 : La finance durable en Égypte en collaboration avec le réseau de microfinance des pays arabes "SANABEL",
- 11 octobre 2023 : La finance durable au Maroc en collaboration avec le centre Mohamed VI de soutien à la microfinance solidaire,
- 18 octobre 2023 : La finance durable au Liban en collaboration avec l'association libanaise de Microfinance (reportée à une date ultérieure en raison de la guerre à Gaza).

6.6 Participation de l'ACM à un atelier de clôture du projet « Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie » :

En date du 29 septembre 2023, deux cadres de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ont participé à un atelier de clôture du projet « Education financière sur les services financiers digitaux en Tunisie » organisé dans le cadre du Programme « Inclusion Financière en Tunisie » organisé par la GIZ en collaboration avec le Ministère des Finances. Ce projet est piloté par l'Observatoire d'Inclusion Financière (OIF) et mis en œuvre par le Centre de la femme Arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR).

Lors de cet évènement, plusieurs présentations ont été réalisées notamment :

- La politique de l'OIF en matière de développement de l'éducation financière
- Le projet « Education financière sur les Services Financiers Digitaux en Tunisie »
- La plateforme d'autoapprentissage en ligne : www.atif.tn

6.7 Participation de l'ACM au Forum Arabe ayant pour thématique « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière »

Le Directeur Général et un autre cadre de l'ACM ont pris part au forum arabe qui s'est tenu en dates des 11 et 12 octobre 2023 à Tunis, portant sur « Les télécommunications et les solutions financières numériques et la promotion de l'Inclusion financière », organisé par l'Organisation Arabe du Développement Administratif et le programme du golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND).

L'intervention du Directeur Général de l'ACM lors de la deuxième session tenue le 12 octobre 2023, a porté sur le rôle de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance dans le développement du secteur de la microfinance et la promotion de l'inclusion financière en Tunisie via l'exploitation des meilleures solutions digitales.

6.8 Participation de l'ACM à un atelier de travail portant sur l'amélioration de l'accès au financement des TPME :

Dans le cadre du « Programme d'appui pour l'amélioration de l'accès au financement des TPME (MSMEs 2.0) » financé par le Groupe de la Banque Mondiale et mené par le cabinet PwC, deux cadres de l'ACM ont participé aux travaux de l'atelier de travail organisé en date du 19 octobre 2023 à Tunis, portant sur la présentation de la feuille de route pour l'amélioration de l'accès au financement des TPME.

6.9 Participation de l'ACM au premier Forum National du Crowdfunding en Tunisie :

Une équipe de l'ACM composée du directeur général et d'un autre cadre a participé à la première édition du Forum National du Crowdfunding en Tunisie, tenu le 31 octobre 2023, et organisé par l'Agence pour la Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) et le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, en collaboration avec le projet Innov'i et en partenariat avec la Banque centrale de Tunisie (BCT), l'Autorité de contrôle de la microfinance (ACM) et le Conseil du marché financier (CMF).

Trois panels ont été programmés lors de ce forum portant sur :

- Le cadre réglementaire régissant le « Crowdfunding » en Tunisie : perspectives et enjeux,
- Le plaidoyer pour réussir le « Crowdfunding » en Tunisie,
- Une inspiration sur les orientations thématiques du « Crowdfunding ».

Le directeur général de l'ACM a assuré le mot d'ouverture du premier panel, alors que la présentation du cadre réglementaire régissant l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités a été faite par le second représentant de l'ACM.

6.10 Participation de l'ACM à un atelier de restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie :

Trois cadres de l'ACM ont pris part aux travaux d'un atelier consacré à la restitution du diagnostic de la Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) des IMF en Tunisie, organisé par ADA Microfinance en date du 18 octobre 2023 à Tunis.

Ont pris part à cet atelier les représentants des IMF SA ayant contribué à la réalisation de cet état des lieux.

6.11 Participation de l'ACM aux travaux de la Commission chargée de l'élaboration des textes d'application du projet de loi sur la promotion de l'inclusion financière :

Dans le cadre du programme d'assistance technique de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, des groupes de travail ont été formés au mois de juin 2021 comprenant des représentants du Ministère des Finances, de la Banque Centrale de la Tunisie, de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, du Comité général des assurances et de l'Observatoire de l'Inclusion financière et de la Banque Mondiale.

Les cadres représentants l'ACM ont pris part aux réunions techniques en ligne et en présentiel tenues au courant de l'année 2023 et portant sur la définition d'une personne morale à inclure dans le périmètre d'intervention des IMF SA d'une part et celle d'une personne physique à revenu limité d'autre part.

6.12 Participation de l'ACM aux ateliers de sensibilisation sur le « Crowdfunding » :

Dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation du « Crowdfunding » en Tunisie, Expertise France par le biais du projet Innov'i – EU4Innovation, a organisé deux ateliers de travail à destination des banques et des assurances, qui sont deux acteurs fondamentaux pour le fonctionnement et la réussite de cet outil. Un cadre représentant l'ACM a participé aux travaux de ces deux ateliers

Le premier atelier a été organisé en date du 30 octobre 2023 et consacré au rôle de l'assurance dans le métier du « Crowdfunding », et à l'analyse des dispositions de l'article 44 de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding ».

Cet atelier a permis de réunir les opérateurs relevant du secteur de l'assurance notamment le CGA, la FTUSA et quelques compagnies d'assurance et d'échanger sur la typologie des risques liés à l'activité du « Crowdfunding ».

Le deuxième atelier s'est tenu les 1 et 2 novembre 2023 à Tunis et s'est focalisé sur le rôle que les banques devront jouer conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n°2020-37 susvisée.

Cet atelier a permis de réunir des représentants de banques notamment des hauts responsables relevant des directions de la conformité, IT, juridique, commerciale, etc.

Il importe de souligner que c'est l'ACM qui a pris l'initiative de soulever cette problématique liée à l'implication des banques et des compagnies d'assurance dans le processus d'octroi de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding ».

6.13 Participation de l'ACM à la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) :

Un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a participé à la sixième édition de la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM), organisée à la capitale togolaise « Lomé » du 16 au 20 Octobre 2023.

Cet évènement a vu la participation de 1100 personnes appartenant à 54 pays dont 36 pays africains.

Visant à offrir une plateforme africaine unifiée d'échange sur les enjeux de la finance inclusive sur le continent africain, cet évènement a réuni tous les professionnels du secteur : investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, innovateurs et gouvernements, etc.

7) Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

7.1 Formation portant sur « La supervision des services financiers numériques » :

Dans le cadre d'une assistance technique assurée par ADA microfinance au profit de l'ACM afin de l'appuyer dans sa réflexion sur les risques de la digitalisation de l'activité des IMF ainsi que sur les préalables à mettre en place en matière de supervision, une session de formation a été organisée au profit des cadres de l'ACM en date du 19 janvier 2023 et a porté sur la supervision des services financiers numériques.

Animée par deux experts dans le domaine des services financiers numériques, cette session de formation a permis :

- d'identifier et de discuter des risques liés à la digitalisation de l'activité de la microfinance,
- de discuter du contenu du manuel de procédures dédié au suivi des opérations numériques au sein des IMF,
- d'échanger sur les mécanismes de protection de la clientèle des services financiers numériques.

7.2 Formation sur la gestion de la performance sociale des IMF :

Dans le cadre des actions de renforcement des capacités de son équipe, l'ACM a organisé en collaboration avec ADA microfinance, une formation à distance qui a eu lieu le 14 juillet 2023 au profit de ses cadres et qui a porté notamment sur :

- La gestion de la performance sociale des IMF et les concepts clés y afférents .
- L'importance de la mise en place d'un cadre commun de normes et de suivi de la performance sociale pour les institutions de microfinance en Tunisie.

7.3 Formation sur l'inclusion financière responsable :

En date du 17 octobre 2023, l'ACM a organisé une session de formation sur l'inclusion financière responsable au profit de ses cadres avec le concours d'ADA microfinance. Cette formation, animée par un expert international dans le domaine, a porté sur les thématiques suivantes :

- Définition de l'inclusion financière responsable,
- Revue des normes universelles en matière de gestion des performances sociales,

- Présentation de l'outil « ALINUS », reconnu internationalement, pour l'évaluation des performances sociales,
- Revue des meilleures pratiques internationales sur le rôle des régulateurs en matière des performances sociales dans le secteur de la microfinance.

7.4 Formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle :

L'ACM a été représentée par trois cadres lors de la session de formation sur les indicateurs de suivi de l'inclusion assurancielle, ayant eu lieu le 15 novembre 2023 à distance.

Cette formation organisée, dans le cadre de son programme d'accompagnement des réformes du secteur de l'inclusion financière en Tunisie, par l'Agence Française de Développement (AFD) a ciblé les objectifs suivants :

- Connaître les indicateurs fréquemment utilisés dans certains pays ainsi que leurs expériences dans le domaine de l'assurance inclusive,
- Identifier les indicateurs de suivi appropriés pour la Tunisie et les moyens de leur mise en œuvre.

7.5 Formation sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive :

Une équipe composée du directeur général de l'ACM et de onze contrôleurs ont participé à une formation à distance sur la réglementation et le contrôle de l'assurance inclusive, organisée en date du 16 novembre 2023 par l'Agence Française de Développement dans le cadre de son programme d'accompagnement des réformes du secteur de l'inclusion financière en Tunisie.

Ont pris part à cette formation, des représentants du ministère des finances, de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT), de l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) et du Comité Général des Assurances (CGA).

Cette formation a pour objectifs de :

- Clarifier la différence entre la réglementation et la supervision de l'assurance inclusive et l'assurance conventionnelle,
- Partager des approches et des expériences internationales,
- Appuyer le CGA pour renforcer la réglementation et la supervision de l'assurance inclusive en Tunisie.

7.6 Formation sur la supervision axée sur le risque « Risk based banking supervision » :

Un cadre de l'ACM a participé à une session de formation intitulée « Risk based banking supervision », au Koweït du 18 au 22 juin 2023, organisée par le Centre d'Economie et de Finance du Moyen-Orient du Fonds Monétaire International (FMI - CEF).

Cette session avait pour objet la présentation des fondamentaux et des objectifs de la supervision basée sur les risques (RBS), ses défis et les facteurs essentiels à son succès.

7.7 Formation régionale sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes :

Un cadre de l'ACM a pris part à une formation régionale portant sur les services financiers numériques et leurs rôles dans la promotion du financement des MPME, des jeunes et des femmes à Nairobi, au Kenya du 02 au 05 mai 2023.

Cette formation a été organisée par l'AFI en collaboration avec la Banque Centrale du Kenya (CBK) et a porté sur plusieurs thématiques notamment :

- Les innovations en matière de crédit numérique pour faire progresser le financement des MPME en Afrique

- Les innovations dans le crédit numérique basé sur des plateformes,
- Les cadres réglementaires pour le crédit innovant basé sur des plateformes,
- L'infrastructure habilitante et solutions innovantes pour le financement des MPME.

7.8 Formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

Un cadre de l'autorité a participé à une formation organisée par le centre du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'économie et la finance du Moyen-Orient, du 10 au 14 septembre 2023 au Koweït. Cette formation a porté sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme notamment l'amélioration des dispositifs de transparence à l'égard des bénéficiaires effectifs.

Plusieurs thématiques ont été présentés durant cette formation notamment :

- Les bénéficiaires effectifs et l'utilisation de leurs données,
- Les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) relatives aux bénéficiaires effectifs.

7.9 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Microfinance :

Un cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance du « Frankfurt School of Management and Finance ». Etalée sur 6 mois, cette formation a pour objectif de permettre aux participants de maîtriser :

- Gestion des microcrédits
- Gestion de la micro-épargne et de la micro-assurance
- Gestion des risques
- Marketing et ventes
- Gestion de la performance financière et sociale
- Gestion des ressources humaines

7.10 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Finance Numérique:

Quatre cadres de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en Finance Numérique dispensé par « Frankfurt School of Management and Finance ». Cette formation a débuté en septembre 2023 et s'est étalée sur 6 mois et s'est focalisée sur les thématiques suivantes :

- L'écosystème de la finance digitale
- Les nouvelles technologies
- Le paiement digital et les transferts
- La finance digitale et les paiements
- Le Management stratégique des Services Financiers Digitaux (SFD)

7.11 Formation en ligne pour l'obtention du Certificat d'Expert en Politique d'inclusion financière:

Un cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en politique d'inclusion financière du « Frankfurt School of Management and Finance ».

Cette formation se focalise sur trois composantes essentielles qui favorisent l'inclusion financière notamment :

- Financement des micro, petites et moyennes entreprises,
- Microfinance et la micro-assurance,
- Adoption de la voie numérique.

7.12 Voyage d'étude en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale:

Dans le cadre du programme d'appui à l'inclusion financière piloté par la GIZ, un voyage d'étude a été organisé en Jordanie portant sur le thème de l'inclusion financière et la finance digitale.

Une délégation tunisienne composée de cadres relevant du Ministère des Finances, de la Banque Centrale de Tunisie, de l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF), de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) et de la GIZ (Bureau de Tunisie) a effectué un voyage d'étude en Jordanie du 17 au 23 Juin 2023 afin de rencontrer les principaux acteurs opérant dans les domaines de la microfinance, de l'inclusion financière et du numérique.

Lors de la visite, une présentation des expériences jordanienne et tunisienne a été effectuée et a concerné principalement les thèmes suivants :

- Le renforcement du rôle du secteur de la microfinance,
- La stratégie nationale pour l'inclusion financière,
- Le cadre réglementaire régissant les services financiers numériques,
- Le développement des services de paiement mobile,
- La protection de la clientèle,
- L'éducation financière.

II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :

1) Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :

Conformément à l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2023, le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur un seul projet de texte réglementaire. Il s'agit du décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

Le diagramme ci-dessous retrace l'évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011.

03/2022

- **Décret Présidentiel n° 2022-306 du 29 mars 2022**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

05/2021

- **Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021**, complétant l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurance prévues à l'article 69 du code des assurances.

05/2020

- **Arrêté du ministre des finances du 15 mai 2020**, portant application des mesures exceptionnelles d'appui aux clients des institutions de microfinance sous forme de sociétés anonymes.

02/2020

- **Décret gouvernemental n° 2020-104 du 20 février 2020**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

09/2019

- **Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019**, fixant les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

01/2019

- **Arrêté du ministre des finances du 21 Janvier 2019**, fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.

04/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2018**, modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

03/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018**, portant approbation d'une norme comptable relative aux institutions de microfinance.

01/2018

- **Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

07/2017

- **Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017** fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01/2017

- **Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12/2016

- **Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016** fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08/2016

- **Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02/2016

- **Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

11/2014

- **Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07/2014

- **Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.
- **Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013**, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

11/2012

- **Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09/2012

- **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2012

- **Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

11/2011

- **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
- **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2) Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2023 :

Au 31 décembre 2023, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **289 Associations de Microcrédit (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et **187** ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2023. Parmi les associations actives financées, une seule s'est conformée aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ¹:

IMF associative	Logo
<p>ASAD Tamweel</p> <p>Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances</p>	

- 7 sociétés anonymes :

IMF SA	Logo	Date d'agrément
Taysir Microfinance		28/03/2014
Microcred		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21/04/2015
Enda Tamweel		31/12/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016
El Amel de microfinance		09/01/2019

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum d'une année.

La Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance a stipulé que les AMC demeurent agréées en tant qu'institutions de microfinance à condition de se conformer aux dispositions du décret-loi sus cité dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois de décembre 2016. Ce délai pourrait être prorogé, le cas échéant, par décret.

Au terme de cette date (31/12/2016), hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Quatre décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, le 3ème en date du 20 février 2020 et le quatrième en date du 29 mars 2022, prorogeant le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi jusqu'au 31-12-2023.

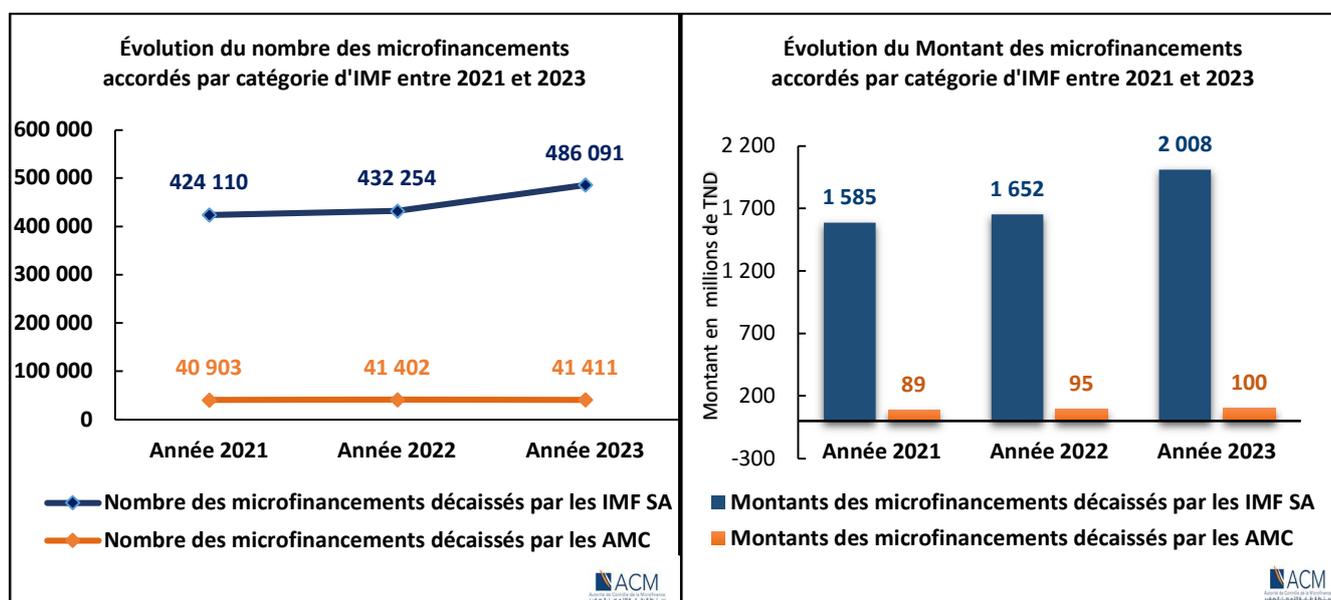
2.1. Évolution des microfinancements accordés :

a) Période (2021 – 2023)

- Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2023 s'est accru de 11,4% par rapport à celui enregistré en 2022 et ce en passant de 473 656 à 527 502 microfinancements.
- Le montant total des microfinancements accordés est passé quant à lui d'environ 1 747 millions TND à 2 108 millions TND, soit un taux de croissance de 20,7%.

(En milliers TND)

Catégorie d'IMF	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	424 110	91,2%	1 584 757	94,7%	432 254	91,3%	1 651 821	94,6%	486 091	92,15%	2 007 528	95,25%
IMF AMC	40 903	8,8%	89 237	5,3%	41 402	8,7%	95 186	5,4%	41 411	7,85%	100 212	4,75%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%



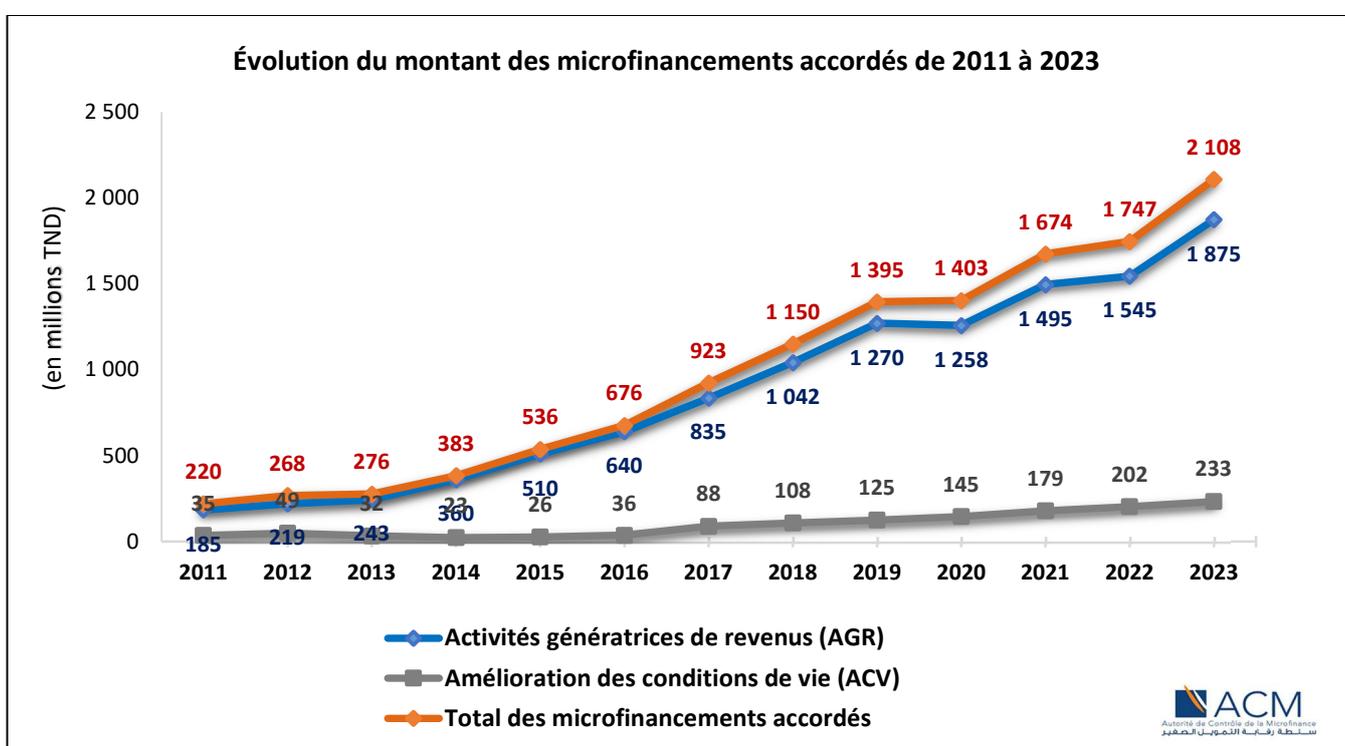
b) Période (2011 – 2023)

- Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2011 à 2023 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 20,74 %.

(En milliers TND)

	Activités génératrices de revenus (AGR)		Amélioration des conditions de vie (ACV)		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)	Nombre	Montant (en milliers TND)
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	275 859

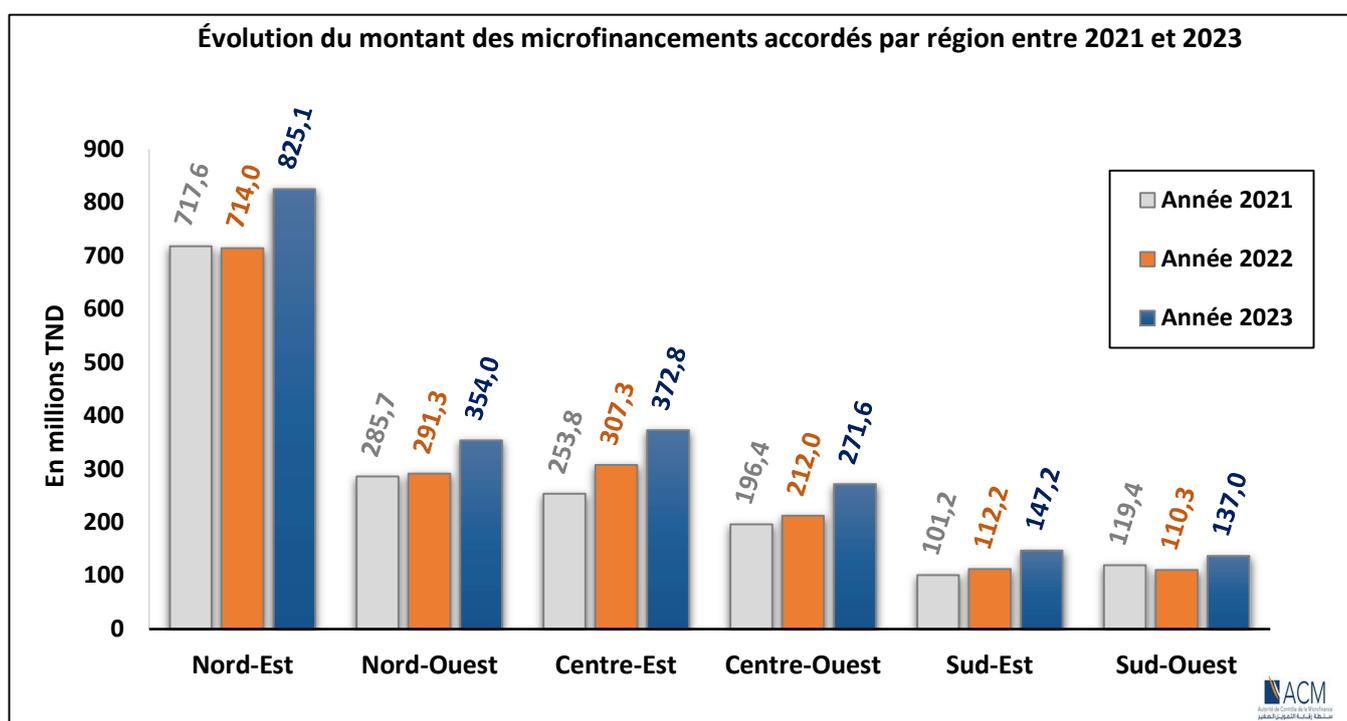
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040
2018	364 994	1 041 682	90 877	107 877	455 871	1 149 559
2019	381 700	1 270 399	94 618	124 676	476 318	1 395 075
2020	310 413	1 257 964	100 692	144 684	411 105	1 402 648
2021	350 985	1 495 454	114 028	178 539	465 013	1 673 994
2022	349 809	1 544 640	123 847	202 367	473 656	1 747 007
2023	393 530	1 874 396	133 972	233 342	527 502	2 107 740



2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

- 39% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023 ont profité à la région du Nord-Est, contre 43 % et 41 % respectivement en 2021 et 2022.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié pour la deuxième année d'affilée d'une part de 17 % du nombre et de la valeur totale des microfinancements accordés.
- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Centre-Ouest se sont établies à 18% et 13% de la valeur totale des microfinancements accordés en 2023 contre des parts respectives de 18% et de 12 % en 2022.
- Les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest ont bénéficié respectivement de 7% et 6% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023.

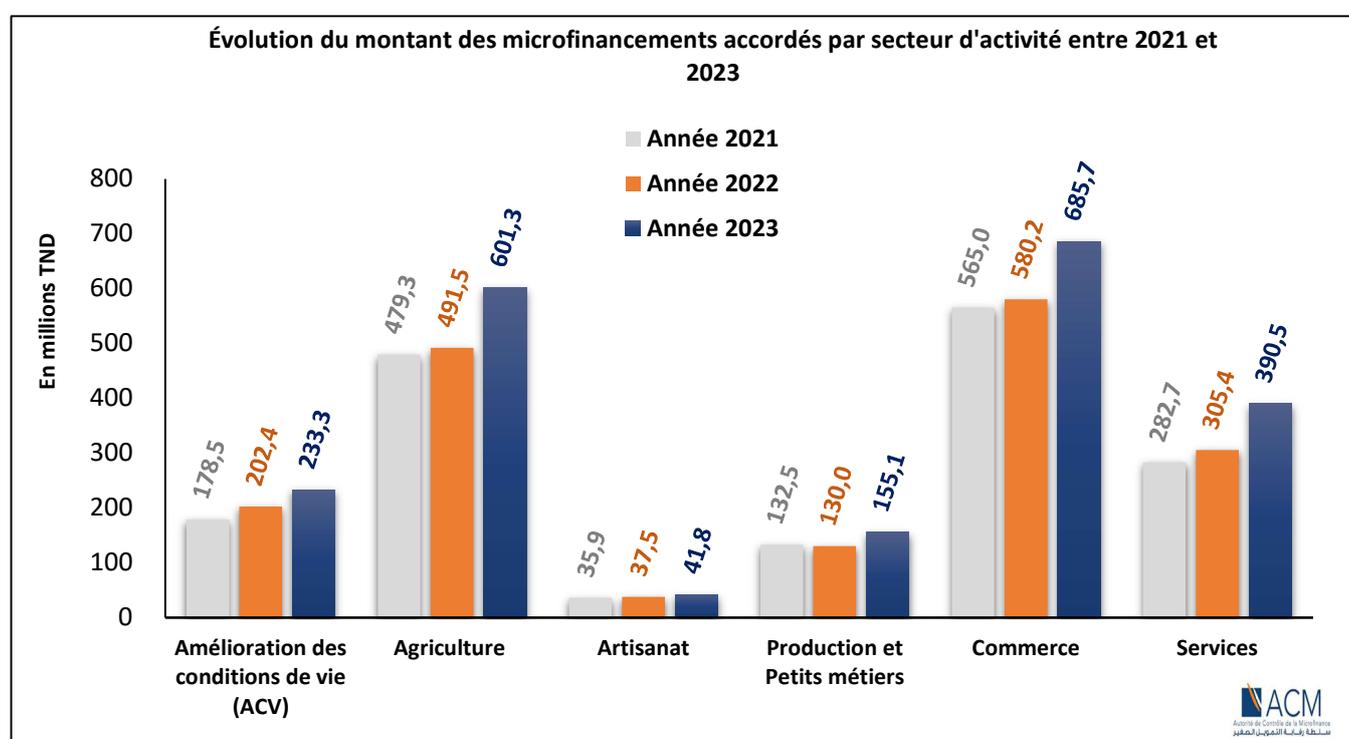
Région	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	198 039	43%	717 624	43%	194 849	41%	713 965	41%	213 225	40%	825 144	39%
Nord-Ouest	77 429	17%	285 672	17%	79 414	17%	291 305	17%	89 034	17%	354 017	17%
Centre-Est	70 810	15%	253 788	15%	79 066	17%	307 259	18%	87 238	17%	372 789	18%
Centre-Ouest	54 910	12%	196 358	12%	55 391	12%	211 965	12%	62 562	12%	271 554	13%
Sud-Est	32 564	7%	101 188	6%	34 580	7%	112 176	6%	39 964	8%	147 239	7%
Sud-Ouest	31 261	7%	119 364	7%	30 356	6%	110 338	6%	35 479	7%	136 996	6%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%



2.3. Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :

- Avec environ 686 millions TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2023, soit 33% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 580 millions TND une année auparavant.
- L'agriculture a bénéficié de 142 714 microfinancements avec une valeur globale d'environ 601,4 millions TND représentant 29% de la valeur globale des microfinancements accordés en 2023 contre 128 661 microfinancements accordés d'une valeur s'élevant à 491,5 millions TND durant l'année précédente.
- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, avec une part de 2% seulement du montant global des microfinancements accordés en 2023.

Secteur d'activité	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie ² (ACV)	114 028	25%	178 539	11%	123 847	26%	202 367	12%	133 972	25%	233 343	11%
Agriculture ³	131 061	28%	479 317	29%	128 661	27%	491 535	28%	142 709	27%	601 315	29%
Artisanat	13 122	3%	35 862	2%	13 414	3%	37 534	2%	14 335	3%	41 807	2%
Production et Petits métiers	35 894	8%	132 534	8%	34 936	7%	130 038	7%	39 339	7%	155 090	7%
Commerce	123 532	27%	565 021	34%	122 562	26%	580 173	33%	137 782	26%	685 660	33%
Services	47 376	10%	282 721	17%	50 236	11%	305 359	17%	59 365	11%	390 526	19%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%



2.4. Répartition des microfinancements accordés par genre :

- Les hommes et les femmes ont bénéficié respectivement de 55% et de 45% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2023 et ont conservé leurs mêmes parts du montant total des microfinancements décaissés en 2021 et en 2022. En effet, en 2023, environ 1 166 millions TND ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus, contre 942 millions TND alloués aux femmes.

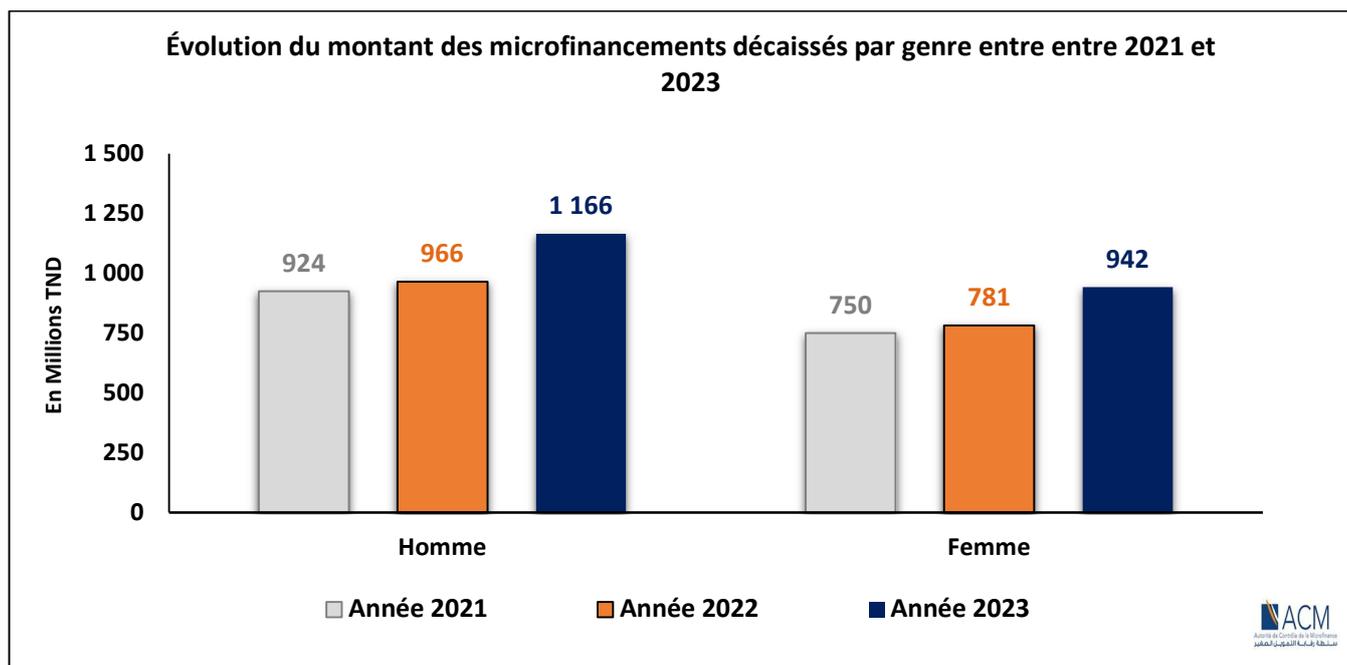
² L'amélioration des conditions de vie comprend les trois secteurs suivants : l'éducation, l'amélioration de logement et les autres activités en lien avec l'ACV.

³ L'agriculture comprend les trois secteurs suivants : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 57% des microfinancements accordés avec 298 426 microfinancements en 2023 contre 229 076 microfinancements accordés aux hommes.

(En milliers TND)

Genre	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	214 971	46%	923 972	55%	207 428	44%	965 779	55%	229 076	43%	1 165 846	55%
Femme	250 042	54%	750 021	45%	266 228	56%	781 228	45%	298 426	57%	941 894	45%
Total	465 013	100%	1 673 994	100%	473 656	100%	1 747 007	100%	527 502	100%	2 107 740	100%



- Le microfinancement moyen des femmes s'est établi à 3 156 TND en 2023 contre 2 934 TND en 2022, enregistrant une augmentation de 7,6% et reste en dessous de celui des hommes, qui s'élève à 5 090 dinars en 2023 contre 4 656 dinars en 2022, soit une augmentation de 9,3%.

(En TND)

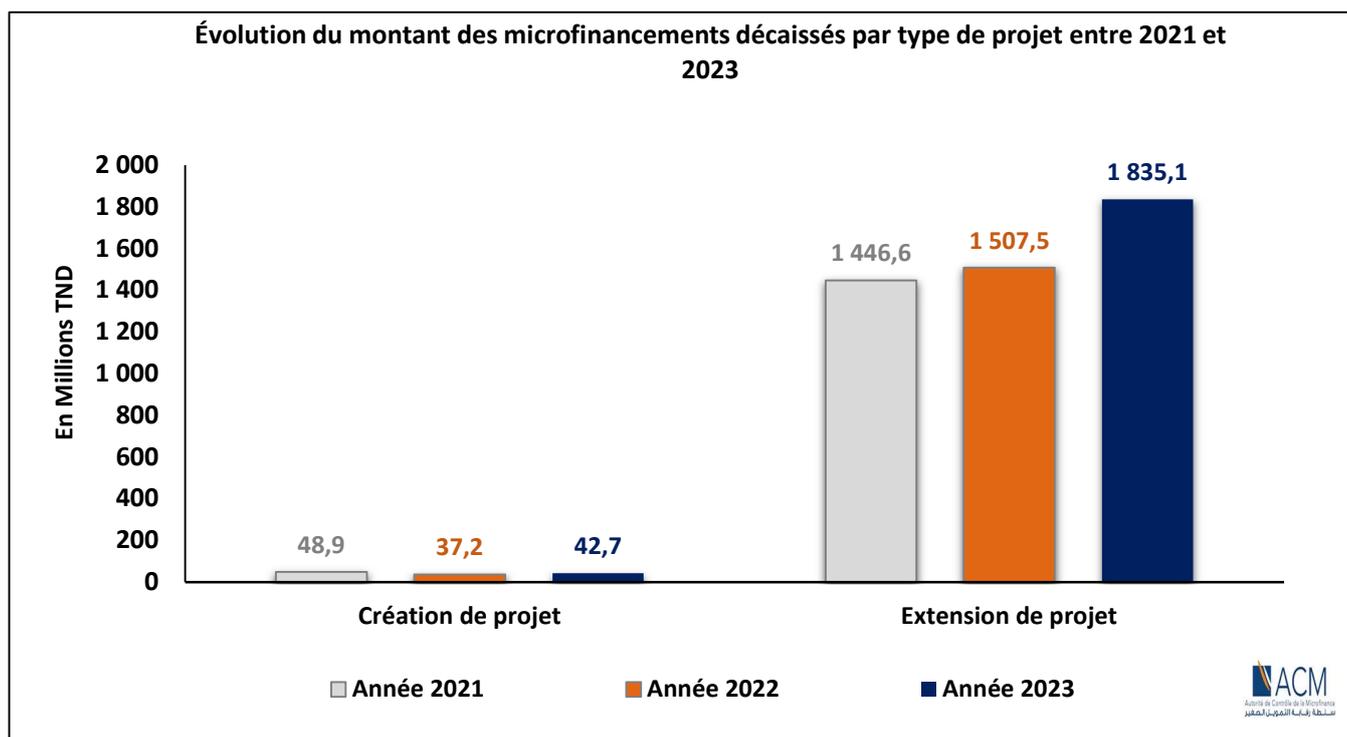
	2021	2022	2023
Microfinancement moyen des hommes	4 298	4 656	5 090
Microfinancement moyen des femmes	3 000	2 934	3 156
Microfinancement moyen du secteur	3 600	3 688	3 996

2.5. Répartition microfinancements accordés par type de projet :

- Environ 1 835,1 millions TND ont été alloués en 2023, aux extensions des projets soit une part de 98% de la valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors que les créations de projets n'ont profité que de 2% durant cette même période.

(En milliers TND)

Type de projet	2021				2022				2023			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	13 592	4%	48 855	3%	11 632	3%	37 175	2%	14 843	4%	42 677	2%
Extension de projet	337 393	96%	1 446 598	97%	338 177	97%	1 507 465	98%	382 304	96%	1 835 114	98%
Total	350 985	100%	1 495 454	100%	349 809	100%	1 544 640	100%	397 147	100%	1 877 791	100%



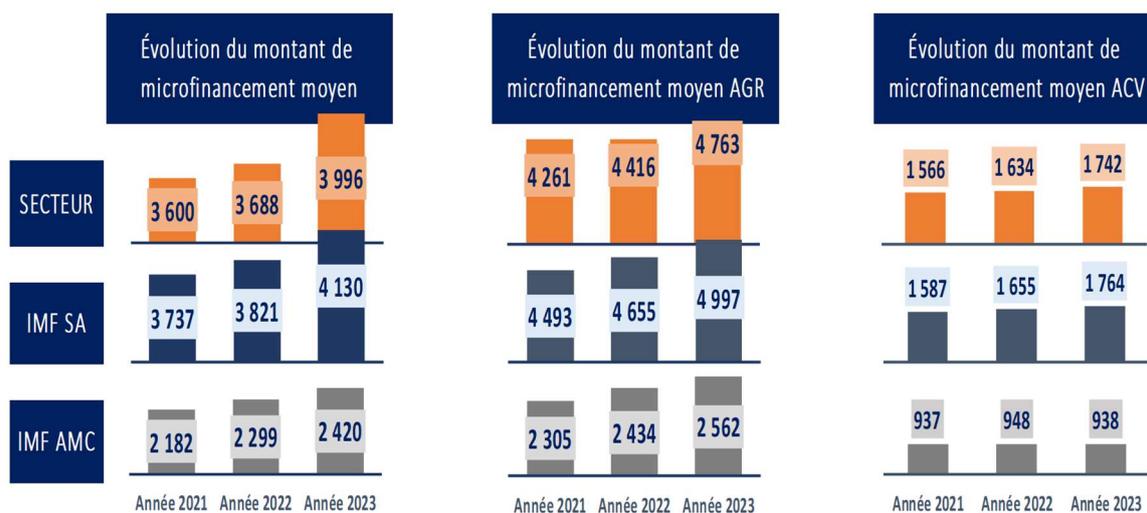
2.6. Microfinancement moyen :

- En 2023, le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 3 996 TND contre 3 688 TND en 2022.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 4 763 TND en 2023 contre 4 416 TND une année auparavant.
- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

(En TND)

Secteur de la Microfinance	2021			2022			2023		
	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen
Secteur de la Microfinance	1 566	4 261	3 600	1 634	4 416	3 688	1 742	4 763	3 996
IMF SA	1 587	4 493	3 737	1 655	4 655	3 821	1 764	4 997	4 130
IMF AMC	937	2 305	2 182	948	2 434	2 299	938	2 562	2 420

Évolution du microfinancement moyen par catégorie d'IMF (en TND)

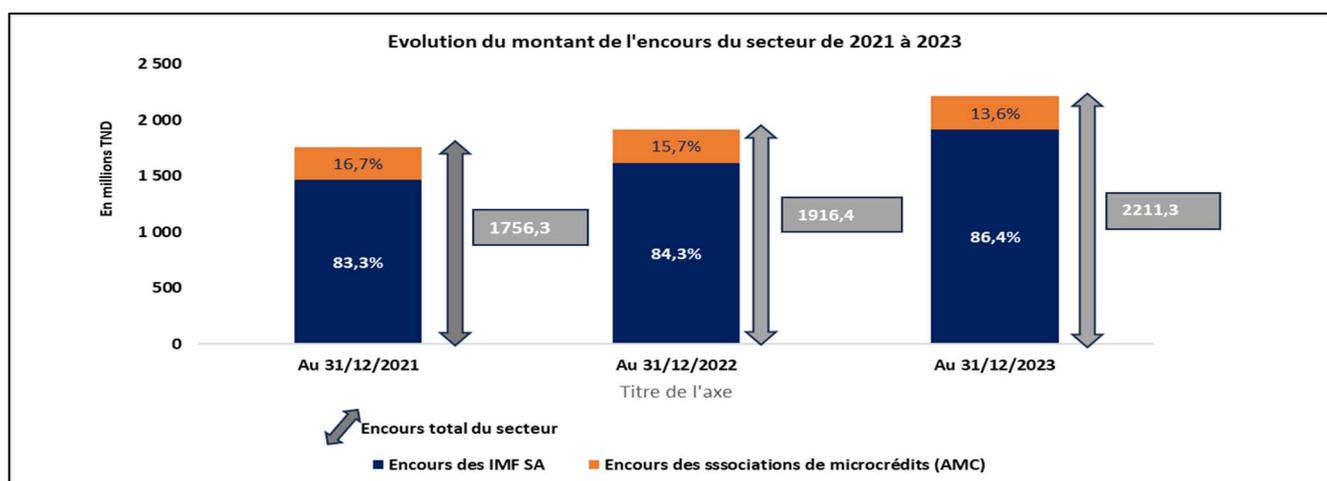


2.7. Évolution de l'encours des microfinancements :

a) Encours par catégorie d'IMF :

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 1 756,3 millions TND au 31 décembre 2021 à 2 211,3 millions TND au 31-12-2023, enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période (2021-2023) de 12,2%.
- Durant la période s'étalant du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2023, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 18,2 %, en passant de 1 616,3 millions TND à 1 910,6 millions TND.
- Au 31 décembre 2023, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 86,4% de l'encours total des microfinancements contre 84,3% une année auparavant.

Encours par catégorie d'IMF	Au 31/12/2021		Au 31/12/2022		Au 31/12/2023	
	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des microfinancements actifs	Encours (en milliers de TND)
IMF SA	516 956	1 463 216	554 505	1 616 312	612 108	1 910 617
Associations de microcrédits (AMC)	271 929	293 038	268 454	300 094	274 781	300 695
Encours total du secteur	788 885	1 756 254	822 959	1 916 406	886 889	2 211 313



b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une croissance de 9,8 % entre la fin de l'année 2022 et celle de 2023 en passant de 3 027 TND à 3 323 TND.
- Au terme de l'année 2023, l'encours moyen par client actif sans doublons s'est élevé à 3 481 TND.
- Le montant de l'encours moyen par microfinancement actif a enregistré une augmentation de 7% en passant de 2 915 TND en 2022 à 3 122 TND en 2023.

(En milliers TND)

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers TND)	1 463 216	1 616 312	1 910 617
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	498 745	533 983	574 943
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	480 616	512 212	548 860
Nombre des microfinancements actifs	516 956	554 505	612 108
Encours moyen par client actif sans doublons (en TND)	3 044	3 156	3 481
Encours moyen par client actif avec doublons (en TND)	2 934	3 027	3 323
Encours moyen par microfinancement actif (en TND)	2 830	2 915	3 122

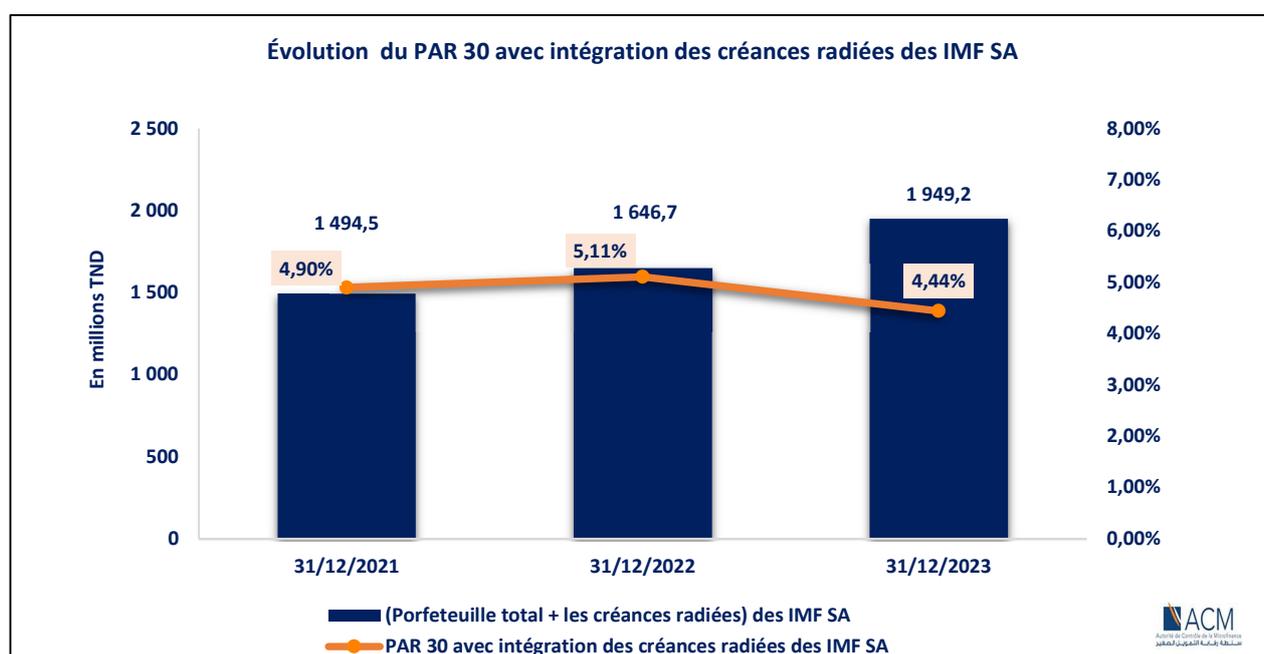
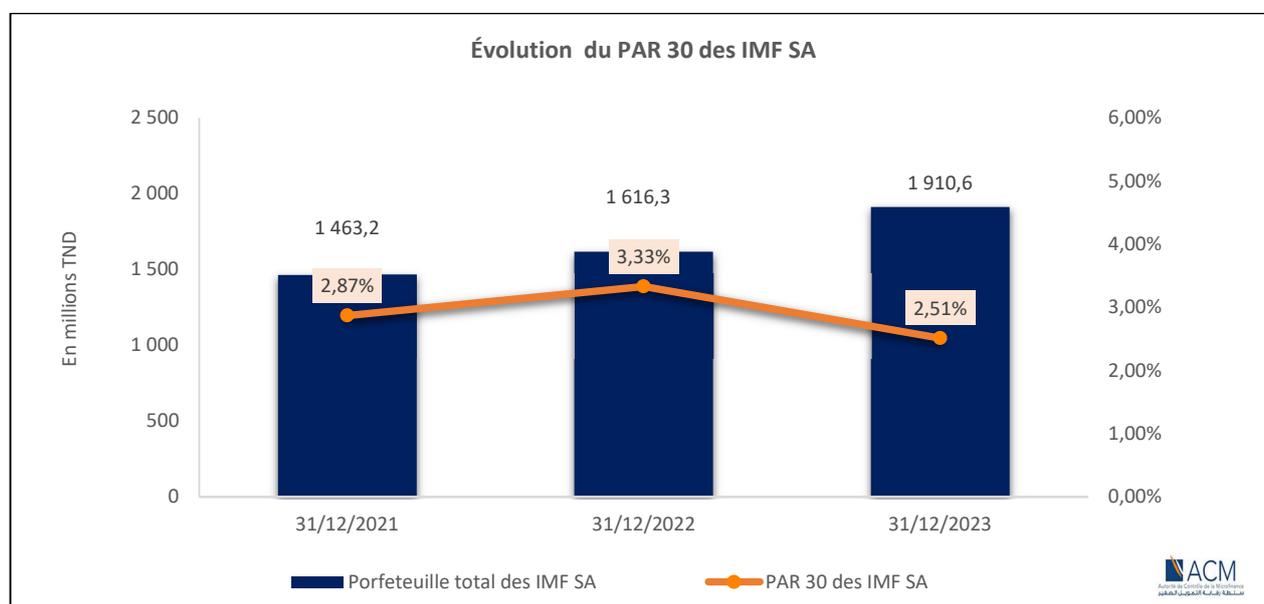
2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

a) Période (2021 – 2023)

- Le montant du PAR 30 des IMF SA avec intégration des créances radiées de l'année, est passé de 84,2 millions TND au 31 décembre 2022 à 86,6 millions TND au 31-12-2023, soit une hausse de 3%.
- Le PAR 30 en dinars TND (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 53,8 millions de TND au 31-12- 2022 à 48 millions de TND au 31-12-2023.
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des microfinancements radiés de l'année est passé de 5,11% au 31 décembre 2022 à 4,44 % au terme du même mois de l'année 2023.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA s'est établi à 2,51% au 31-12-2023 contre 3,33% au 31-12-2022.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours des IMF SA	Portefeuille Total (en milliers TND)	PAR 30 <u>sans</u> intégration des créances radiées de la période		PAR 30 <u>avec</u> intégration des créances radiées de la période	
		Montant (Milliers TND)	%	Montant (Milliers TND)	%
31/12/2021	1 463 216	41 951	2,87%	73 198	4,90%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%
31/12/2023	1 910 617	47 962	2,51%	86 552	4,44%

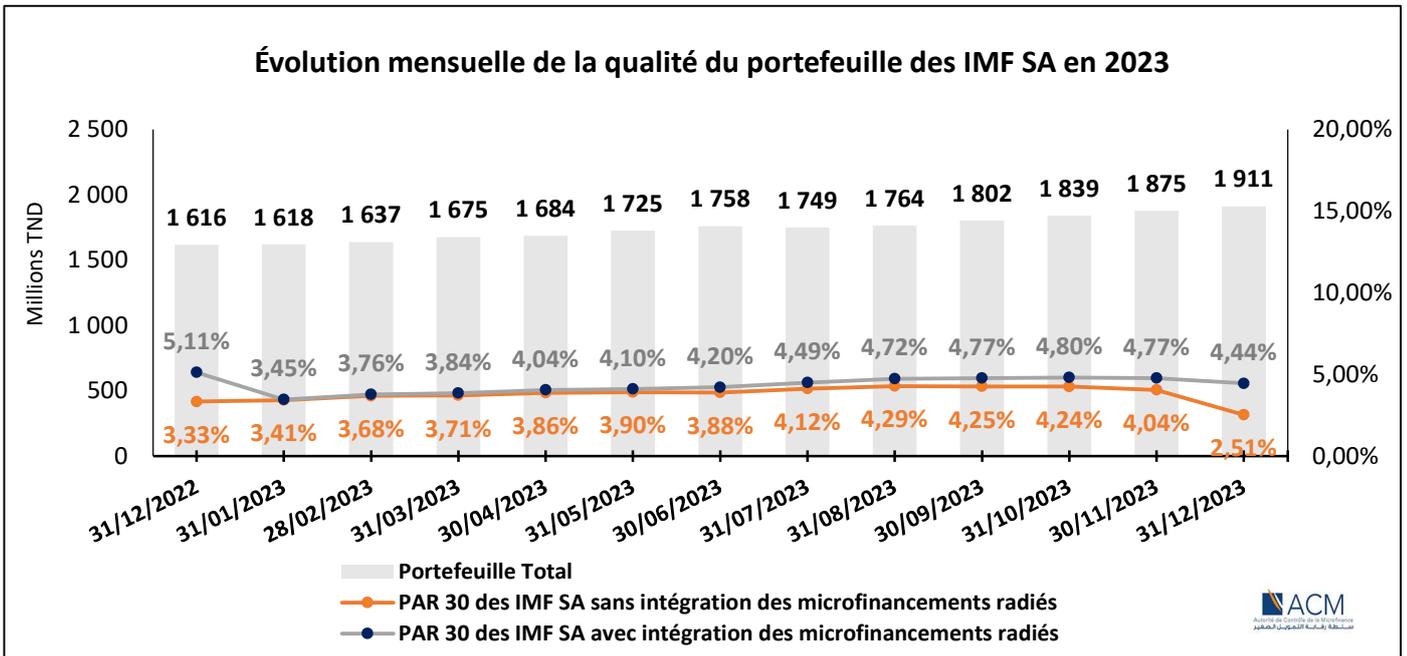
IMF SA	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés	41 951	53 808	47 962
Portefeuille	1 463 216	1 616 312	1 910 617
PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés (en %)	2,87%	3,33%	2,51%
Microfinancements rééchelonnés	35 500	29 831	17 252
Microfinancements réaménagés	13 402	13 258	16 713
Microfinancements consolidés	433	234	2 184
Microfinancements radiés	31 247	30 374	38 591
Portefeuille + les microfinancements radiés	1 494 463	1 646 662	1 949 208
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés	73 198	84 182	86 552
PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés (en %)	4,90%	5,11%	4,44%



b) Durant l'année 2023 :

- Au 31-12-2023, les PAR 30 avec et sans intégration des créances radiées ont enregistré une augmentation en passant respectivement de 3,45% à 4,44% et de 3,41% à 2,51% entre les 31 janvier et 31 décembre 2023.
- Le montant du PAR 30 (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 55,1 millions TND au 31/01/2021 à 48 millions TND au 31-12-2023, soit une diminution de 13,02%.

Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (En milliers TND)	PAR 30 des IMF SA sans intégration des microfinancements radiés		PAR 30 des IMF SA avec intégration des microfinancements radiés	
		Montant	%	Montant	%
31/12/2022	1 616 312	53 808	3,33%	84 182	5,11%
31/01/2023	1 617 868	55 143	3,41%	55 894	3,45%
28/02/2023	1 636 869	60 246	3,68%	61 615	3,76%
31/03/2023	1 674 812	62 054	3,71%	64 432	3,84%
30/04/2023	1 684 091	65 069	3,86%	68 115	4,04%
31/05/2023	1 724 639	67 303	3,90%	70 842	4,10%
30/06/2023	1 757 983	68 242	3,88%	74 160	4,20%
31/07/2023	1 749 017	72 079	4,12%	78 746	4,49%
31/08/2023	1 763 770	75 599	4,29%	83 722	4,72%
30/09/2023	1 802 430	76 660	4,25%	86 357	4,77%
31/10/2023	1 838 951	77 988	4,24%	88 767	4,80%
30/11/2023	1 875 426	75 741	4,04%	90 051	4,77%
31/12/2023	1 910 804	47 962	2,51%	86 552	4,44%

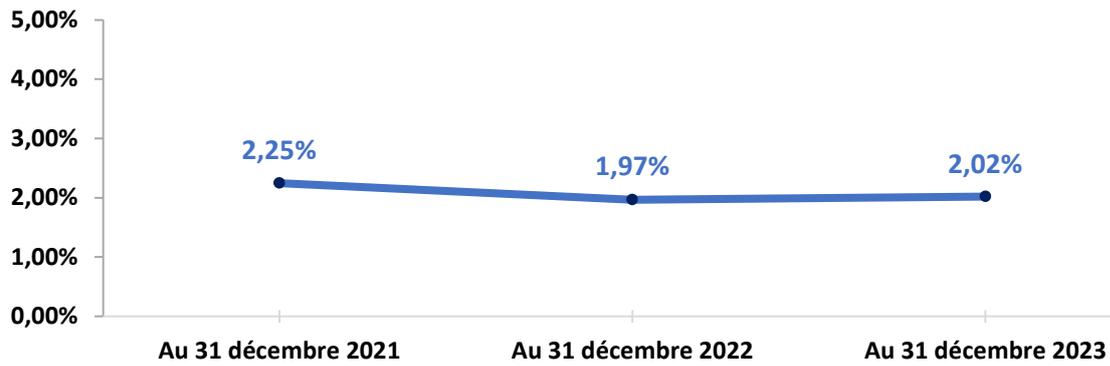


2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2021– 2023) :

- Le taux des créances radiées des IMF SA s'est établi à la fin de l'année 2023 à 2,02% de leur portefeuille brut moyen contre 1,97% une année auparavant.

Taux de radiation	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
IMF SA	2,25%	1,97%	2,02%

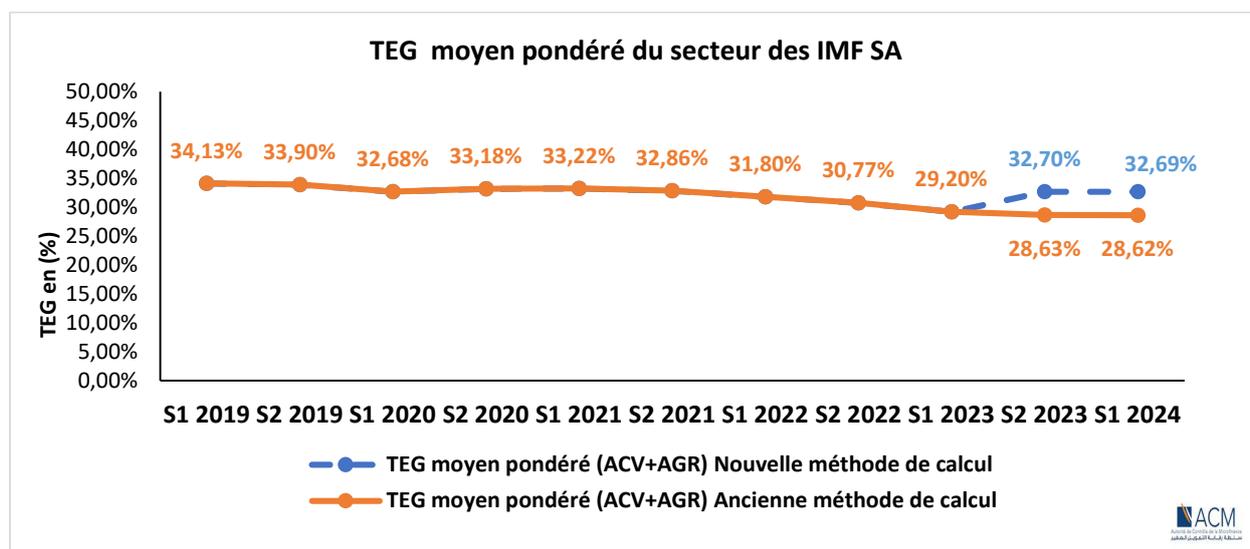
Évolution du taux de radiation des créances par les IMF SA de 2021 à 2023



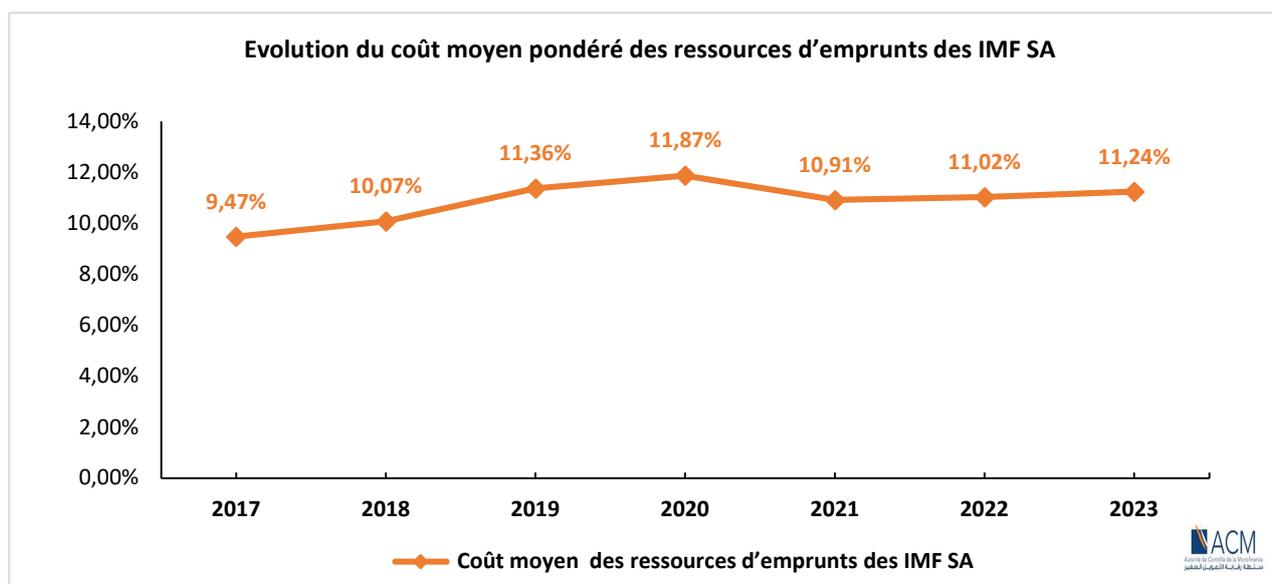
2.10. Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :

- Le TEG moyen pondéré des IMF SA a connu une tendance baissière durant les 4 dernières années en passant de 33,18% au terme de l'année 2020 à 28,63% au terme de l'année 2023. A la fin du premier semestre de l'année 2024, le TEG moyen des IMF SA a enregistré une légère baisse et s'est établi à 28,62%.
- A partir du 2^{ème} semestre 2023, la méthode de calcul du TEG a été changée. Dans ce cadre, l'ACM a publié en date du 12 avril 2023 sa note n°40 par laquelle elle vise de :
 - Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
 - Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire,
 - Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, **le coût réel** de tout microfinancement.
- Ce changement de méthode est de nature à entraîner une augmentation de la valeur du TEG, quand bien même **il n'y aurait aucun rajout de frais supplémentaires** à facturer aux clients ; et ce pour les deux raisons principales suivantes :
 - Le taux annuel effectif global (TEG) d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période au lieu d'un taux annuel proportionnel au taux de la période.
 - La prise en compte de la **prime d'assurance** (décès et/ou invalidité) supportée par le client et perçue lors du déblocage par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance lors de la détermination des versements dus par l'emprunteur servant à calculer le TEG.
- Le TEG moyen pondéré des IMF SA déterminé par la nouvelle méthode de calcul, s'est établi à 32,7% au terme du second semestre 2023, et à 32,69% au terme du premier semestre 2024.

	S1 2019	S2 2019	S1 2020	S2 2020	S1 2021	S2 2021	S1 2022	S2 2022	S1 2023	S2 2023	S1 2024
TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Nouvelle méthode de calcul	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32,70%	32,69%
TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Ancienne méthode de calcul	34,13%	33,90%	32,68%	33,18%	33,22%	32,86%	31,80%	30,77%	29,20%	28,63%	28,62%

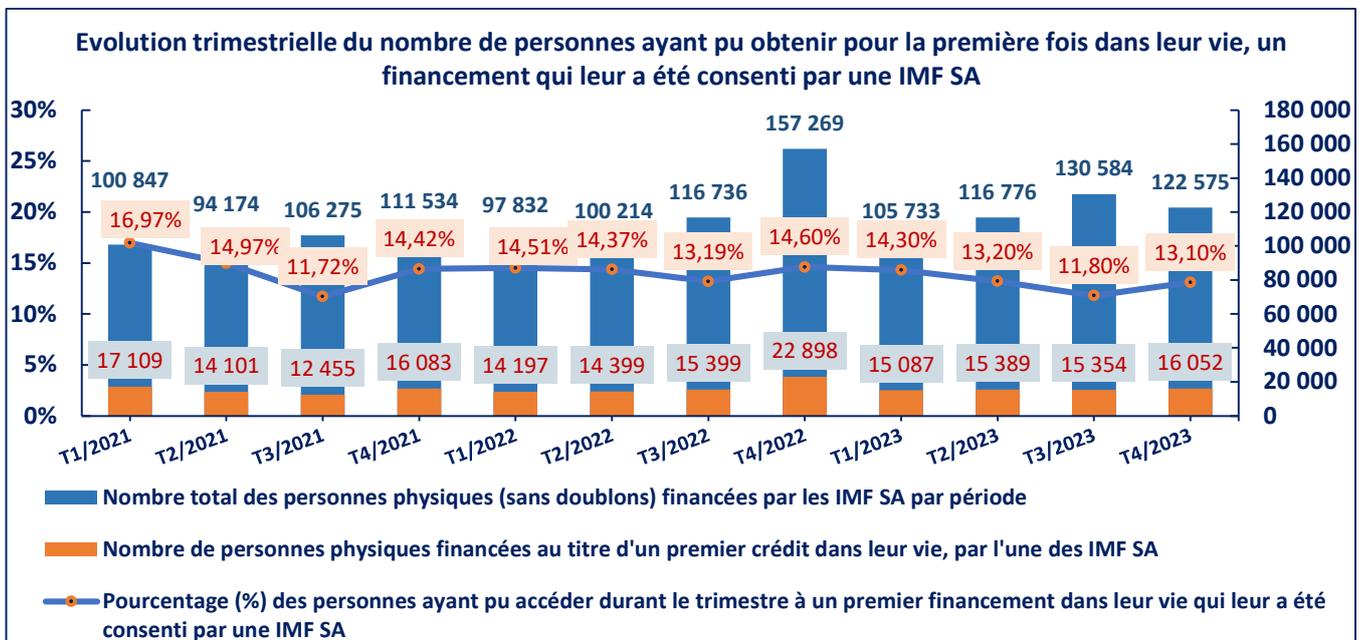


- Les IMF SA ne sont pas autorisées à collecter des dépôts de la clientèle, leurs principales ressources sont constituées des emprunts contractés localement et auprès des bailleurs de fonds internationaux. Au terme de l'année 2023, le coût moyen pondéré des ressources d'emprunts des IMF SA s'est établi à 11,24% contre 11,02% une année auparavant.



2.11. Données sur l'inclusion financière :

- Le nombre de personnes ayant pu obtenir pour la première fois dans leur vie un financement qui leur a été consenti par une IMF SA, s'est élevé au cours du dernier trimestre de l'année 2023 à 16 052 contre 15 087, 15 389 et 15 354 personnes respectivement au cours des premier, deuxième et troisième trimestres de la même année.
- Le nombre total des clients ayant pu accéder à un premier financement au cours de l'année 2023 s'est élevé à 61 882 contre 59 748 et 66 893 clients respectivement au cours des années 2021 et 2022, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,8% entre 2021 et 2023.
- Le pourcentage des personnes ayant pu accéder à un premier financement dans leur vie et qui leur a été consenti par une IMF SA, par rapport au nombre total des clients financés par ces mêmes institutions, s'est établi au cours du quatrième trimestre de l'année 2023 à 13,1%, contre 14,6% au cours de la même période de l'année 2022.



2.12. Données financières sur les IMF SA :

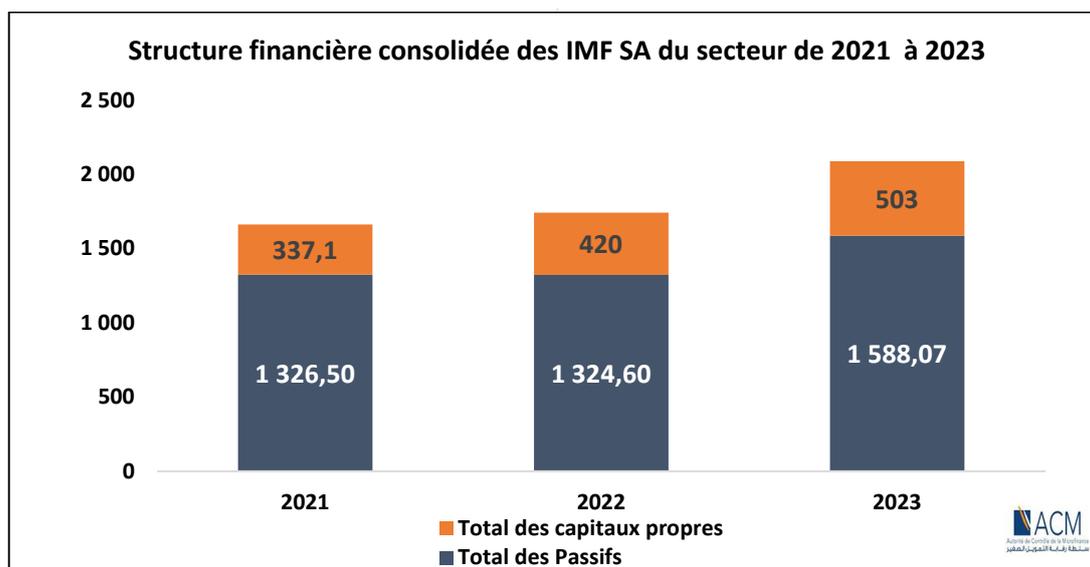
a) Principales données bilancielles et de l'état de résultat :

- ☒ Le total des actifs des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2023 à environ 2 090,7 millions TND contre 1 744,6 millions TND une année auparavant, enregistrant ainsi une augmentation de 20%.
- ☒ Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 503 millions TND au 31-12-2023 contre 420 millions TND au 31-12-2022, soit une augmentation de 19,8%. Une telle augmentation est imputable principalement à l'augmentation du capital social de trois IMF.
- ☒ Les passifs des IMF SA ont enregistré une croissance de 20 % en passant de 1324,6 millions TND au 31-12-2022 à 1 588,1 millions TND au 31-12-2023.
- ☒ Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé au 31-12-2023 à 484,4 millions TND contre 448,1 millions TND une année auparavant.
- ☒ Le produit net des activités microfinance est passé de 316 millions TND au 31-12-2022 à 335 millions TND au 31-12-2023.
- ☒ Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi au 31-12-2023 à 104 millions TND contre 98 millions TND une année auparavant et se compose de la somme des résultats d'exploitation bénéficiaires de six institutions, d'une valeur de 108 millions TND et du résultat d'exploitation déficitaire d'une seule IMF.
- ☒ Le résultat net consolidé des IMF SA a atteint 81 millions TND au 31-12-2023 contre 82,6 millions TND au 31-12-2022 enregistrant ainsi, une baisse de 1,94%.

(En millions TND)

Données consolidées des IMF SA	Total			Taux de croissance	
	2021	2022	2023	$\frac{2022}{2021}$	$\frac{2023}{2022}$
Total des Actifs	1 663,6	1 744,6	2 090,73	4,87%	19,84%
Total des Passifs	1 326,5	1 324,6	1 588,07	-0,14%	19,89%
<i>Emprunts et ressources spéciales</i>	1 196,6	1 200,1	1 457,59	0,29%	21,46%
<i>Concours bancaires</i>	0,1	1,8	4,02	1700,00%	123,33%
Total des capitaux propres	337,1	420,0	503	24,59%	19,68%

Données consolidées des IMF SA	Total			Taux de croissance	
	2021	2022	2023	<u>2022</u> 2021	<u>2023</u> 2022
Total des produits d'exploitation Microfinance	408,0	448,1	484,4	9,83%	8,11%
Total des charges d'exploitation Microfinance	131,1	132,1	149,7	0,76%	13,30%
Produit net des activités microfinance	276,9	316,0	335	14,12%	5,94%
Résultat d'exploitation	77,6	98,0	104	26,29%	6,09%
Résultat de l'exercice	57,0	82,6	81	44,91%	-1,62%



b) Indicateurs financiers des IMF SA

- Le ratio de rentabilité des actifs (ROA) s'est élevé à 4,16 % au 31/12/2023, contre 4,85 % au 31/12/2022.
- Au terme de l'année 2023, le ratio de rentabilité des fonds propres (ROE) a atteint 16,23 % contre 21,82 % à la fin de l'année 2022.
- Au 31 décembre 2023, le ratio d'autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 125,81 % contre 126,05 % à la fin de l'année 2022.

Indicateurs financiers des IMF SA	Année		
	2021	2022	2023
Rendement des Fonds Propres (ROE) ⁴	18,09%	21,82%	16,23%
Rendement des Actifs (ROA) ⁵	3,45%	4,85%	4,16%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO) ⁶	121,65%	126,05%	125,81%
Coefficient d'exploitation ⁷	57,70%	60,06%	64,19%

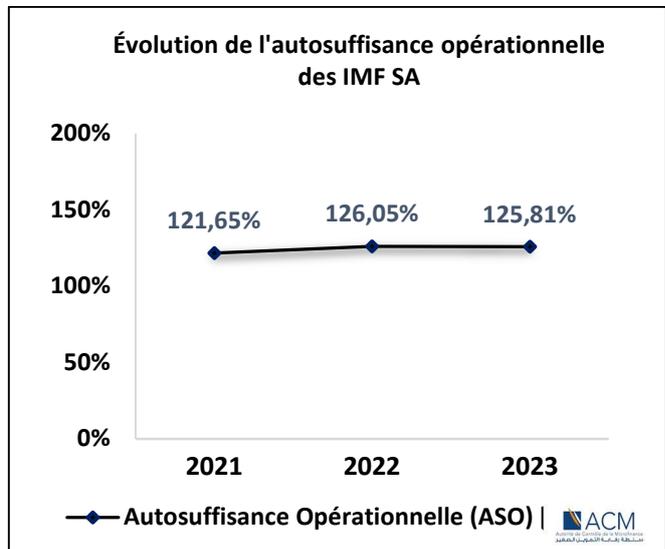
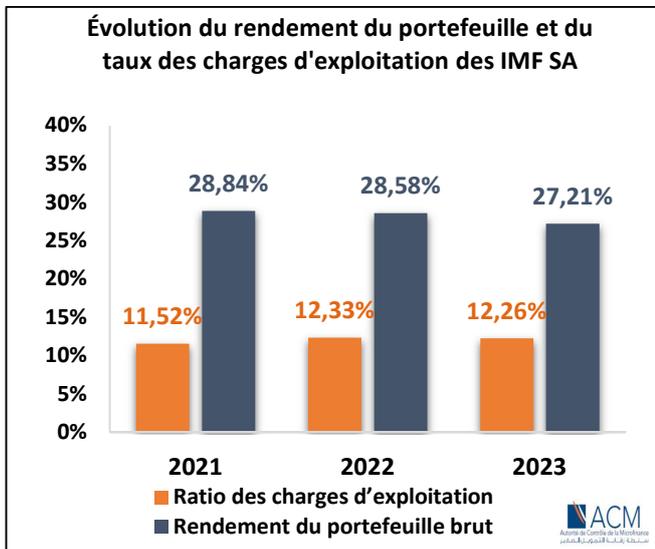
⁴ Rendement des Fonds Propres (ROE) : résultat net de l'exercice / moyenne des fonds propres

⁵ Rendement des Actifs (ROA) : résultat net de l'exercice / moyenne des actifs

⁶ Autosuffisance Opérationnelle (ASO) : produits d'exploitation de microfinance / (charges d'exploitation de microfinance + dotations aux provisions pour créances douteuses + frais de personnel + charges générales d'exploitation + dotations aux amortissements sur immobilisations)

⁷ Coefficient d'exploitation : (Charges générales d'exploitation + Frais de personnel + Dotations aux amortissements sur immobilisations) / Produit net des activités de microfinance

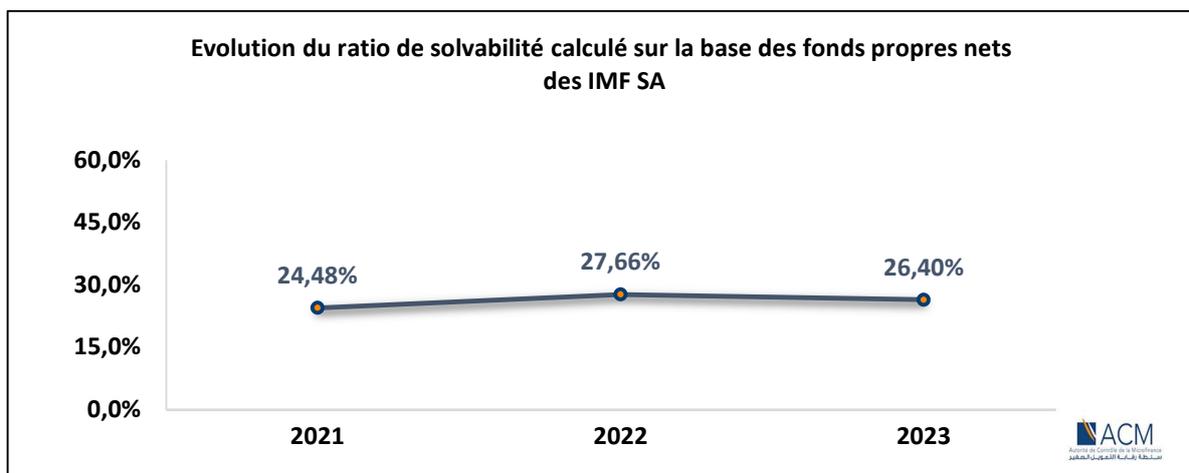
Indicateurs financiers des IMF SA	Année		
	2021	2022	2023
Ratio des Charges d'exploitation ⁸	11,52%	12,33%	12,26%
Rendement du portefeuille brut ⁹	28,84%	28,58%	27,21%



c) Ratio de solvabilité des IMF SA

- Le ratio de solvabilité consolidé des IMF SA est passé de 27,66 % en 2022 à 26,4 % en 2023.

IMF SA	Année		
	2021	2022	2023
Ratio de solvabilité (%)	24,48%	27,66%	26,40%
Fonds propres nets (En milliers TND)	367 467	452 272	515 865
Actifs pondérés en fonction des risques (En milliers TND)	1 501 351	1 634 903	1 954 115



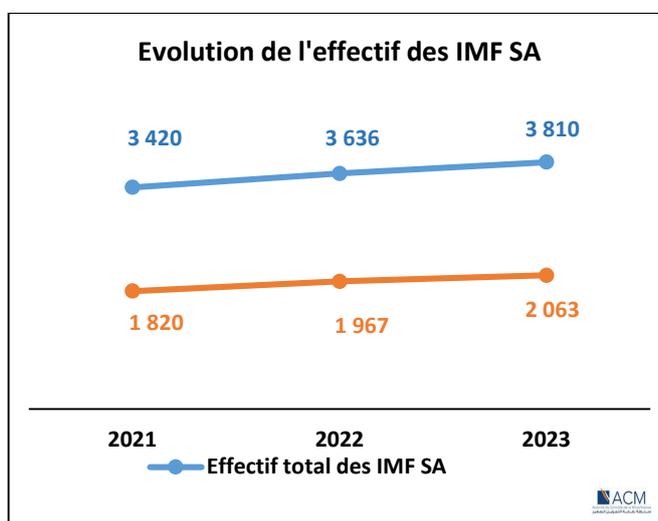
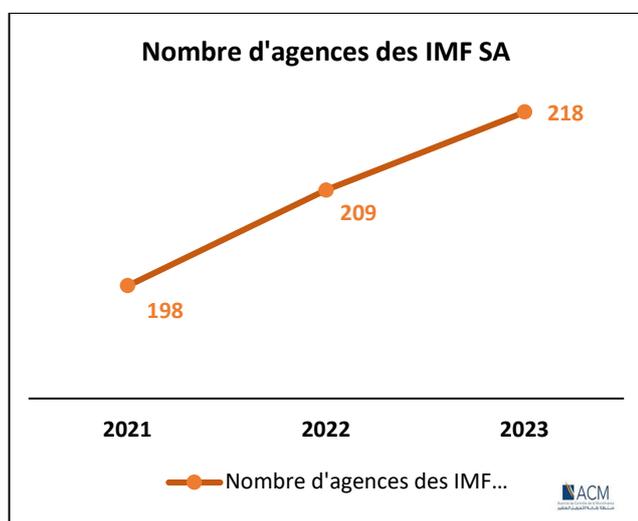
⁸ Ratio des charges d'exploitation : (charges générales d'exploitation + frais de personnel + dotations aux amortissements sur immobilisations) / encours brut moyen

⁹ Rendement du portefeuille brut : (intérêts et revenus assimilés + commissions) / encours brut moyen.

2.13. IMF-SA : Données non financières

- Au terme de l'année 2023, le nombre des agences des IMF SA est passé à 218 contre 209 agences une année auparavant.
- Environ 50% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel.
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2023 à 2 637 contre 2 555 et 2 519 clients respectivement au terme des années 2022 et 2021.
- L'effectif total des IMF SA s'est accru en une seule année de 4,8 % en passant de 3 636 agents au terme de l'année 2022 à 3 810 à fin 2023, dont 52% sont des employés d'Enda Tamweel.
- Durant la période (2021-2023), le nombre total des agents de crédit des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 6,5% en passant de 1 820 à fin 2021 à 2 063 à fin 2023.

	Année		
	2021	2022	2023
Nombre d'agences des IMF SA	198	209	218
Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)	498 745	533 983	574 954
Nombre moyen des clients actifs par agence	2 519	2 555	2 637
Effectif total des IMF SA	3 420	3 636	3 810
Nombre total des agents de crédit des IMF SA	1 820	1 967	2 063



التقرير السنوي

2023



مجلس الإدارة (إلى غاية 21 أفريل 2023)

الرئيس

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

السيد محمود المنتصر منصور

الأعضاء

قاص من الرتبة الثالثة	السيد إبراهيم بن عمار
مستشار لدى المحكمة الإدارية	السيد هشام الزواوي
ممثلة عن وزارة المالية	السيدة سنية الزغلامي
ممثل عن الهيئة العامة للتأمين	السيد أنيس بن تعاريت
ممثل عن البنك المركزي التونسي	السيد محمد الصدراوي
ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة	السيد صالح الصايل
عضو تمّ اختياره لخبرته في مجال التمويل الصغير	السيد علي الورغي

مراقب الحسابات

U.A.T

اتحاد المراجعة التونسي UNION AUDIT TUNISIE

Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

مجلس الإدارة (ابتداء من 22 أفريل 2023)

الرئيس

السيدة سنية الزغلامي

المديرة العامة للتمويل - وزارة المالية

الأعضاء

السيدة ضحى بن نصر

السيد هشام الزواوي

السيدة أمال الزاوي

السيد أنيس بن تعاريت

السيد محمد علي النفوتي

السيد عدنان الأسود

السيد علي الورغي

قاض من الرتبة الثالثة

مستشار لدى المحكمة الإدارية

ممثلة عن وزارة المالية

ممثل عن الهيئة العامة للتأمين

ممثل عن البنك المركزي التونسي

ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة

عضو تمّ اختياره لخبرته في مجال التمويل الصغير

الإدارة العامّة

السيد محمود المنتصر منصور

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

مراقب الحسابات

U.A.T

اتحاد المراجعة التونسي
UNION AUDIT TUNISIE
Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 - Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

الفهرس

- I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير.....7
- 1 تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير.....7
- 2 اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات.....8
- 1.2 إبداء الرأي في ملفّات طلبات التراخيص:.....8
- 2.2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية:.....8
- 3.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير:.....8
- 4.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على مؤسسات التمويل الصغير:.....8
- 5.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بإبرام اتفاقيات تعاون مع هيئات مماثلة:.....8
- 6.2 القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية:.....9
- 7.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل التشاركي:.....9
- 3 دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:.....9
- 1.3 مركزية مخاطر التمويل الصغير:.....9
- 2.3 قواعد احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنوية للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير:.....10
- 3.3 تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس:.....12
- 4.3 إصدار مقياس التمويل الصغير:.....12
- 5.3 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:.....12
- 6.3 الرقابة على مؤسسات التمويل الصغير.....13
- أ- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير.....13
- ب- مهمّات المراقبة على عين المكان.....14
- 4 مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحليل المالية:.....15
- 5 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي:.....15
- 6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصعيد الوطني أو الدولي:.....15
- 1.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عن بعد حول عقود التأمين في مجال التمويل التشاركي:.....15
- تنشيط ست (6) ورشات تدريبية حول حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:.....16
- 3.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول إجراءات رقابة منصات التمويل التشاركي:.....16
- 4.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في يوم تحسيسيّ حول المنظومة الوطنية للعقوبات المالية المستهدفة:.....16
- 5.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في سلسلة ندوات عن بعد حول "استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا":.....16
- 6.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة اختتام مشروع "التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس":.....17
- 7.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العربيّ حول "الاتصالات والحلول المالية الرقمية وتعزيز الشمول المالي":.....17
- 8.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول تحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل:.....18
- 9.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أول منتدى وطنيّ حول التمويل التشاركي في تونس:.....18
- 10.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول نتائج التشخيص المتعلّق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس:.....18
- 11.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال اللجنة المكلفة بصياغة النصوص التطبيقية لمشروع قانون دعم الإدماج المالي:.....19
- 12.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشات عمل تحسيسية حول نشاط التمويل التشاركي:.....19
- 13.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الأسبوع الإفريقيّ للتمويل الصغير:.....19

- 7) تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير: 20
- 1.7. المشاركة في ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية: 20
- 2.7. المشاركة في دورة تكوينية حول إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير: 20
- 3.7. المشاركة في دورة تكوينية حول الإدماج المالي المسؤول: 20
- 4.7. المشاركة في دورة تكوينية حول مؤشرات متابعة التأمين الإدماجي: 21
- 5.7. المشاركة في ورشة تكوينية حول تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي: 21
- 6.7. المشاركة في دورة تكوينية حول الرقابة القائمة على المخاطر: 21
- 7.7. المشاركة في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والشباب والنساء: 22
- 8.7. المشاركة في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب: 22
- 9.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير: 22
- 10.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي: 23
- 11.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي: 23
- 12.7. المشاركة في زيارة دراسية إلى الأردن حول الإدماج المالي والمالية الرقمية: 23
- II. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس. 24
- 1) تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011. 24
- 2) معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2023: 27
- 1.2. تطوّر التمويلات الصغرى المسندة: 28
- أ- خلال الفترة (2023-2021): 28
- ب- خلال الفترة (2023-2011): 28
- 2.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات: 29
- 3.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات: 30
- 4.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي: 31
- 5.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع: 33
- 6.2. معدل التمويل الصغير: 33
- 7.2. تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى: 34
- أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير: 34
- ب. متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 35
- 8.2. محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 36
- أ. خلال الفترة (2023-2021): 36
- ب. خلال سنة 2023: 37
- 9.2. نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2023-2021): 38
- 10.2. متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمالية المرجحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 39
- 11.2. معطيات حول الإدماج المالي: 41
- 12.2. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 42
- أ- معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج: 42
- ب- المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 43
- ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 44
- 13.2. مؤشرات غير مالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 45

كلمة المدير العام

استعاد قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2023 نسق نموّه المعتاد المسجّل قبل سنة 2022، سواء كان ذلك من حيث عدد أو قيمة التمويلات الصغرى الممنوحة الذين سجّلا على التوالي نسبة نمو قدرت بـ 11,4% و 20,6% مقابل 9,1% و 4,4% في موفى السنّة المنقضية.

وارتفع المبلغ الجاري لمحفظة التمويلات الصغرى للقطاع إلى 2 211,3 مليون دينار في نهاية سنة 2023 مقابل 1 916,4 مليون دينار في موفى سنة 2022 مسجّلا بذلك ارتفاعا بنسبة 15,4% مقابل 9,1% في ختام سنة 2022. وتجدر الإشارة إلى أن 86,4% من هذا المبلغ الجملي لمحفظة القروض، يعود إلى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم مقابل 13,6% بالنسبة لجمعيات القروض الصغيرة.

سجّل مؤشرا المخاطر 30 يوم دون ومع إدراج التمويلات التي وقع شطبها في موفى سنة 2023 على التوالي نسبتي 2,51% و 4,44% مقابل 3,33% و 5,11% في 31 ديسمبر 2022.

بتاريخ 12 أبريل 2023 أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير مذكرتها عدد 40 الموجّهة إلى مؤسسات التمويل الصغير حول تعريف النسبة الفعلية الجمليّة السنوية والقواعد الأساسيّة التي يتعيّن على المؤسسات اتباعها عند احتساب هذه النسبة.

وتهدف الهيئة من خلال هذه المذكرة التي تعتبر في غاية الأهميّة لقطاع التمويل الصّغير بأكمله بالأساس إلى:

- توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمليّة السنوية في قطاع التمويل الصّغير،
- جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،
- تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافيّة إزاء حرفائها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمليّة السنوية المحتسبة وفق أفضل الممارسات العالميّة، بالتكلفة الحقيقية لكلّ تمويل صغير.

مع دخول هذه المذكرة حيّز النفاذ، أضحت النسبة الفعلية الجمليّة في قطاع التمويل الصّغير تميّز عن النسبة الفعلية الجمليّة في القطاع البنكيّ من خلال عنصرتين أساسيين:

- تعدّ النسبة الفعلية الجمليّة في قطاع التمويل الصّغير نسبة سنوية، معادلة (**taux annuel équivalent**) لنسبة الفائدة للمدة وتحتسب بحلول الأجل ويعبر عنها في شكل نسبة مئوية وبرقمين بعد الفاصل.

$$TEG = (1 + t)^N - 1$$

TEG : النسبة الفعلية الجمليّة السنوية

t : النسبة المتعلّقة بالمدة

N : عدد فترات التّسديد خلال السنّة

- في حالة توظيف معلوم تأمين (على الحياة، العجز) على التّمويل الصغير من قبل مؤسسة التّمويل الصّغير بصفتها وسيط تأمين، يتمّ أخذ هذا المعلوم بعين الاعتبار عند احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية. ومن جهة أخرى، و في إطار المهام الجديدة الموكولة لسلطة رقابة التّمويل الصّغير، والتي نصّ عليها القانون عدد 37-2020 المؤرّخ في 06 أوت 2020 والمتعلّق بالتمويل التشاركيّ، وبعد إصدارها لمذكرتها الأولى بتاريخ 29 ديسمبر 2022 والتي تمّ من خلالها تحديد الوثائق المكوّنة لملفّ طلب الترخيص لممارسة نشاط التّمويل التشاركيّ عبر الهبات والتبرّعات، قامت سلطة رقابة التّمويل الصّغير بتاريخ 28 ديسمبر 2023 بإصدار مذكرتها الثانية والتي ضبّطت بمقتضاها محتوى ودوريّة وطرق إرسال القوائم والإحصائيّات الواجب تقديمها إليها من قبل الشركات الممارسة لنشاط التّمويل التشاركيّ عبر الهبات والتبرّعات.

I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

(1) تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكّنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وقد تمّ ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- ~ دراسة ملفّات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها.
 - ~ مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها وفروعها.
 - ~ إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب منها أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطوّر نشاطها كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات.
 - ~ تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية.
 - ~ تقديم مقترح معلّل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها.
 - ~ إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشريعات المتعلقة بالتمويل الصغير.
- ترتكب سلطة رقابة التمويل الصغير من مجلس إدارة وإدارة عامة تتكوّن من مدير عام ومصالح فنية وإدارية. وتبعاً لصدور القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 6 أوت 2020 والمتعلق بالتمويل التشاركي، أنيطت بعهدة سلطة رقابة التمويل الصغير مهام جديدة تتمثل خاصة في:
- ~ إسناد الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات على أساس العناصر المنصوص عليها بالأمر عدد 767 لسنة 2022 المؤرخ في 19 أكتوبر 2022 والمتعلق بتنظيم نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات،
 - ~ مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لشركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات ومسيرهم والعاملين تحت إمرتهم وذلك بهدف التثبت من مطابقة نشاطهم لأحكام القانون ونصوصه التطبيقية وللأحكام التشريعية والترتيبية الجاري بها العمل،
 - ~ سحب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات في صورة عدم استجابة صاحب الترخيص للشروط التي على أساسها تمّ منحه الترخيص أو في صورة عدم احترام التشريعات والقوانين الجاري بها العمل.

2) اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023، تسعة (9) اجتماعات من بينها ثلاثة (3) اجتماعات انعقدت في جلسات تأديبية، تمّ خلالها اتّخاذ جملة من القرارات أهمّها:

1.2 إبداء الرأي في ملفات طلبات التراخيص:

- ~ إبداء الرأي بخصوص مطالب صادرة عن مؤسّسات التمويل الصغير لفتح ثلاثة عشر (13) فرعاً جديداً.
- ~ تابع مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير عن كذب تقدّم دراسة اثنتي عشر (12) مطلباً للحصول على ترخيص لممارسة نشاط مؤسّسة تمويل صغير من قبل جمعيات جهويّة.

2.2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعيّة:

- ~ مشروع أمر يتعلّق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرّخ في 19 جانفي 2017 والمتعلّق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسّسات التمويل الصغير كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرّخ في 24 جويلية 2014.

3.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير:

- ~ المصادقة على المذكّرة عدد 40 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول طريقة احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل الصغير. وقد تمّ نشر هذه المذكّرة على الموقع الرسمي للهيئة بتاريخ 12 أفريل 2023.

4.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على مؤسّسات التمويل الصغير:

- ~ النظر في تقرير مهمّة مراقبة على عين المكان لمؤسّسة تمويل صغرى في شكل شركة خفية الاسم حول سياسة التسعيرة التي تعتمدها ومخاطر الحوكمة التي تهدّدها.
- ~ إبداء الرأى حول الإجراءات الواجب اتّخاذها من قبل سلطة رقابة التمويل الصغير بخصوص المخالفة المرتكبة من قبل مؤسّسة تمويل صغرى في شكل شركة خفية الاسم لم تحترم قواعد التصرف الحذر ذات الصلة بالملاءة المالية قبل عرض ملفها على مجلس التأديب.
- ~ متابعة مدى التزام مؤسّسات التمويل الصغير بتوصيات سلطة رقابة التمويل الصغير المضمّنة صلب تقارير مهمّات المراقبة على عين المكان.
- ~ متابعة تطوّر قطاع التمويل الصغير من خلال معدّل نسب الفائدة الفعلية الجمالية الموظّفة على التمويلات الصغرى المسندة من طرف مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.
- ~ ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2024.

5.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بإبرام اتفاقيات تعاون مع هيئات مماثلة:

- ~ إمضاء اتفاقية تعاون وتبادل المعلومات بين سلطة رقابة التمويل الصغير ومرصد الاندماج الماليّ بتاريخ 14 ديسمبر 2023.

6.2 القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية:

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023، ثلاثة (3) جلسات تأديبية، تمّ خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

- تسليط عقوبات مالية على مؤسسات التمويل الصغير المخلّة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير بقيمة جمليّة تساوي 929 850 ديناراً وتمّ خلاصها لفائدة الخزينة العامّة للبلاد التونسية. وتتعلّق المخالفات التي تمّت معاينتها أساساً ب:
 - ✓ عدم احترام قواعد التصرف الحذر المتعلّقة بالملاءة الماليّة
 - ✓ فتح فرع دون الحصول على ترخيص مسبق من قبل وزارة الماليّة.
 - ✓ تسجيل تأخير في (i) إرسال القوائم المالية السنوية المصادق عليها من قبل مراقب الحسابات والمعلومات والوثائق الدورية إلى سلطة رقابة التمويل الصغير (ii) التصاريح الشهرية لدى مركزية مخاطر التمويل الصغير.

7.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل التشاركي:

~ المصادقة على مذكرة التمويل التشاركي عدد 2 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول محتوى ودورّية البيانات والإحصائيات والتقارير المتعلقة بنشاط شركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات وطرق إرسالها إلى سلطة رقابة التمويل الصّغير.

وقد تمّ نشر هذه المذكرة على الموقع الرسمي للهيئة بتاريخ 28 ديسمبر 2023.

(3) دور سلطة رقابة التمويل الصّغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

1.3 مركزية مخاطر التمويل الصغير:

أمضى أعضاء لجنة قيادة مشروع إرساء مركزية مخاطر التمويل الصغير بتاريخ 25 أكتوبر 2023 محضر الاستلام النهائي الخاصّ بأشغال تطوير القسط الخامس من هذا المشروع.

ويجدر التذكير أنّ هذا القسط يتكوّن من الأقساط الفرعيّة الستّة التالية:

- ~ القسط الفرعي الأوّل: إدارة وتنظيم مركزية مخاطر التمويل الصغير
- ~ القسط الفرعي الثاني: التصرف في عقود التمويلات الصغرى
- ~ القسط الفرعي الثالث: التصرف في الدليل المرجعي لمركزية مخاطر التمويل الصغير
- ~ القسط الفرعي الرابع: تحسين خدمات الواب لفائدة مؤسسات التمويل الصغير
- ~ القسط الفرعي الخامس: رقمنة المعاملات الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير
- ~ القسط الفرعي السادس: إعدادات إضافية

وتعمل سلطة رقابة التمويل الصغير بصفة مستمرة على متابعة عمليّات الاسترشاد التي يقوم بها المستخدمون المرخص لهم ومراقبة نوعيّة وجودة التصاريح ومعالجة واستغلال المعلومات المتعلّقة بحرفاء مؤسسات التمويل الصغير والتمويلات الصغرى المسندة. ويتضمّن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة للفترة الممتدّة من غرّة جانفي إلى 31 ديسمبر

2023:

الحجم				
31 ديسمبر 2023	30 سبتمبر 2023	30 جوان 2023	31 مارس 2023	
1 858	1 759	1 638	1 561	عدد المستخدمين
9 059 959	8 696 980	8 339 958	7 951 700	العدد التراكمي لعمليات الاسترشاد
362 979	357 022	388 258	392 111	عدد عمليات الاسترشاد (في كل فترة)
3 462 736	3 355 836	3 222 293	3 101 924	العدد التراكمي للعقود المصرح بها
106 900	133 543	120 369	124 989	عدد العقود المصرح بها (في كل فترة)
مؤشرات				
31 ديسمبر 2023	30 سبتمبر 2023	30 جوان 2023	31 مارس 2023	
4 876	4 944	5 092	5 094	عدد عمليات الاسترشاد للمستخدم الواحد
عدد عمليات الاسترشاد للعقد الواحد				
2,616	2,592	2,588	2,563	العدد
% 261,64	% 259,16	% 258,82	% 256,35	النسبة المئوية

وضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة مؤسسات التمويل الصغير عنوان البريد الالكتروني التالي reclamation_crm@acm.gov.tn لتلقي جميع الشكاوى ذات العلاقة بمركزية مخاطر التمويل الصغير سواء تلك المتعلقة بالجانب التقني أو المهني.

وقد قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بمعالجة 3 806 شكاوى صادرة عن مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة 2023، تتوزع كالاتي:

عدد الشكاوي التي تمت معالجتها	موضوع الشكاوى
3 007	خطأ في تاريخ الولادة
685	خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة
114	خطأ في الاسم أو اللقب
3 806	المجموع

2.3 قواعد احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير:

في إطار عمليات المراقبة على الوثائق والمراقبة على عين المكان التي يقوم بها مراقبو سلطة رقابة التمويل الصغير، لاحظت الهيئة وجود أخطاء وفوارق بين مؤسسات التمويل الصغير تتعلق بطرق احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية.

ولوضع حدّ لهذه التناقضات، أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 12 أبريل 2023 مذكرتها عدد 40 بهدف:

- توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية في قطاع التمويل الصّغير،
- جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،
- تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حرفائها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمالية السنوية المعتمدة المحتسبة وفقا لأفضل الممارسات العالمية، بالتكلفة الفعلية لكلّ تمويل صغير.

على مستوى طرق احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغيرة المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصّغير، تمّ اعتماد ما يلي:

- نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغيرة هي نسبة سنوية، معادلة (équivalent) لنسبة الفائدة للمدّة تحتسب بحلول الأجل ويعبر عنها في شكل نسبة مئوية وبرقمين بعد الفاصل.
- وتحتسب النسبة المتعلقة بالمدّة بالطريقة الاكتوارية انطلاقا من الوحدة الزمنية الموافقة لدورية الدفعات التي يقوم بها المقترض. وهي تضمن وفقا لطريقة الفوائض المركبة، التساوي بين المبلغ المقترض من جهة وجميع الدفعات المطالب بها المقترض بعنوان هذا التمويل الصغير من أصل وفوائض (أو أرباح) ومصاريف وعمولات أو تأجيلات مهما كان نوعها وحصلت مباشرة وغير مباشرة في إطار إسناد التمويل الصغير. ويمكن تقدير هذه المصاريف والعمولات والتأجيلات عند الاقتضاء. وتطبق المعادلة التالية للحصول على النسبة المتعلقة بالمدّة:

$$D - C - PA = \sum_{p=1}^n \frac{R_p}{(1+t)^p}$$

D = مبلغ التمويل الصغير

C = المبلغ الجملي للعمولات والمصاريف والتأجيلات المخصصة من قبل مؤسسة التمويل الصغير عند صرف التمويل الصغير

PA = قسط التأمين (عن الحياة و/أو العجز) الذي يتحمله الحريف والذي يتم قبضه عند صرف التمويل الصغير من قبل مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط تأمين.

R_p = المبلغ المسدد بعنوان كل قسط بما في ذلك العمولات والمصاريف والتأجيلات المخصصة من قبل مؤسسة التمويل الصغير.

p = دورية التسديد

t = النسبة المتعلقة بالمدّة

n = عدد فترات التسديد

- وإذا كانت وتيرة التسديد غير سنوية تحدد نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية عبر تطبيق القاعدة التالية:

$$TEG = (1+t)^N - 1$$

TEG = نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية

t = النسبة المتعلقة بالمدّة

N = عدد فترات التسديد بالسنة الواحدة

وقد تمّ تقديم عدّة أمثلة لاحتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنويّة بالوثائق المرفقة بمذكرة الهيئة عدد 40 المشار إليها أعلاه.

3.3 تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس:

خلال سنة 2023، أنهت سلطة رقابة التمويل الصغير إعداد تقريرها حول تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير.

وتسعى سلطة رقابة التمويل الصغير، من خلال هذا التقييم القطاعي للمخاطر، إلى تحديد مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب التي يجابهها قطاع التمويل الصغير بهدف اعتماد منهجية قائمة على المخاطر لضمان ملائمة تدابير التوقّي والحدّ من مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب مع طبيعة المخاطر التي تمّ تحديدها.

واعتمدت سلطة رقابة التمويل الصغير في عملية تقييم المخاطر، على الآليّة التي وضعها على ذمّتها البنك الدولي، والتي تركز على منهجية تمكّن من الجمع بين تحليل وتقييم التهديدات ونقاط الضعف المتعلقة بغسل الأموال وتمويل الإرهاب. كما قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بموافاة الجهات المعنية وخاصة منها مؤسسات التمويل الصغير، بمسوّدة التقرير المذكور قصد إبداء الرأي.

4.3 إصدار مقياس التمويل الصغير:

يهدف مقياس التمويل الصغير إلى التعريف بقطاع التمويل الصغير من خلال جملة من المؤشّرات ذات الدلالة والتي تبيّن مدى أهمّيته في تمكين الفئات الهشّة من الحصول على الخدمات الماليّة.

وتمّ خلال سنة 2023 إصدار 4 أعداد لمقياس التمويل الصغير (مارس وجوان وسبتمبر وديسمبر).

5.3 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:

خلال سنة 2023، وردت على سلطة رقابة التمويل الصغير 45 عريضة صادرة عن حرفاء لمؤسسات التمويل الصغير بخصوص الإشكاليات التي تعرضوا لها مع هذه المؤسسات. وتدخّلت الهيئة لحلّ هذه الإشكاليات عبر:

- ~ توجيه مكاتيب لمؤسسات التمويل الصغير المعنية لتقديم الإيضاحات اللازمة حول كلّ عريضة،
- ~ القيام بعمليات الاستقصاء اللازمة،
- ~ الدعوة لإيجاد حلول عادلة ومنصفة،
- ~ إعلام المعنيّين بالأمر بمأل عرائضهم.

ومكّنت معالجة الشكاوى من رصد بعض التجاوزات التي ارتكبتها بعض مؤسسات التمويل الصغير، وتدخّلت الهيئة في هذا الإطار ودعت المؤسسات المعنية لتسوية هذه الوضعيات وجبر الأضرار بالنسبة لكل حريف معنيّ.

أ- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير

• مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

تولّى أعوان الهيئة خلال سنة 2023 مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلّة من قبل مؤسسات التمويل الصغير طبقاً لمقتضيات قرار وزير المالية المؤرّخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلّق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية الماليّة لمؤسسات التمويل الصغير.

• مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات

في إطار المراقبة على الوثائق لجمعيات القروض الصغرى التي لم تمتثل بعد لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 05 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، واصل مراقبو الهيئة خلال سنة 2023 أعمال المراقبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سني 2021-2022 الواردة على الهيئة إلى غاية 20 نوفمبر 2023.

وإلى حدود التاريخ المذكور، بلغ عدد الجمعيات التي أرسلت إلى الهيئة قوائمها المالية لسنة 2021 و/أو تقارير مراقبي حساباتها 61 جمعية، 98% منها ناشطة، ولم تقم 218 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2021 من ضمنها 141 جمعية ناشطة. أما بالنسبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سنة 2022 فقد أرسلت 35 جمعية ناشطة هذه التقارير إلى سلطة رقابة التمويل الصغير في حين لم تقم 244 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2022 من ضمنها 164 جمعية ناشطة.

وبالتالي، بلغت نسبة الجمعيات الناشطة التي لم ترسل إلى الهيئة قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها بعنوان سنة 2021 إلى حدود تاريخ 20 نوفمبر 2023، 70,5% مقابل 82,4% بالنسبة للقوائم والتقارير بعنوان سنة 2022.

وقد أفضت عمليات المراقبة على الوثائق لكلّ الملقّات الواردة على سلطة رقابة التمويل الصغير وخاصة منها تقارير مراقبي الحسابات إلى تسجيل جملة من الإخلالات تخصّ جوانب التصرف لجمعيات القروض الصغرى منها:

← جمعيات لم تُرسل تقارير مراقب الحسابات و/أو القوائم الماليّة إلى الهيئة

← تسجيل عدّة نقائص على مستوى محفظة القروض الصغرى من بينها:

○ عدم احترام المعايير المحاسبية الخاصة بالتمويل الصغير خاصة فيما يتعلّق بالتقييد المحاسبي للعمليات

ذات العلاقة بمحفظة القروض وتكوين المدخّرات وتسجيل المداخيل،

○ تسجيل فوارق غير مبرّرة بين مبلغ التمويلات المسندة من قبل البنك التونسي للتضامن ومبلغ القروض

الصغيرة المسندة للحرفاء.

← استغلال جمعيات القروض الصغرى لتطبيق إعلامية غير مرتبطة أليا بالبنك التونسي للتضامن ولا تمكّن من

استخراج معطيات ومؤشرات ذات دلالة،

- ← وجود فوارق بين الرصيد المحاسبي والكشوفات البنكية،
- ← عدم احترام التشريع الجاري به العمل بخصوص المساهمات الاجتماعية والأداءات،
- ← جمعيات يفوق مجموع موازنتها الخام المليون دينار ولم تعين مراقب حسابات من بين المرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية،
- ← نقائص تتعلق بمحتوى وطريقة عرض القوائم الماليّة،
- ← عدم تغطية عمليات الجرد المادي لكامل عناصر الأصول والخصوم،
- ← عدم تمكين مراقبي الحسابات من التحقق من صحّة المعلومات التي تضمّمها تقرير الهيئة المديرة بخصوص حسابات الجمعيّة.

كما أفضت هذه العمليّات الرقابية إلى رفع بعض النقائص على مستوى مضمون تقارير مراقبي الحسابات من بينها:

- ~ عدم إدراج ملاحظات حول دعوة جمعيات القروض الصغيرة إلى الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
- ~ عدم إدراج ملاحظات حول مواصلة بعض جمعيات القروض الصغيرة اعتماد المعايير المحاسبية السابقة عدد 32 و33 و34 الخاصة بجمعيات القروض الصغيرة المصادق عليها بقرار وزير المالية المؤرخ في 22 نوفمبر 2001 والتي تمّ إلغاؤها بقرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018.
- ~ المصادقة على القوائم المالية لجمعيات القروض الصغيرة دون التقيّد بتطبيق مقتضيات قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير خاصّة الفصلين 12 و17 منه.

ب- مهمّات المراقبة على عين المكان

- خلال سنة 2023، تولّت فرق من مراقبي الهيئة التي تمّ تعيينها من قبل المدير العامّ وفي إطار المهام الموكولة إليهما، إنجاز ثماني (8) مهام رقابية على عين المكان لمؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم.
- وارتكزت مهمّات المراقبة على المحاور التالية:
- ~ التثبت في احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة السنويّة المعتمدة من قبل جميع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم (7 مهام)،
- ~ سياسة التسعيرة المعتمدة من قبل مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم و مخاطر الحوكمة التي تهدّدها.

4) مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية:

طبقا لأحكام الفصل 119 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرخ في 23 جانفي 2019، تضمّ تركيبة اللجنة التونسية للتحاليل المالية خبيرا ممثّلا عن سلطة رقابة التمويل الصغير.

شارك الخبير الممثل لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 في مختلف اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية.

كما تجدر الإشارة أنّ إطارا ممثّلا عن سلطة رقابة التمويل الصغير شارك أيضا في كافة اجتماعات هيئة التوجيه المنبثقة عن اللجنة التونسية للتحاليل المالية.

5) مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي:

طبقا لأحكام القانون عدد 35 لسنة 2016 المؤرخ في 25 أفريل 2016 والمتعلق بضبط النظام الأساسي للبنك المركزي التونسي والأمر الحكومي عدد 1259 لسنة 2017 المؤرخ في 17 نوفمبر 2017 والمتعلق بضبط تركيبة مرصد الاندماج المالي وقواعد تنظيمه وسيره وقائمة المؤسسات والإدارات المعنية بتدخله، تضمّ تركيبة مجلس إدارة مرصد الاندماج المالي، المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بصفته عضوا.

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 في الاجتماع الثالث لمجلس إدارة مرصد الاندماج المالي المنعقد بتاريخ 14 ديسمبر 2023 والذي خصّص أساسا لـ:

~ النظر في تقرير حول نشاط المرصد لسنة 2023 وبرنامج عمله لسنة 2024.

~ عرض الإحصائيات المتعلقة بنشاط الموقّق البنكي خلال الفترة (2012-2022).

~ عرض البرنامج الوطني للثقيف الماليّ خلال الفترة (2023-2027).

6) مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصعيد الوطني أو الدولي:

1.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عن بعد حول عقود التأمين في مجال التمويل التشاركي:

شارك إطاران تابعان لسلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة عقدت عن بعد نظمتها الهيئة التطوعيّة للخدمات المالية "FSVC" بتاريخ 20 جانفي 2023 بحضور ممثّلين عن البنك المركزي التونسي وهيئة السوق المالية تحت إشراف خبير ألماني. وقد خصّصت الندوة للتباحث حول عقد التأمين موضوع الفصل 44 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 6 أوت 2020 المتعلق بالتمويل التشاركي والمخاطر المزمع تغطيتها بالإضافة إلى عرض للتجارب العالمية في مجال التأمين ذات الصلة بهذا النشاط.

2.6. تنشيط سةة (6) ورشات تدريبيّة حول حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير:

في إطار مشروع "دعم الإدماج المالي في تونس" وتنفيذا للبرنامج الوطني للثقيف المالي، نظّم مرصد الاندماج المالي بالتعاون مع منظمة دعم التنمية الدّاتيّة بلوكسمبورغ، دورات تكوينية لفائدة الممثلين الجهويين لمنظمة الدفاع عن المستهلك بمختلف مناطق الجمهورية.

تهدف هذه الدورات إلى تهيئة الظروف الملائمة لتوعية وحماية مستهلكي الخدمات الماليّة. وفي هذا الإطار، قام ممثلان عن سلطة رقابة التمويل الصغير بتنشيط سةة ورشات نظّمت لفائدة ممثلي المكاتب الجهويّة لمنظمة الدفاع عن المستهلك.

3.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول إجراءات رقابة منصات التمويل التشاركي:

شارك إطاران تابعان لسلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة العمل التي نظّمتها الهيئة التطوعيّة للخدمات الماليّة "FSVC" بتاريخ 10 ماي 2023 بتونس وذلك في إطار برنامج تنمية قدرات الهيئات الرقابية في مجال التمويل التشاركي. وقد أشرف خبيران دوليان مختصّان في المجال المذكور على إدارة هذه الورشة والتي شهدت مشاركة ممثلين عن البنك المركزي التونسي وهيئة السوق الماليّة. كما تمّ عرض أفضل الممارسات العالمية في الولايات المتّحدة وبريطانيا في مجال رقابة منصات التمويل التشاركي.

وتمّ على هامش هذه الورشة، عقد لقاء مع المهتمين بهذا القطاع والذين يعترمون بعث منصات التمويل التشاركي وتقديم مطالب للحصول على ترخيص لممارسة هذا النشاط، حيث تم الإصغاء إلى تساؤلاتهم وتقديم الإيضاحات اللازمة بشأنها والمتعلّقة أساسا بإجراءات منح الترخيص ومحتوى مذكرة التمويل التشاركي عددا 1 لسلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 29 ديسمبر 2022 المتعلّقة بقائمة الوثائق المكوّنة لملف طلب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرّعات والعناصر الواجب تضمينها في مخطّط الأعمال.

4.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في يوم تحسيسي حول المنظومة الوطنية للعقوبات الماليّة المستهدفة:

شارك المدير العامّ لسلطة رقابة التمويل الصغير صحبة إطار من الهيئة في فعاليات اليوم التحسيسي المنعقد بتونس بتاريخ 11 ماي 2023 والتي نظّمتها اللّجنة الوطنيّة لمكافحة الإرهاب بدعم من الوكالة الألمانية للتعاون الدولي وبالتعاون مع اللّجنة التّونسيّة للتّحليل الماليّة. وقد تم تنظيم هذا اليوم لفائدة إطارات ومسؤولي مؤسسات التمويل الصغير بهدف دعم وتطوير قدراتهم في مجال مكافحة الإرهاب وتمويله من أجل تعزيز فاعليّة المنظومة الوطنية للعقوبات الماليّة المستهدفة.

5.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في سلسلة ندوات عن بعد حول "استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا":

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير ممثّلة في شخص مديرها العامّ واثنتي عشر (12) إطارا في سلسلة ندوات عن بعد حول "استدامة التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا"، التي نظّمتها HEDERA والفاعلين الإقليميين في قطاع التمويل الصغير، بتمويل من مرفق المساعدة الفنية "FAT" التابع لصندوق "سند" المخصّص لدعم المؤسسات الصغرى والمتوسّطة.

وتهدف هذه المبادرة إلى تعزيز النقاش حول التوجّهات والتحديات والاستراتيجيات بهدف تعزيز استدامة قطاع التمويل الصغير في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا.

وتتمت برمجة مداخلات البلدان المعنية والجدول الزمني للدورات كما يلي:

- ~ 06 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في اليمن بالتعاون مع شبكة التمويل الصغير في اليمن،
- ~ 13 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في تونس بالتعاون مع سلطة رقابة التمويل الصغير،
- ~ 20 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في الأردن بالتعاون مع الشبكة الأردنية لمؤسسات التمويل الأصغر "تنمية"،
- ~ 27 سبتمبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في فلسطين بالتعاون مع الاتحاد الفلسطيني لشركات الإقراض الصغير ومتناهي الصغر "شراكة" (تم تأجيلها إلى موعد لاحق بسبب الحرب في غزة)،
- ~ 04 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في مصر بالتعاون مع شبكة التمويل الأصغر للبلدان العربيّة "سنابل"،
- ~ 11 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في المغرب بالتعاون مع مركز محمد السادس لدعم القروض الصغرى التضامنيّة،
- ~ 18 أكتوبر 2023: ورشة حول استدامة التمويل الصغير في لبنان بالتعاون مع جمعية مؤسسات التمويل الأصغر ببلبنان (تم تأجيلها إلى موعد لاحق بسبب الحرب في غزة).

6.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة اختتام مشروع "التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس":

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 29 سبتمبر 2023 في ورشة اختتام مشروع "التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس"، الذي يندرج في إطار برنامج "الإدماج المالي في تونس" الذي تشرف عليه الوكالة الألمانية للتعاون الدولي بالتنسيق مع وزارة المالية. وقد أشرف مرصد الاندماج المالي على قيادة هذا المشروع الذي تمّ إنجازه من قبل مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث (CAWTAR).

وتّم خلال هذه الورشة تقديم جملة من التدخّلات حول المحاور التالية:

- ~ سياسة مرصد الاندماج المالي في تطوير مجال التثقيف المالي،
- ~ مشروع "التثقيف المالي حول الخدمات المالية الرقمية في تونس"،
- ~ منصّة التكوين الذاتيّ عن بعد: www.atif.tn.

7.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العربيّ حول "الاتّصالات والحلول المالية الرقمية وتعزيز الشمول الماليّ":

شارك المدير العامّ لسلطة رقابة التمويل الصغير صحبة إطار من الهيئة في المنتدى العربيّ حول "الاتّصالات والحلول

المالية الرقمية لتعزيز الشمول المالي" المنعقد خلال يومي 11 و 12 أكتوبر 2023 بتونس والذي نظّمته المنظمة العربية للتنمية الإدارية وبرنامج الخليج العربي للتنمية (AGFUND).

وتمحورت مداخلة المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال أشغال الجلسة الثانية المنعقدة بتاريخ 12 أكتوبر 2023 حول دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير قطاع التمويل الصغير وتعزيز الإدماج المالي في تونس عبر اعتماد أحسن الوسائل الرقمية.

8.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول تحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل:

في إطار "برنامج الدعم لتحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل (MSMEs 2.0) الممول من قبل البنك الدولي لفائدة وزارة المالية وبقيادة مكتب الدراسات "PWC"، شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة العمل التي تمّ تنظيمها بتاريخ 19 أكتوبر 2023 لعرض خطة العمل لتحسين فرص حصول المؤسسات الصغرى والمتوسطة على التمويل.

9.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أول منتدى وطني حول التمويل التشاركي في تونس:

شارك فريق من سلطة رقابة التمويل الصغير يتكوّن من مديرها العام وإطار آخر، بتاريخ 31 أكتوبر 2023، في الدورة الأولى من المنتدى الوطني حول التمويل التشاركي في تونس والذي تمّ تنظيمه من قبل وكالة النهوض بالصناعة والتجديد ووزارة الصناعة والمناجم والطاقة بدعم من برنامج "Innov'i" وبالتعاون مع البنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصغير وهيئة السوق المالية.

تمحورت جلسات العمل الثلاث خلال المنتدى حول:

- ~ الإطار القانوني المنظم للتمويل التشاركي في تونس: الآفاق والتحديات.
- ~ الدعوة إلى إنجاح التمويل التشاركي في تونس.
- ~ التوجّهات العالمية في مجال التمويل التشاركي.

افتتح المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير أشغال الجلسة الأولى في حين قام الممثل الآخر للهيئة بتقديم الإطار القانوني المنظم للنشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

10.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول نتائج التشخيص المتعلق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس:

شارك ثلاثة إطارات تابعين لسلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال ورشة العمل المنعقدة في تونس بتاريخ 18 أكتوبر 2023 والتي نظّمها منظمة "دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA" خصّصت لعرض نتائج التشخيص المتعلق بإدارة الأداء الاجتماعي والبيئي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.

وقد شارك في أشغال هذه الورشة ممثلون عن مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيفة الاسم الذين ساهموا في إنجاز عملية التشخيص.

11.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال اللجنة المكلفة بصياغة النصوص التطبيقية لمشروع قانون دعم الإدماج المالي:

في إطار برنامج المساعدة الفنية للبنك الدولي الخاص بتنفيذ الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي، تمّ منذ شهر جوان 2021 تكوين مجموعات عمل تضمّ ممثلين عن وزارة المالية والبنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصغير والهيئة العامة للتأمين ومرصد الاندماج المالي والبنك الدولي. وشارك ممثلو سلطة رقابة التمويل الصغير صلب مجموعات العمل في الاجتماعات الفنيّة المنعقدة خلال سنة 2023 حضورياً وعن بعد والمتعلّقة بتعريف الشخص المعنويّ الذي سيتم إدراجه في مجال تدخّل مؤسسات التمويل الصغير من جهة وتعريف الشخص الطبيعي ذو الدخل المحدود من جهة أخرى.

12.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشات عمل تحسيسية حول نشاط التمويل التشاركي:

في إطار برنامج دعم التمويل التشاركي في تونس، نظمت الوكالة الفرنسية للتعاون الفني الدولي "فرنسا للخبرة" ورشّتي عمل لفائدة البنوك وشركات التأمين، باعتبارهم الفاعلين الأساسيين في تفعيل وإنجاح هذه الآلية. وقد شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في هاتين الورشّتين.

وقد خصّصت الورشة الأولى التي انتظمت بتاريخ 30 أكتوبر 2023 لتقديم دور التأمين في نشاط التمويل التشاركي ولدراسة أحكام الفصل 44 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرّخ في 6 أوت 2020 المتعلّق بالتمويل التشاركي.

وقد استقطبت هذه الورشة الفاعلين في قطاع التأمين على غرار الهيئة العامة للتأمين والجامعة التونسية لشركات التأمين وبعض شركات التأمين ومكّنت من التباحث حول المخاطر المرتبطة بنشاط التمويل التشاركي.

كما انعقدت ورشة العمل الثانية يومي 1 و2 نوفمبر 2023 وتمحورت حول الدور الذي ستلعبه البنوك وفقاً لأحكام الفصل 8 من القانون عدد 37 لسنة 2020 المشار إليه أعلاه.

وقد شهدت هذه الورشة مشاركة ممثلين عن البنوك من مختلف الإدارات التابعة لها على غرار الامتثال وتكنولوجيا المعلومات والشؤون القانونية والتجارية...

ويجدر التذكير في هذا الإطار بأنّ سلطة رقابة التمويل الصّغير هي من بادرت بإثارة هذه الإشكاليّة المتعلّقة بدور البنوك وشركات التأمين في عملية منح ترخيص لممارسة نشاط "التمويل التشاركي".

13.6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الأسبوع الإفريقيّ للتمويل الصّغير:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدّورة السّادسة للأسبوع الإفريقيّ للتمويل الصّغير حول "تنمية الإدماج الماليّ في إفريقيا"، الذي انتظم بالعاصمة التوغولية "لومي" من 16 إلى 20 أكتوبر 2023.

وقد شارك في هذا الحدث 1100 شخص من 54 دولة من بينها 36 دولة إفريقيّة.

واستقطب هذا الملتقى كلّ الفاعلين في القطاع المالي من مستثمرين ومؤسسات تمويل صغير وباحثين وبنوك ومبتكرين وحكومات.... وذلك بهدف توفير منصة إفريقية موحّدة للتباحث حول تحديات الإدماج الماليّ في القارة الأفريقية،

(7) تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تنمية وتطوير كفاءات وخبرات فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة. حيث يشارك أعضاؤها منذ انتدابهم وطوال مسيرتهم المهنيّة صلب الهيئة في عدة حلقات تكوينيّة في تونس وأيضاً في الخارج.

1.7. المشاركة في ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية:

في إطار المساعدة الفنيّة التي تقدّمها منظّمة "دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA" لفائدة الهيئة قصد مزيد فهم وإدراك المخاطر المتعلّقة برقمنة نشاط مؤسسات التمويل الصغير والمتطلّبات الواجب اعتمادها في مجال رقابة هذه المؤسسات، تمّ بتاريخ 19 جانفي 2023 تنظيم ورشة تكوينية حول الرقابة على الخدمات المالية الرقمية لفائدة إطارات ومراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير.

وتمّ خلال هذه الدورة التكوينيّة الذي أمّنها خبيران في مجال الخدمات المالية الرقمية:

- ~ مناقشة وتحديد المخاطر المتعلّقة برقمنة نشاط التمويل الصغير،
- ~ التباحث حول مضمون دليل إجراءات مراقبة العمليات الرقمية لمؤسسات التمويل الصغير.
- ~ تبادل الآراء حول آليات حماية حرفاء الخدمات المالية الرقمية.

2.7. المشاركة في دورة تكوينية حول إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير:

في إطار دعمها المتواصل لتنمية وتطوير كفاءات وخبرات فريق عملها، نظّمت سلطة رقابة التمويل الصغير دورة تكوينيّة عن بعد لفائدة إطاراتها بتاريخ 14 جويلية 2023 بدعم من منظّمة "دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA" وتمحورت هذه الدورة حول:

- ~ إدارة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير والمفاهيم الأساسية المتعلقة بها،
- ~ أهميّة وضع إطار مشترك لمعايير رقابة الأداء الاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير في تونس.

3.7. المشاركة في دورة تكوينية حول الإدماج المالي المسؤول:

نظّمت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 17 أكتوبر 2023 دورة تكوينيّة حول الإدماج المالي المسؤول لفائدة إطاراتها بدعم من منظّمة "دعم التنمية الذاتية بلكسمبورغ ADA". وقد تمّ خلال هذه الدورة، التي أدارها خبير دولي في المجال، التطرق إلى المحاور التالية:

~ تعريف الإدماج المالي المسؤول،

~ عرض للمعايير العالمية لإدارة الأداء الاجتماعي،

~ تقديم آليّة "ALINUS" المعتمدة عالمياً لتقييم الأداء الاجتماعي،

~ تقديم أفضل الممارسات العالميّة حول دور الهيئات الرقابية في مجال الأداء الاجتماعي في قطاع التمويل الصغير.

4.7. المشاركة في دورة تكوينيّة حول مؤشّرات متابعة التأمين الإدماجي:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير ممثّلة من طرف ثلاث إطارات في دورة تكوينيّة عن بعد حول مؤشّرات متابعة التأمين الإدماجي التي نظّمها الوكالة الفرنسية للتنمية بتاريخ 15 نوفمبر 2023 وذلك في إطار برنامجها الذي يعنى بدعم إصلاحات قطاع الإدماج الماليّ في تونس، وتهدف هذه الدورة التكوينيّة إلى:

~ دراسة المؤشّرات الأكثر استخداماً في بعض الدّول إضافة إلى عرض تجاربها في مجال التأمين الإدماجيّ.

~ تحديد مؤشّرات متابعة التأمين الإدماجيّ التي تتناسب مع الإطار التونسي وسبل تنفيذها.

5.7. المشاركة في ورشة تكوينيّة حول تنظيم ورقابة التأمين الإدماجي:

شارك فريق متكوّن من المدير العامّ لسلطة رقابة التمويل الصغير وإحدى عشر إطاراً من الهيئة في ورشة تكوينيّة عن بعد بتاريخ 16 نوفمبر 2023 حول "تنظيم ورقابة التأمين الإدماجيّ" المنظّم في إطار برنامج "دعم إصلاحات قطاع الإدماج الماليّ في تونس" من قبل الوكالة الفرنسيّة للتنمية.

وقد شارك في هذه الورشة التكوينية ممثلون عن وزارة الماليّة وعن البنك المركزي التونسي وعن مرصد الاندماج المالي وعن الهيئة العامّة للتأمين.

وتهدف هذه الدّورة إلى:

~ توضيح الفرق بين التأمين الإدماجيّ والتأمين التقليدي على مستوى الجانب التشريعي والرقابي،

~ تبادل المناهج والخبرات العالمية في المجال،

~ دعم الهيئة العامّة للتأمين لتعزيز تنظيم ورقابة التأمين الإدماجيّ في تونس.

6.7. المشاركة في دورة تكوينيّة حول الرقابة القائمة على المخاطر:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينيّة حول الرقابة القائمة على المخاطر المنعقدة خلال الفترة الممتدّة من 18 إلى 22 جوان 2023 بالكويت، التي نظّمها مركز الشرق الأوسط للاقتصاد والماليّة التابع لصندوق النّقد الدّوليّ والتي تهدف إلى تقديم قواعد وأهداف الرقابة القائمة على المخاطر وتحدياتها والعناصر الأساسية لنجاحها.

7.7. المشاركة في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والشباب والنساء:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية إقليمية حول الخدمات المالية الرقمية ودورها في النهوض بتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والشباب والنساء، بالعاصمة الكينية "نيروبي" خلال الفترة الممتدة من 02 إلى 05 ماي 2023. نظمت هذه الدورة من قبل "التحالف من أجل الإدماج المالي- AFI" بالتعاون مع البنك المركزي الكيني وتضمنت العديد من المحاور منها:

- المستجدات في مجال القروض الرقمية لدعم تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة في إفريقيا،
- الابتكارات في مجال القروض الرقمية عبر المنصات،
- الأطر القانونية للقروض المسندة عبر المنصات،
- البنية التحتية الضرورية والحلول المبتكرة لتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة.

8.7. المشاركة في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وتحسين أطر العمل المعنية بشفافية المستفيدين الحقيقيين المنظمة من قبل مركز صندوق النقد الدولي للاقتصاد والتمويل في الشرق الأوسط والمنعقدة بالكويت خلال الفترة الممتدة من 10 إلى 14 سبتمبر 2023. وتمّ خلال هذه الدورة تقديم العديد من المحاور من أهمّها:

- ~ المستفيدون الحقيقيون وكيفية استخدام بياناتهم،
- ~ المعايير الدولية لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب الخاصة بالمستفيدين الحقيقيين.

9.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير من معهد "فرانكفورت للتصرف والمالية". وتمتدّ هذه الدورة على ستة أشهر وتهدف إلى تمكين المتكوّنين من إتقان:

- ~ التصرف في القروض الصغرى،
- ~ إدارة المدّخرات الصغرى والتأمين الصغير،
- ~ التصرف في المخاطر،
- ~ التسويق والمبيعات،
- ~ التصرف في الأداء المالي والاجتماعي،
- ~ التصرف في الموارد البشرية.

10.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي:

شارك أربع إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي من معهد "فرانكفورت للتصرف والمالية". وقد انطلقت هذه الدورة التكوينية خلال شهر سبتمبر 2023 وامتدت على مدى ستة أشهر وشملت الوحدات التالية:

- ~ منظومة التمويل الرقمي،
- ~ التقنيات الحديثة،
- ~ الدفع الرقمي والتحويلات،
- ~ التمويل الرقمي والدفعات،
- ~ التصرف الاستراتيجي في الخدمات المالية الرقمية.

11.7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد للحصول على شهادة خبير في سياسة الإدماج المالي من معهد "فرانكفورت للتصرف والمالية". وتمحورت هذه الدورة التكوينية حول ثلاث عناصر أساسية من شأنها تعزيز الإدماج المالي وهي:

- ~ تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة،
- ~ التمويل الصغير والتأمين الصغير،
- ~ اعتماد الرقمنة في الإدماج المالي.

12.7. المشاركة في زيارة دراسية إلى الأردن حول الإدماج المالي والمالية الرقمية:

في إطار برنامج "الإدماج المالي في تونس" الذي تقوم بتنفيذه الوكالة الألمانية للتعاون الدولي، تمّ خلال الفترة الممتدة من 17 إلى 23 جوان 2023 تنظيم زيارة دراسية إلى الأردن تتعلق بالإدماج المالي والمالية الرقمية، شارك فيها وفد تونسي متكوّن من إدارات من وزارة المالية والبنك المركزي التونسي ومرصد الاندماج المالي وسلطة رقابة التمويل الصغير ومكتب الوكالة المذكورة وذلك لمقابلة الفاعلين الرئيسيين في مجالات التمويل الصغير والإدماج المالي والرقمنة. تمّ خلال هذه الزيارة عرض للتجارب الأردنية والتونسية والتي ارتكزت أساسا على المحاور التالية:

- ~ تعزيز دور قطاع التمويل الصغير،
- ~ الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي،
- ~ الإطار القانوني المنظم للخدمات المالية الرقمية،
- ~ تطوير خدمات الدفع بالهاتف الجوال،
- ~ حماية الحرفاء،
- ~ التثقيف المالي.

II. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

1) تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011

وفقا للفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، فإنّ من مهام سلطة رقابة التمويل الصغير إبداء رأيها لوزير الماليّة بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

وفي هذا الإطار، أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2023 رأيهم بخصوص مشروع أمر يتعلّق بتنقيح الأمر الحكوميّ عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلّق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

ويبيّن الرسم البياني التالي تطوّر الإطار الترتيبي والتشريعي للتمويل الصغير منذ سنة 2011:

مارس 2022

• الأمر الرئاسي عدد 306 لسنة 2022 المؤرخ في 29 مارس 2022 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمان للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

ماي 2021

• قرار وزير الاقتصاد والمالية ودعم الاستثمار المؤرخ في 4 ماي 2021 والمتعلق بإتمام قرار وزير المالية المؤرخ في 8 أوت 2002 والمتعلق بضبط فروع التأمين الواردة بالفصل 69 من مجلة التأمين.

ماي 2020

• قرار وزير المالية المؤرخ في 15 ماي 2020 والمتعلق بتطبيق الإجراءات الاستثنائية لمساعدة حرفاء مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.

فيفري 2020

• أمر حكومي عدد 104 لسنة 2020 المؤرخ في 20 فيفري 2020 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمان للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

سبتمبر 2019

• قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019 والمتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسلطة على مؤسسات التمويل الصغير المحملة بأحكام المرسوم عدد 117 - 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2019

• قرار وزير المالية المؤرخ في 21 جانفي 2019 والمتعلق بتحديد معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريح التي تخضع لها الجمعيات التتموية.

أفريل 2018

• قرار وزير المالية المؤرخ في 13 أفريل 2018 المتعلق بتنقيح وإتمام القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقروض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

مارس 2018

• قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018 المتعلق بالمصادقة على معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2018

• أمر حكومي عدد 12-2018 المؤرخ في 10 جانفي 2018 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 - 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمان للمرسوم عدد 117 - 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2017

• قرار وزير المالية بالنيابة المؤرخ في 26 جويلية 2017 المتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2017

• أمر حكومي عدد 93 - 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمان للمرسوم عدد 117 - 2011 الصادر في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 - 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

ديسمبر 2016

• قرار وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2016

• قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير.

فيفري 2016

• قرار وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 المتعلق بضبط ننسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117-2011 الصادر في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

نوفمبر 2014

• قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2014

• قانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 المتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتي.

أفريل 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أفريل 2013 المتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير.
• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أفريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتي.

نوفمبر 2012

• الأمر عدد 2643-2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير.

سبتمبر 2012

• الأمر عدد 2128-2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2012

• قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

نوفمبر 2011

• المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
• المرسوم عدد 118-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

2) معطيات حول قطاع التمويل الصّغير في تونس خلال سنة 2023:

يتكوّن قطاع التمويل الصّغير في تونس في موفّي شهر ديسمبر 2023 من:

✓ 289 جمعية قروض صغيرة مرخّص لها من في إطار القانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرّخ في 15 جويلية 1999

والمترعّق بالقروض الصّغيرة المسندة من قبل الجمعيات، منها:

- 9 جمعيات لم تتعاطى قطّ هذا النّشاط.
- 187 جمعية تحصّلت عل تمويلات من البنك التونسي للتضامن خلال سنة 2023. ولم تتمكّن إلاّ جمعية واحدة من بين هاته الجمعيات من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المترعّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي¹:

الشعار	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمّ إحداثها في إطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية "أسد". تحصّلت على ترخيص من وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015.

✓ - 7 شركات خفية الاسم:

تاريخ الحصول على الترخيص	مؤسسة التمويل الصّغير في شكل شركة خفية الاسم
2014.03.28	شركة تيسير للتمويل الصغير
2014.10.03	شركة ميكروكراد
2015.01.22	شركة أدفنس تونس
2015.04.21	شركة المركز المالي للباحثين
2015.12.31	شركة أندا تمويل
2016.05.06	شركة الزيتونة تمكين
2019.01.09	شركة الأمل للتمويل الصغير

¹منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 المترعّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه سنة. نصّ القانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرّخ في 24 جويلية 2014 المترعّق بفتح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 المترعّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير على أنّ جمعيات القروض الصّغيرة، تعتبر مرخصا لها كمؤسسات تمويل صغير شرط أن تمتثل لأحكام المرسوم المذكور في أجل أقصاه موفّي شهر ديسمبر 2016. ويتم عند الاقتضاء التمديد في هذا الأجل بأمر. وبحلول هذا الأجل (2016/12/31)، وباستثناء جمعية "دعم التنمية الذاتية أسد"، لم تتمكّن أي جمعية أخرى لأحكام هذا المرسوم. وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنّه قد تمّ إصدار أربع أوامر حكومية بتاريخ 19 جانفي 2017 و10 جانفي 2018 و20 فيفري 2020 و29 مارس 2022 للتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور إلى موفّي سنة 2023.

1.2. تطوّر التمويلات الصغرى المسندة:

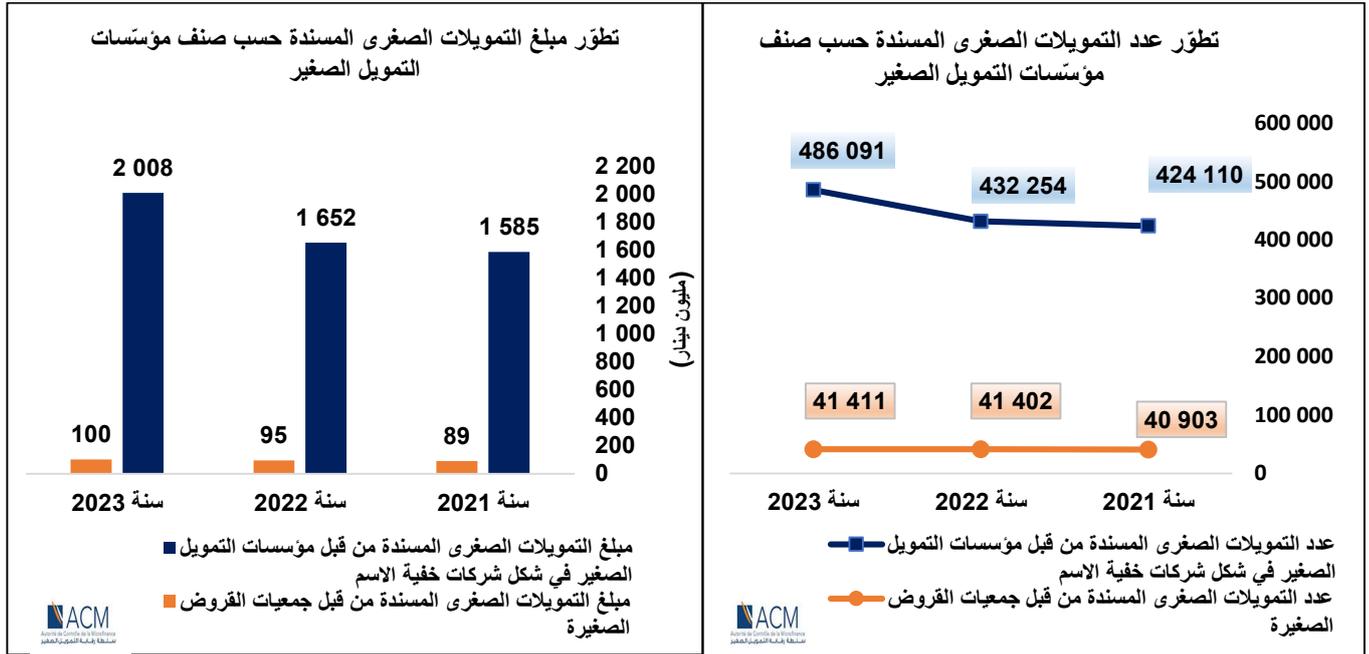
أ- خلال الفترة (2021-2023):

- سجّل العدد الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل الصغير (في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعيات) ارتفاعا خلال سنة 2023 بنسبة 11,4% مقارنة بسنة 2022 حيث ارتفع من 473 656 إلى 527 502 تمويلا صغيرا.
- كما شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل الصغير ارتفاعا من 1 747 مليون دينار خلال سنة 2022 إلى 2 108 مليون دينار خلال سنة 2023 أي بمعدّل نموّ قدره 20,7%.

تطوّر التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف مؤسّسات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				أصناف مؤسّسات التمويل الصغير
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
95,25%	2 007 528	92,15%	486 091	94,6%	1 651 821	91,3%	432 254	94,7%	1 584 757	91,2%	424 110	الشركات خفية الاسم
4,75%	100 212	7,85%	41 411	5,4%	95 186	8,7%	41 402	5,3%	89 237	8,8%	40 903	جمعيات القروض الصغيرة
100%	2 107 740	100%	527 502	100%	1 747 007	100%	473 656	100%	1 673 994	100%	465 013	المجموع



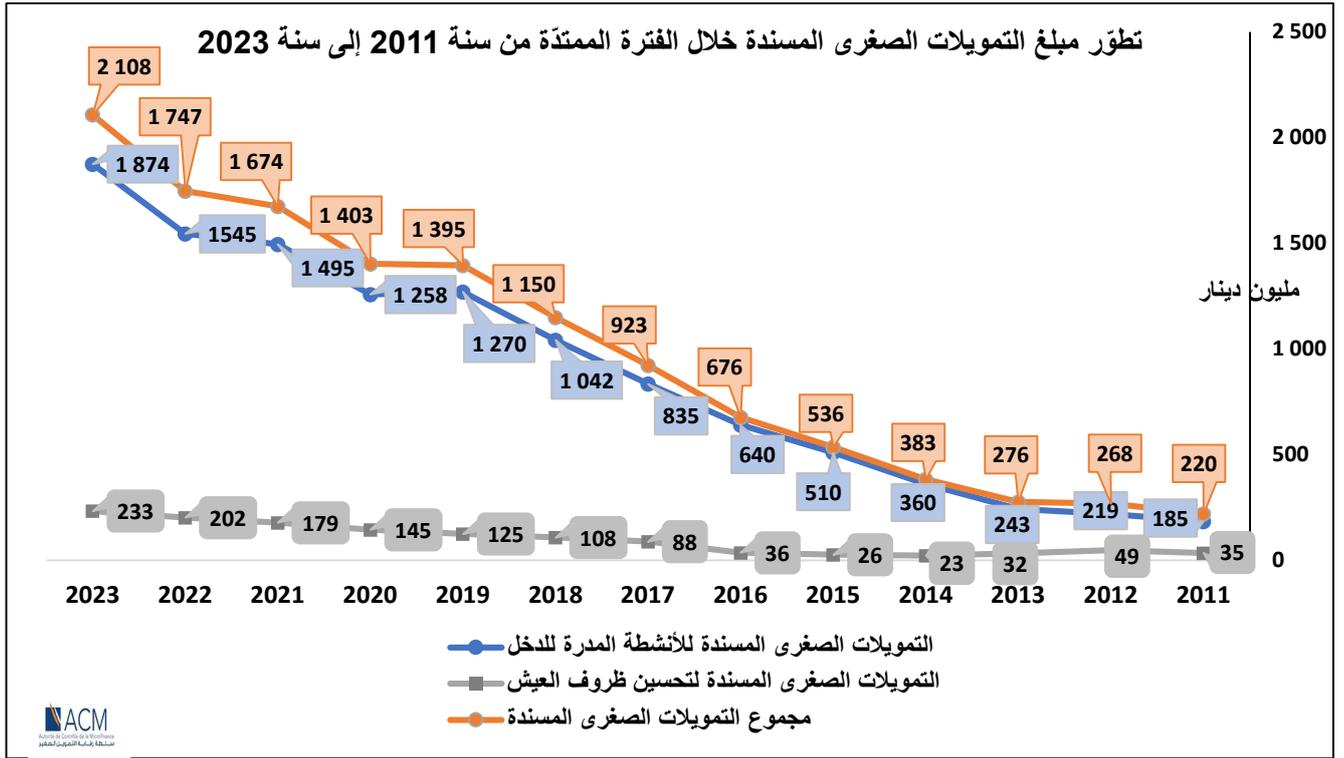
ب- خلال الفترة (2011-2023):

- شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2023 ارتفاعا حيث بلغ متوسط معدّل النمو السنوي نسبة قدرت بـ 20,74%.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة للفترة (2023-2011)

(الوحدة : ألف دينار)

مجموع التمويلات الصغرى المسندة		التمويلات الصغرى المسندة لتحسين ظروف العيش		التمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة للدخل		السنة
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
275 947	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016
923 040	412 789	88 349	83 456	834 690	329 333	2017
1 149 559	455 871	107 877	90 877	1 041 682	364 994	2018
1 395 075	476 318	124 676	94 618	1 270 399	381 700	2019
1 402 648	411 105	144 684	100 692	1 257 964	310 413	2020
1 673 994	465 013	178 539	114 028	1 495 454	350 985	2021
1 747 004	473 656	202 367	123 847	1 544 640	349 809	2022
2 107 740	527 502	233 342	133 972	1 874 396	393 530	2023



2.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات:

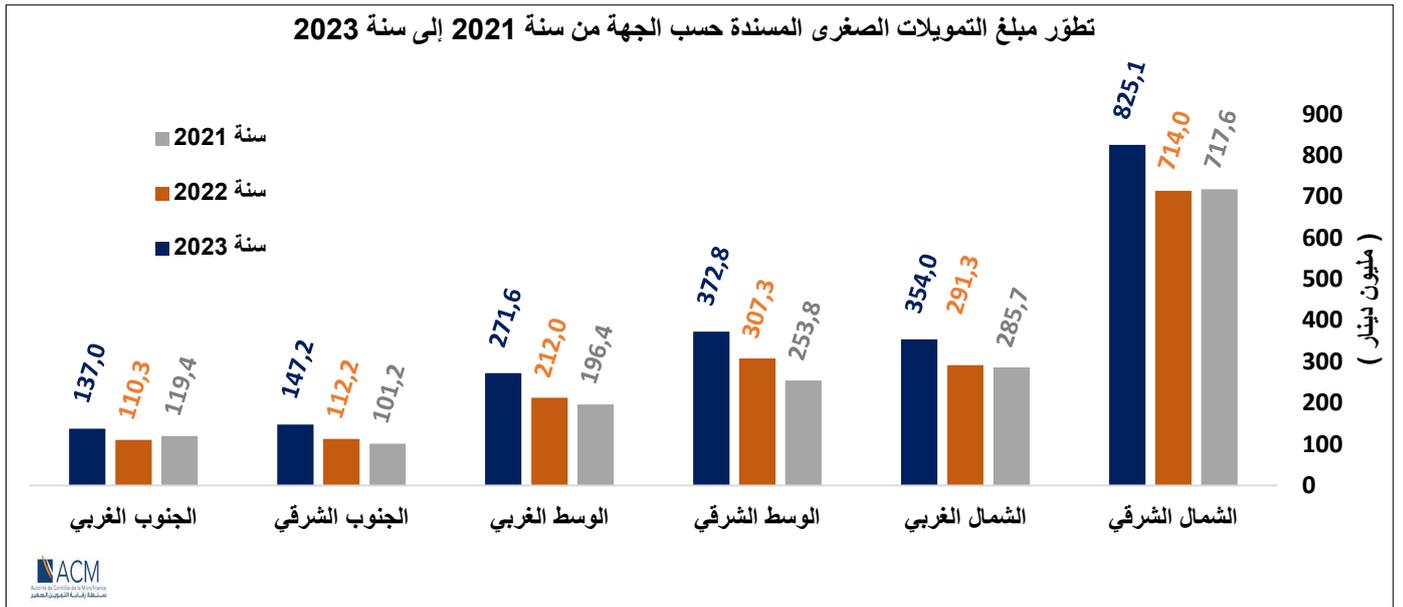
- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 39% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل 43% و 41% على التوالي خلال سنتي 2021 و 2022.
- قدّرت نسبة التمويلات الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي بـ 17% من العدد الجملي والمبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023.

- بلغت حصّة كلّ من جهتي الوسط الشرقي والوسط الغربي نسبة 18% و 13% على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل نسبة 18% و 12% على التوالي خلال سنة 2022.
- استفادت كلّ من جهتي الجنوب الشرقي والجنوب الغربي بنسبة 7% و 6% على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
39%	825 144	40%	213 225	41%	713 965	41%	194 849	43%	717 624	43%	198 039	الشمال الشرقي
17%	354 017	17%	89 034	17%	291 305	17%	79 414	17%	285 672	17%	77 429	الشمال الغربي
18%	372 789	17%	87 238	18%	307 259	17%	79 066	15%	253 788	15%	70 810	الوسط الشرقي
13%	271 554	12%	62 562	12%	211 965	12%	55 391	12%	196 358	12%	54 910	الوسط الغربي
7%	147 239	8%	39 964	6%	112 176	7%	34 580	6%	101 188	7%	32 564	الجنوب الشرقي
6%	136 996	7%	35 479	6%	110 338	6%	30 356	7%	119 364	7%	31 261	الجنوب الغربي
100%	2 107 740	100%	527 502	100%	1 747 007	100%	473 656	100%	1 673 994	100%	465 013	المجموع



3.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات:

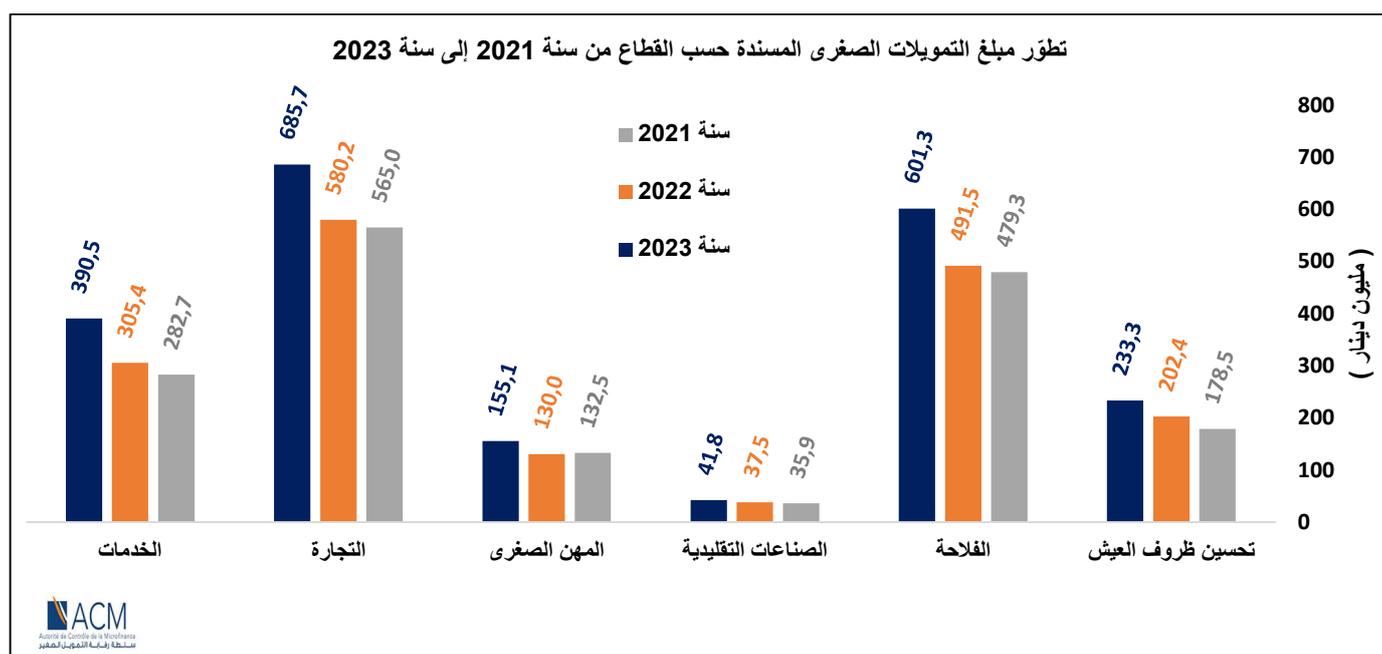
- استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023، من خلال حصوله على حوالي 686 مليون دينار أي ما يمثل 33% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال تلك السنة، مقابل 580 مليون دينار خلال سنة 2022.
- تحسّل قطاع الفلاحة على 142 714 تمويلا من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 بمبلغ قدر بحوالي 601,4 مليون دينار أي بنسبة 29% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة مقابل 128 661 تمويلا صغيرا مسندا خلال السنة الفارطة بمبلغ جملي قدر بحوالي 491,5 مليون دينار.

- لم تتجاوز حصّة قطاع الصناعات التقليديّة خلال سنة 2023 نسبة 2% من مجموع التمويلات الصغرى المسندة، ليكون بذلك القطاع الأقلّ استفادة من التمويلات الصغرى.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
11%	233 343	25%	133 972	12%	202 367	26%	123 847	11%	178 539	25%	114 028	تحسين ظروف العيش ²
29%	601 315	27%	142 709	28%	491 535	27%	128 661	29%	479 317	28%	131 061	الزراعة ³
2%	41 807	3%	14 335	2%	37 534	3%	13 414	2%	35 862	3%	13 122	الصناعات التقليديّة
7%	155 090	7%	39 339	7%	130 038	7%	34 936	8%	132 534	8%	35 894	المهن الصغرى
33%	685 660	26%	137 782	33%	580 173	26%	122 562	34%	565 021	27%	123 532	التجارة
19%	390 526	11%	59 365	17%	305 359	11%	50 236	17%	282 721	10%	47 376	الخدمات
100%	2 107 740	100%	527 502	100%	1 747 007	100%	473 656	100%	1 673 994	100%	465 013	المجموع



4.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي:

- استفاد الرجال والنساء خلال سنة 2023 على التوالي بنسبة 55% و 45% من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة محافظين بذلك على نفس حصصهم من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنتي 2021 و 2022. وتحصل الرجال على حوالي 1 166 مليون دينار سنة 2023 في مختلف المجالات، وفي المقابل تحصلت النساء على 942 مليون دينار.

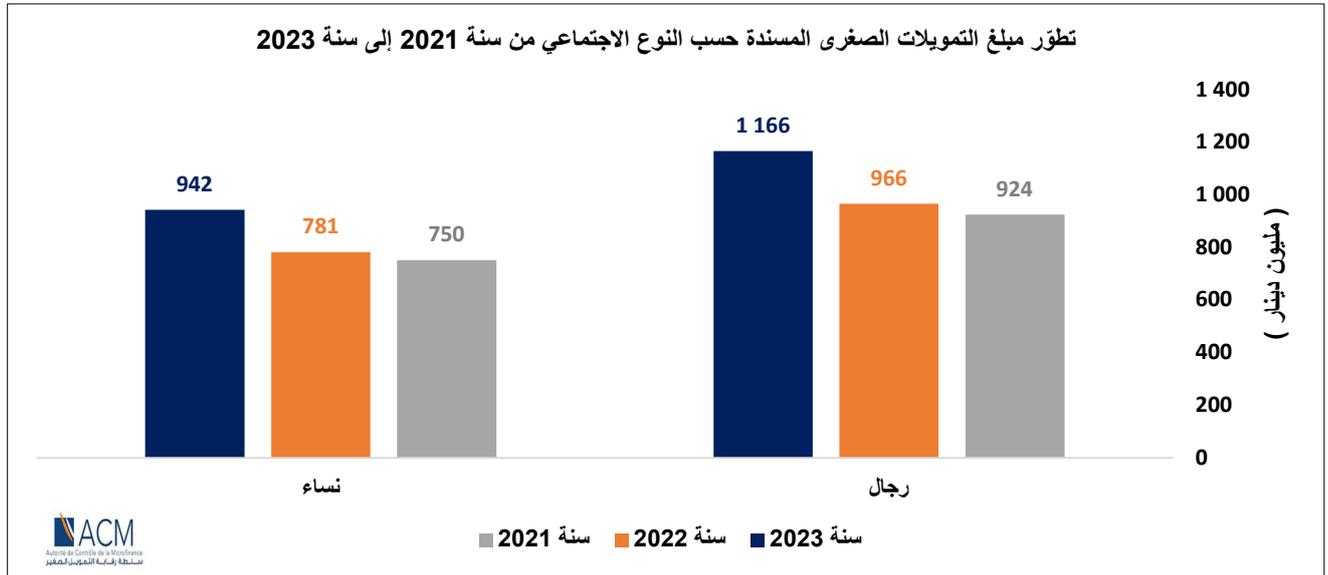
² يشمل قطاع تحسين ظروف العيش المجالات الثلاث التالية: التعليم وتحسين السكن وأنشطة أخرى مرتبطة بتحسين ظروف العيش.
³ يضم قطاع الزراعة كلّ من الزراعة وتربية الماشية والصيد البحري.

- وتحصّلت النساء على 298 426 تمويلا صغيرا أي ما يمثّل نسبة 57% من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023 مقابل 229 076 تمويلا صغيرا تمّ إسناده للرجال.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع الصغرى حسب النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
55%	1 165 846	43%	229 076	%55	965 779	%44	207 428	%55	923 972	%46	214 971	رجال
45%	941 894	57%	298 426	%45	781 228	%56	266 228	%45	750 021	%54	250 042	نساء
100%	2 107 740	100%	527 502	%100	1 747 007	%100	473 656	%100	1 673 994	%100	465 013	المجموع



- بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير المسند للنساء 3 156 دينارا خلال سنة 2023 مقابل 2 934 دينارا خلال سنة 2022 مسجّلا ارتفاعا بـ 7,6% إلا أنّه لا يزال أقلّ من المعدّل المسجّل بالنسبة للرجال والذي بلغ 5 090 دينارا خلال سنة 2023 مقابل 4 656 دينارا سنة 2022 أي بنسبة نموّ قدرها 9,3%.

توزيع معدّل مبلغ التمويل الصغير حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة : الدينار)

2023	2022	2021	
5 090	4 656	4 298	معدّل مبلغ التمويل الصغير للرجال
3 156	2 934	3 000	معدّل مبلغ التمويل الصغير للنساء
3 996	3 688	3 600	معدّل مبلغ التمويل الصغير

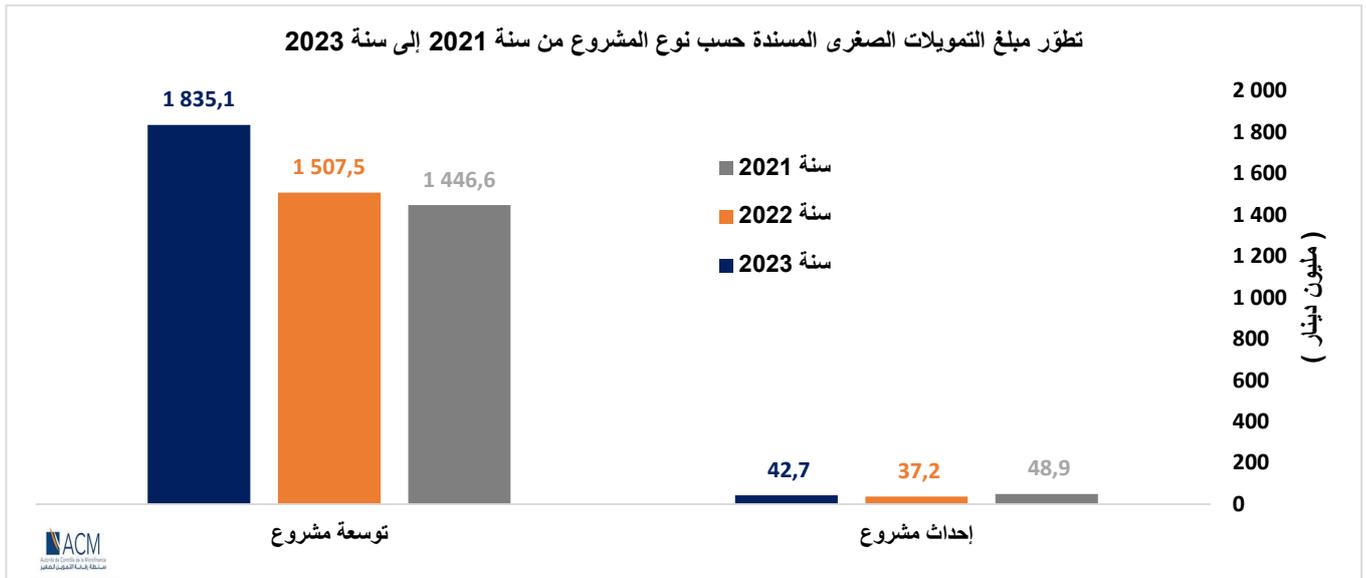
5.2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع:

- تمّ خلال سنة 2023، تخصيص 1 835,1 مليون دينار لتوسعة المشاريع أي بنسبة 98 % من القيمة الجملية للتمويلات الصغرى المخصّصة للأنشطة المدوّرة للدخل، في حين لم يحظى إحداث المشاريع إلا بنسبة 2 % خلال نفس الفترة.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة : ألف دينار)

2023				2022				2021				توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
2%	42 677	4%	14 843	2%	37 175	3%	11 632	3%	48 855	4%	13 592	إحداث مشروع
98%	1 835 114	96%	382 304	98%	1 507 465	97%	338 177	97%	1 446 598	96%	337 393	توسعة مشروع
100%	1 877 791	100%	397 147	100%	1 544 640	100%	349 809	100%	1 495 454	100%	350 985	المجموع



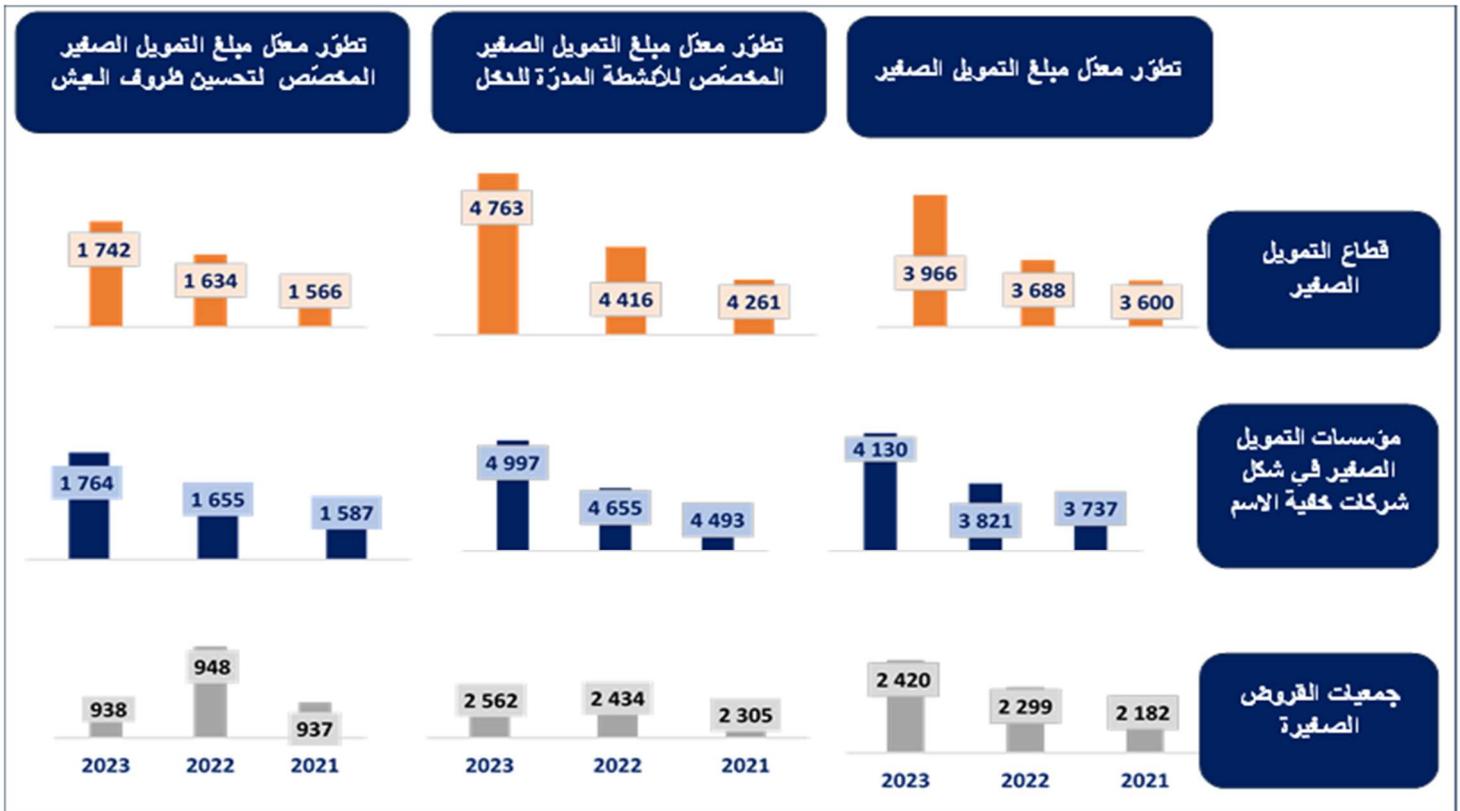
6.2. معدّل التمويل الصغير:

- بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير 3 996 ديناراً في موفى سنة 2023، مقابل 3 688 ديناراً في نهاية السنة الفارطة.
- كما قدر معدّل مبلغ التمويلات الصغرى المخصّصة للأنشطة المدوّرة للدخل 4 763 ديناراً خلال سنة 2023 مقابل 4 416 ديناراً خلال السنة الماضية.
- ويتأثر معدّل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل كامل قطاع التمويل الصغير أساساً بمعدّل التمويلات المسندة من قبل شركة أندا تمويل التي تملك الحصّة الأكبر من سوق التمويل الصغير.

تطور معدل التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023)

(الوحدة: الدينار)

2023			2022			2021			
معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأششطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأششطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأششطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	
3 996	4 763	1 742	3 688	4 416	1 634	3 600	4 261	1 566	قطاع التمويل الصغير
4 130	4 997	1 764	3 821	4 655	1 655	3 737	4 493	1 587	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2 420	2 562	938	2 299	2 434	948	2 182	2 305	937	جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي

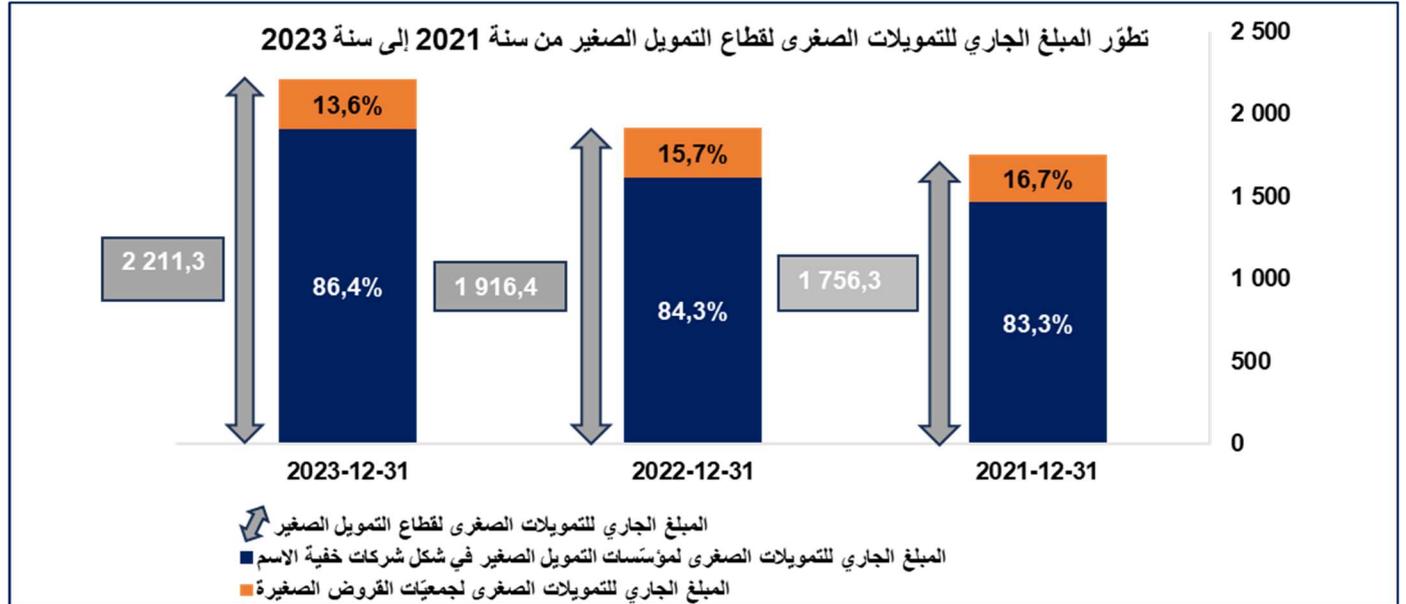


7.2 تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى:

- أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:
 - ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعياتي والشركات خفية الاسم من 1 756,3 مليون دينار في موفى سنة 2021 إلى 2 211,3 مليون دينار في موفى سنة 2023، مسجلاً بذلك متوسط معدل نمو سنوي قدر بـ 12,2% خلال الفترة (2021-2023).
 - تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 18,2%، حيث بلغ 1 910,6 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 1 616,3 مليون دينار في موفى سنة 2022.
 - مثل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم حوالي 86,4% من المبلغ الجاري الجملي للتمويلات الصغرى المسندة في موفى سنة 2023 مقابل 84,3% في موفى سنة 2022.

تطور المبلغ الجاري للتمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023)

2023-12-31		2022-12-31		2021-12-31		المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشيطة	المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشيطة	المبلغ الجاري (ألف دينار)	عدد القروض النشيطة	
1 910 617	612 108	1 616 312	554 505	1 463 216	516 956	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
300 695	274 781	300 094	268 454	293 038	271 929	جمعيات القروض الصغيرة
2 211 313	886 889	1 916 406	822 959	1 756 254	788 885	المجموع



ب. متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- سجل معدل المبلغ الجاري لكل حريف نشيط باعتبار الحرفاء المزدوجين ارتفاعا من 3 027 ديناراً في موقى سنة 2022 إلى 3 323 ديناراً في موقى سنة 2023 أي بنسبة قدرها 9,8%.
- في موقى سنة 2023، بلغ معدل المبلغ الجاري للحرفاء النشيطين دون احتساب الحرفاء المزدوجين 3 481 ديناراً.
- سجل معدل المبلغ الجاري للتمويل الصغير النشط ارتفاعا بنسبة 7% حيث بلغ 3 122 ديناراً في موقى سنة 2023 مقابل 2 915 ديناراً في موقى سنة 2022.

المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2021-2023)

31 ديسمبر 2023	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2021	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 910 617	1 616 312	1 463 216	المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالألف دينار
574 943	533 983	498 745	عدد الحرفاء النشيطين (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
548 860	512 212	480 616	عدد الحرفاء النشيطين (دون اعتبار الحرفاء المزدوجين)
612 108	554 505	516 956	عدد القروض النشيطة
3 481	3 156	3 044	معدل المبلغ الجاري للحرفاء النشيطين دون اعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
3 323	3 027	2 934	معدل المبلغ الجاري للحرفاء النشيطين باعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
3 122	2 915	2 830	معدل المبلغ الجاري للتمويل الصغير بالدينار

8.2. محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

أ. خلال الفترة (2021-2023):

- سجّل مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا بنسبة 3% حيث بلغ 86,6 مليون دينار في موفى سنة 2023 مقابل 84,2 مليون دينار في موفى سنة 2022.
- شهد مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم تراجعاً من 58,8 مليون دينار موفى سنة 2022 إلى حوالي 48 مليون دينار موفى سنة 2023.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها 4,44% في موفى سنة 2023 مقابل 5,11% في موفى سنة 2022.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها 2,51% في موفى سنة 2023 مقابل 3,33% في موفى سنة 2022.

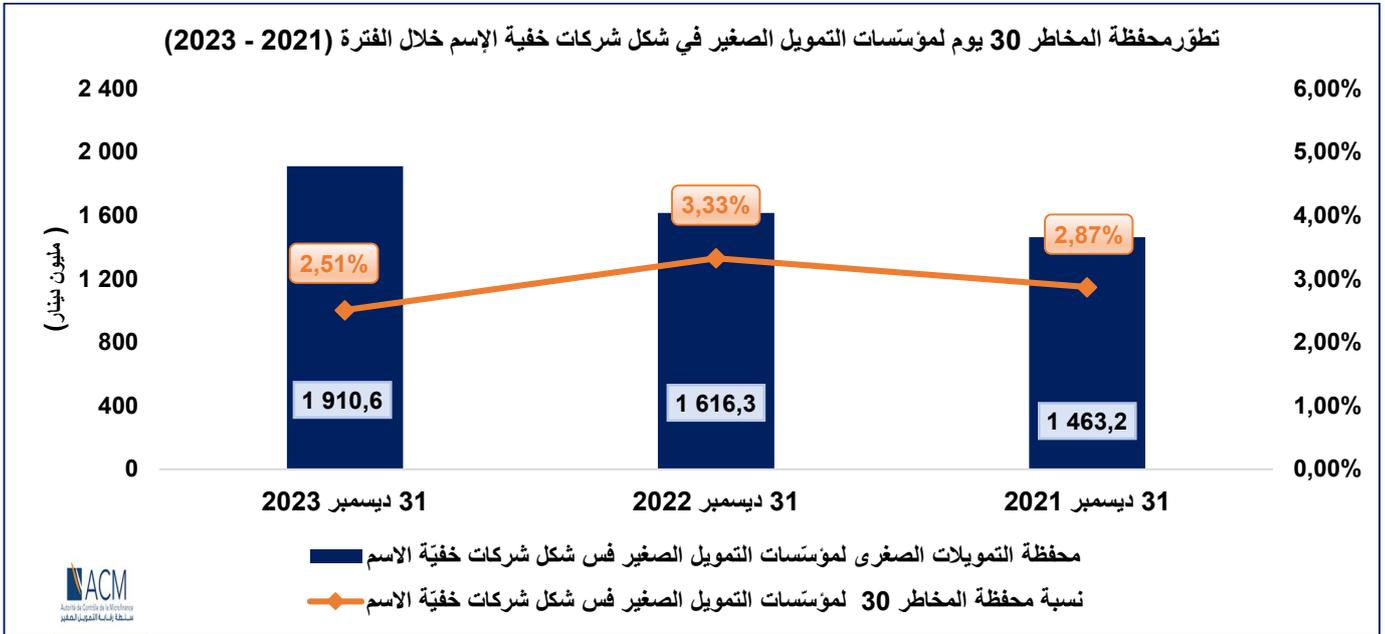
تطور محفظة التمويلات الصغيرة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة التمويلات الصغيرة (ألف دينار)	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)		
4,90%	73 198	2,87%	41 951	1 463 216	31 ديسمبر 2021
5,11%	84 182	3,33%	53 808	1 616 312	31 ديسمبر 2022
4,44%	86 552	2,51%	47 962	1 910 617	31 ديسمبر 2023

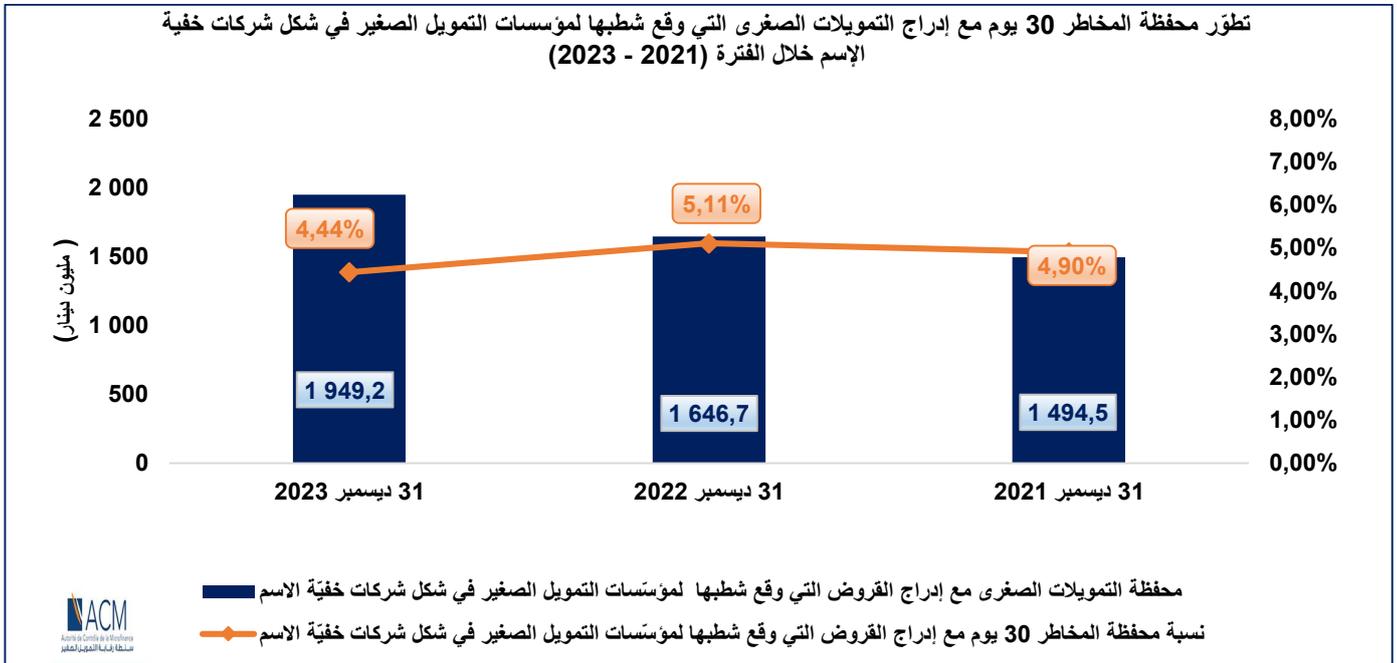
(الوحدة: ألف دينار)

31 ديسمبر 2023	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2021	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
47 962	53 808	41 951	محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج التمويلات الصغيرة التي وقع شطبها
1 910 617	1 616 312	1 463 216	محفظة التمويلات الصغيرة
2,51%	3,33%	2,87%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج التمويلات الصغيرة التي وقع شطبها
17 252	29 831	35 500	التمويلات الصغيرة التي تم التمديد في آجالها
16 713	13 258	13 402	التمويلات الصغيرة المعاد جدولتها
2 184	234	433	التمويلات الصغيرة التي وقع تجميعها
38 591	30 374	31 247	التمويلات الصغيرة التي وقع شطبها
1 949 208	1 646 662	1 494 463	محفظة التمويلات الصغيرة + التمويلات الصغيرة التي وقع شطبها
86 552	84 182	73 198	محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها
4,44%	5,11%	4,90%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها

تطور محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023 - 2021)



تطور محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج التمويلات الصغيرة التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023 - 2021)

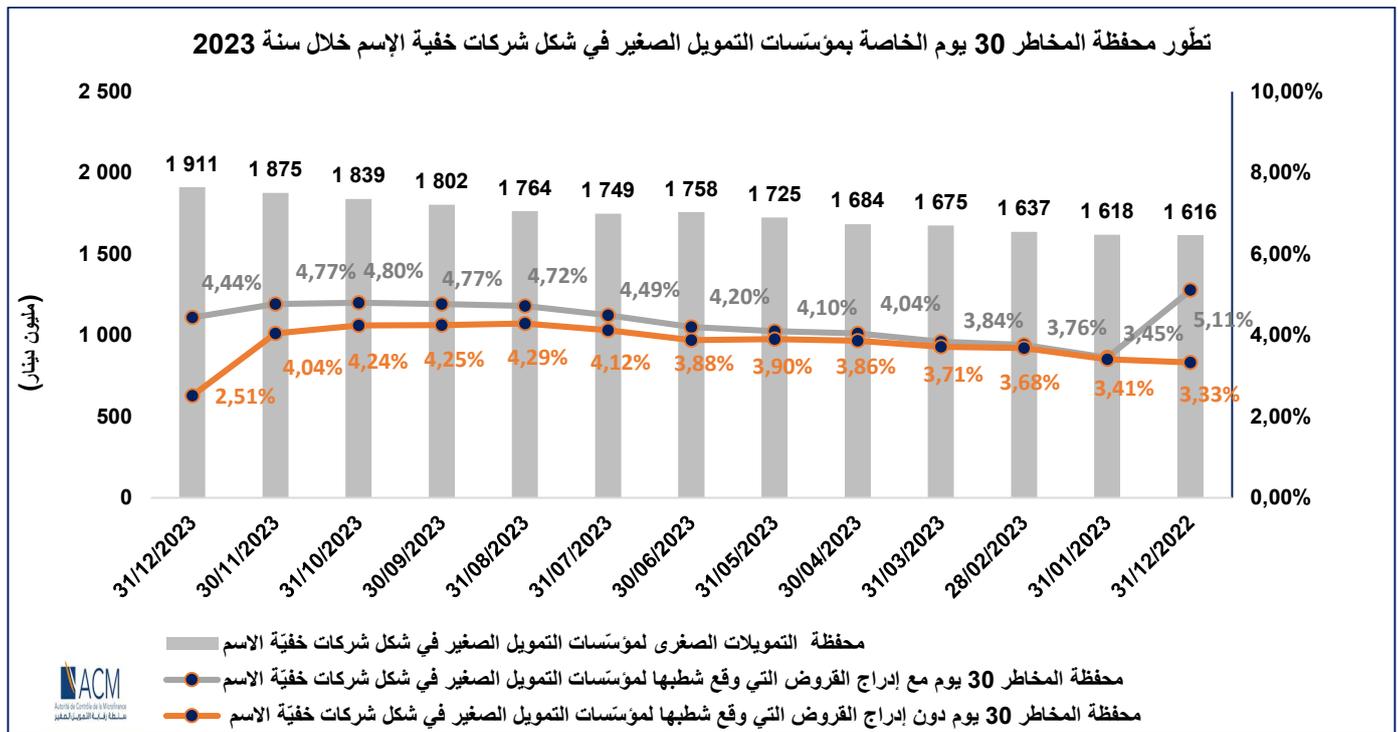


ب. خلال سنة 2023:

- سجلت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع ودون إدراج القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2023 ارتفاعا حيث بلغت 4,44% و 2,51% مقابل 3,45% و 3,41% على التوالي في موفى شهري جانفي و ديسمبر من نفس السنة.
- كما تراجع مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 55,1 مليون دينار في 31 جانفي 2023 إلى 48 مليون دينار موفى شهر ديسمبر 2023 أي بنسبة تبلغ 13,02%.

تطوّر محفظة المخاطر لـ 30 يوما الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2023

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض (ألف دينار)	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في: 2022/12/31
النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)		
5,11%	84 182	3,33%	53 808	1 616 312	2022/12/31
3,45%	55 894	3,41%	55 143	1 617 868	2023/01/31
3,76%	61 615	3,68%	60 246	1 636 869	2023/02/28
3,84%	64 432	3,71%	62 054	1 674 812	2023/03/31
4,04%	68 115	3,86%	65 069	1 684 091	2023/04/30
4,10%	70 842	3,90%	67 303	1 724 639	2023/05/31
4,20%	74 160	3,88%	68 242	1 757 983	2023/06/30
4,49%	78 746	4,12%	72 079	1 749 017	2023/07/31
4,72%	83 722	4,29%	75 599	1 763 770	2023/08/31
4,77%	86 357	4,25%	76 660	1 802 430	2023/09/30
4,80%	88 767	4,24%	77 988	1 838 951	2023/10/31
4,77%	90 051	4,04%	75 741	1 875 426	2023/11/30
4,44%	86 552	2,51%	47 962	1 910 804	2023/12/31



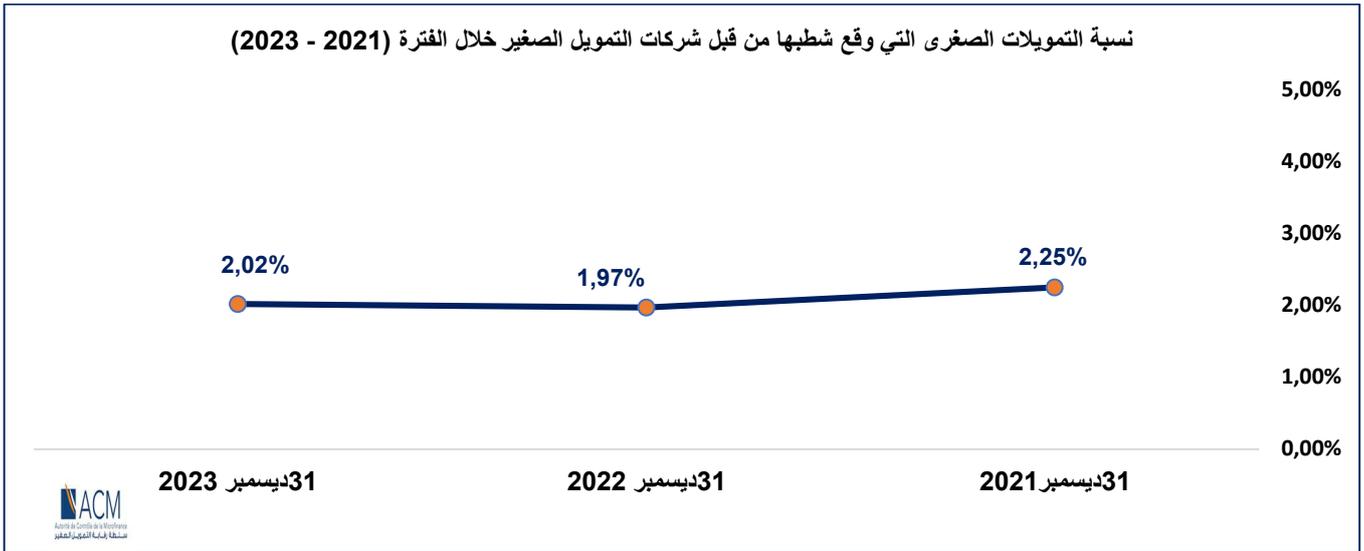
9.2. نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2021-2023):

- بلغت نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها في موفى سنة 2023 من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، 2,02% من معدّل محفظة التمويلات الصغرى الخام، مقابل 1,97% في موفى سنة 2022.

نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم (2021-2023)

31 ديسمبر 2023	31 ديسمبر 2022	31 ديسمبر 2021	نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2,02%	1,97%	2,25%	

نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2023 - 2021)



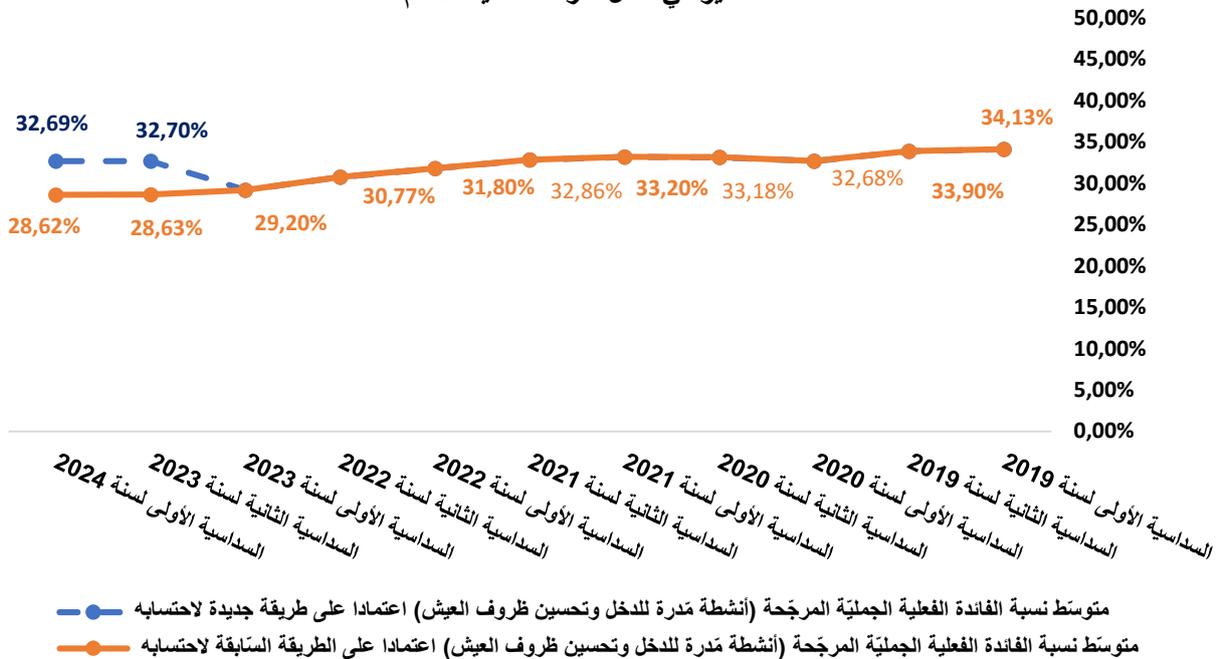
10.2 متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمالية المرجحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- شهد متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمالية المرجحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منحنى تنازلياً خلال الأربع سنوات الأخيرة حيث تراجع من 33,18% في موفى سنة 2020 إلى 28,63% في موفى سنة 2023. كما تواصل هذا التراجع ليبلغ 28,62% في موفى السادسي الأول من سنة 2024.
- وقد تمّ بداية من السادسي الثاني من سنة 2023 إدراج تغيير في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية حيث أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 12 أفريل 2023 مذكرتها عدد 40 بهدف:
 - توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية في قطاع التمويل الصّغير،
 - جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،
 - تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حرفائها وذلك عبر مدهم من خلال النسبة الفعلية السنوية المحتسبة وفق أفضل الممارسات العالمية، بالتكلفة الحقيقية لكلّ تمويل صغير.
- ومن شأن التغيير الذي تمّ إدراجه في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية السنوية، أن يرفع فيها دون تحميل المقرض أي أعباء إضافية ويعزى ذلك إلى السببين الجوهريين التاليين:
 - اعتبار أنّ نسبة الفائدة الفعلية السنوية للتمويلات الصغرى هي نسبة سنوية، معادلة (équivalent) لنسبة الفائدة للمدّة عوضا عن اعتبارها نسبة سنوية، متناسبة (proportionnelle) مع نسبة الفائدة للمدّة.
 - الأخذ بعين الاعتبار معلوم التأمين (على الحياة و/أو العجز) الذي يتحمله الحريف والذي يتم قبضه عند صرف التمويل الصغير من قبل مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط تأمين، عند ضبط الدفوعات المطالب بها المقرض والتي يتمّ اعتمادها لاحتساب النسبة الفعلية الجمالية.

- وقد استقرّ متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم اعتماداً على طريقة الاحتساب الجديدة في حدود 32,7% في موفى سنة 2023 و 32,69% في موفى السداسي الأول من سنة 2024.

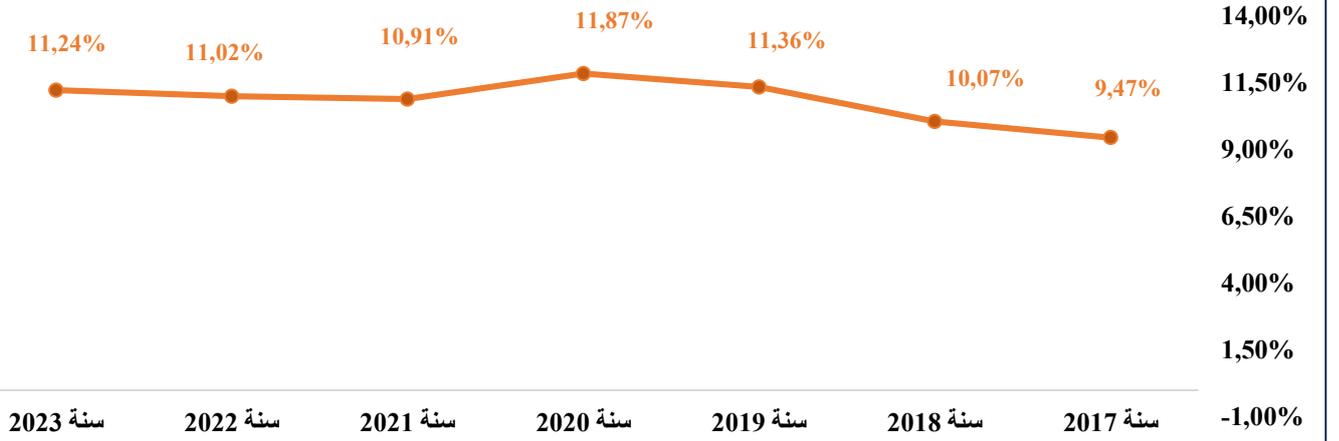
السداسية الأولى لسنة 2024	السداسية الثانية لسنة 2023	السداسية الأولى لسنة 2023	السداسية الثانية لسنة 2022	السداسية الأولى لسنة 2022	السداسية الثانية لسنة 2021	السداسية الأولى لسنة 2021	السداسية الثانية لسنة 2020	السداسية الأولى لسنة 2020	السداسية الثانية لسنة 2019	السداسية الأولى لسنة 2019	
32,69%	32,70%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	متوسط نسبة الفائدة الفعلية المرجّحة (أنشطة مدرة للدخل وتحسين ظروف العيش) اعتماداً على طريقة الاحتساب الجديدة)
28,62%	28,63%	29,20%	30,77%	31,80%	32,86%	33,20%	33,18%	32,68%	33,90%	34,13%	متوسط نسبة الفائدة الفعلية المرجّحة (أنشطة مدرة للدخل وتحسين ظروف العيش) اعتماداً على طريقة الاحتساب السابقة)

متوسط نسبة الفائدة الفعلية المرجّحة (أنشطة مدرة للدخل و تحسين ظروف العيش) لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



- تتكوّن موارد مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم أساساً من القروض المتحصّل عليها محلياً أو عن طريق الجهات المانحة الدولية، باعتبار أنه غير مرخّص لها في قبول الودائع من حرفائها. وفي موفى سنة 2023، بلغت نسبة المعدّل المرجّح لكلفة موارد الاقتراض لهذه الشركات 11,24% مقابل 11,02% بعنوان السنة الفارطة.

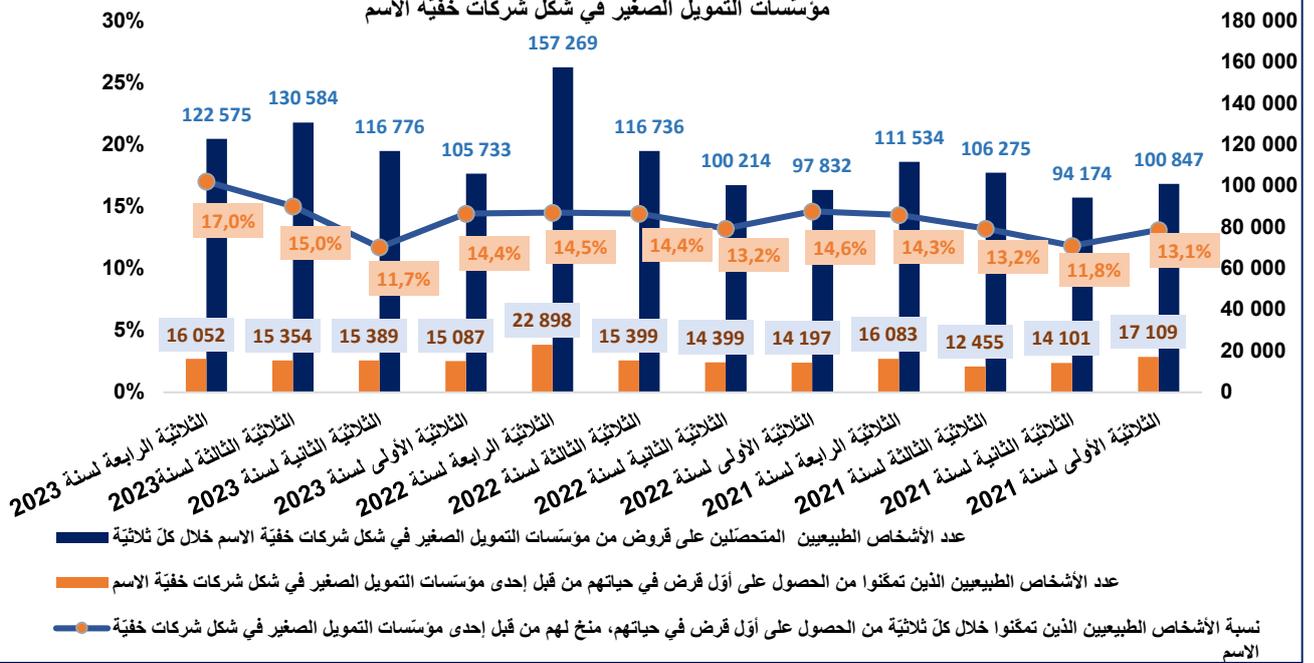
تطور المعدل المرجح لتكلفة موارد الاقتراض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



11.2. معطيات حول الإدماج المالي:

- بلغ عدد الأشخاص الذين تحصلوا على أول تمويل في حياتهم عن طريق إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الثلاثية الأخيرة من سنة 2023، 16 052 شخصا مقابل 15 087 و 15 389 و 15354 شخصا على التوالي في كل من الثلاثي الأول والثاني والثالث من نفس السنة.
- بلغ العدد الجملي للحرفاء الذين تمكّنوا من الحصول على أول تمويل في حياتهم عن طريق مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة 2023، 61 882 مقابل 59 748 و 66 893 حريفا على التوالي في موفى سنة 2021 وسنة 2022، مسجلا بذلك معدّل نموّ قدر بـ 1,8% خلال الفترة (2023-2021).
- خلال الثلاثي الرابع من سنة 2023، قدرّت نسبة الأشخاص الذين تحصلوا على تمويل للمرة الأولى من مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم بـ 13,1% مقابل 14,6% خلال نفس الفترة من سنة 2022 وذلك مقارنة بالعدد الجملي للحرفاء الذين تم تمويلهم من قبل نفس هذه المؤسسات.

تطور عدد الأشخاص الطبيعيين الذين تمكنوا خلال كل ثلاثية من الحصول على أول قرض في حياتهم، منح لهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



12.2. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

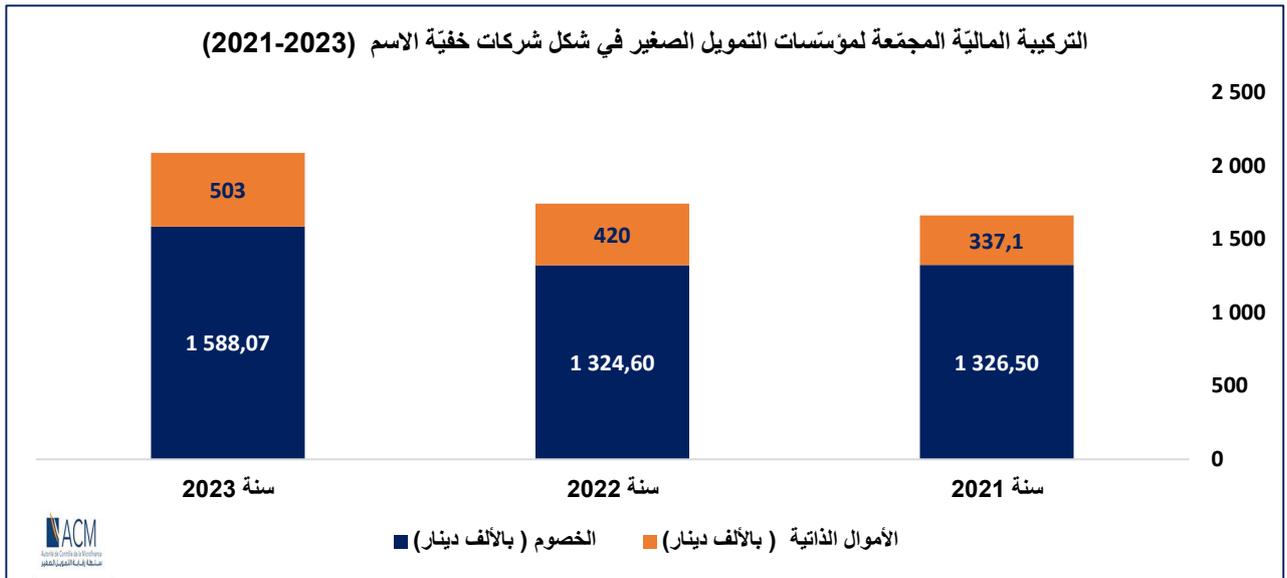
أ- معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج:

- بلغ مجموع أصول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 2 090,7 مليون دينار في موفي سنة 2023، مقابل 1 744,6 مليون دينار في موفي سنة 2022، مسجلاً بذلك نسبة نمو قدرت بـ 20%.
- كما بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 503 مليون دينار في سنة 2023 مقابل 420 مليون دينار سنة 2022، مسجلاً بذلك نسبة نمو تقدر بـ 19,8%.
- سجلت خصوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعاً قدر بـ 20% حيث بلغت 1 588,1 مليون دينار في موفي سنة 2023 مقابل 1 324,6 مليون دينار في موفي سنة 2022.
- بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، حوالي 484,4 مليون دينار في موفي سنة 2023 مقابل 448,1 مليون دينار خلال سنة 2022.
- سجل مجموع الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعاً من 316 مليون دينار في موفي سنة 2022 إلى 335 مليون دينار في موفي سنة 2023.
- بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفي شهر ديسمبر 2023 104 مليون دينار مقابل 98 مليون دينار في موفي سنة 2022، وتتكوّن هذه النتيجة أساساً من مجموع نتائج استغلال إيجابية لست شركات بقيمة 108 مليون دينار ونتيجة استغلال سلبية لمؤسسة تمويل صغير واحدة.
- بلغت النتيجة المحاسبية الصافية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 81 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2023 مقابل 82,6 مليون دينار سنة 2022 مسجلةً بذلك نسبة تراجع قدرت بـ 1,94%.

المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

(الوحدة: مليون دينار)

نسب النمو		المجموع			المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2023 2022	2022 2021	2023	2022	2021	
19,84%	4,87%	2 090,73	1 744,6	1 663,6	مجموع الأصول
19,89%	-0,14%	1 588,07	1 324,6	1 326,5	مجموع الخصوم
21,46%	0,29%	1 457,59	1 200,1	1 196,6	إقتراضات وموارد خصوصية
123,33%	1700,00%	4,02	1,8	0,1	مساعدات بنكية
19,68%	24,59%	503	420,0	337,1	مجموع الأموال الذاتية
8,11%	9,83%	484,4	448,1	408,0	مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
13,30%	0,76%	149,7	132,1	131,1	مجموع أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
5,94%	14,12%	335	316,0	276,9	الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير
6,09%	26,29%	104	98,0	77,6	نتيجة الاستغلال
-1,62%	44,91%	81	82,6	57,0	نتيجة السنة المحاسبية

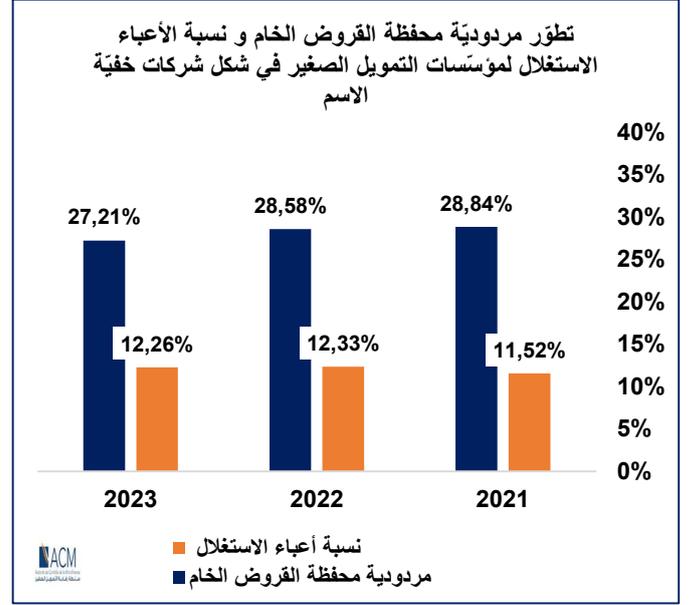
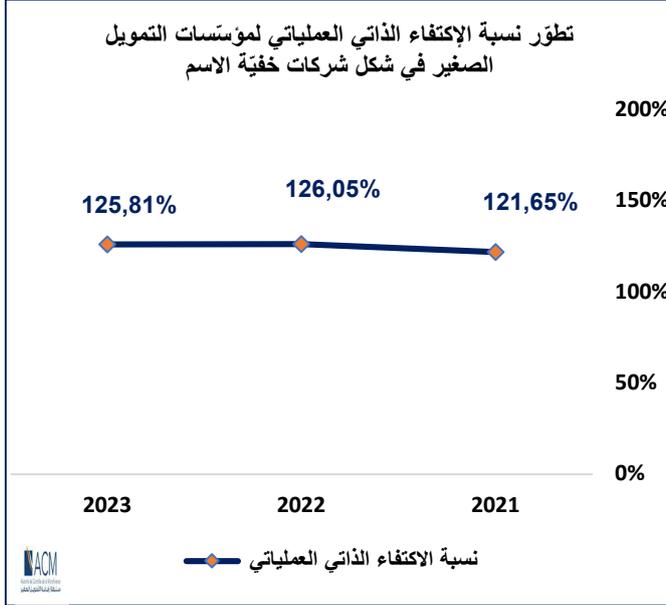


ب- المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- سجّل مؤشر مردودية الأصول نسبة 4,16 % سنة 2023 مقابل 4,85 % سنة 2022.
- بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة 2023 نسبة 16,23 % مقابل 21,82 % موفى سنة 2022.
- بلغ مؤشر الاكتفاء الذاتي العملياتي في نهاية سنة 2023 نسبة 125,81 % مقابل 126,05 % موفى سنة 2022.

المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2020-2022)

2023	2022	2021	المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
16,23%	%21,82	%18,09	مردودية الأموال الذاتية (ROE) 4
4,16%	%4,85	%3,45	مردودية الأصول (ROA) 5
125,81%	%126,05	%121,65	الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO) 6
64,19%	%60,06	%57,70	مؤشر الاستغلال 7
12,26%	%12,33	%11,52	نسبة أعباء الاستغلال 8
27,21%	%28,58	%28,84	مردودية محفظة القروض الخام 9



ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم :

- بلغ مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم نسبة قدرها 26,4% في موقى سنة 2023 مقابل 27,66% في موقى سنة 2022.

مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2021-2023)

2023	2022	2021	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
%26,40	%27,66	%24,48	مؤشر كفاية رأس المال
515 865	452 272	367 467	الأموال الذاتية الصافية (أ.د.)
1 954 115	1 634 903	1 501 351	الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر (أ.د.)

⁴ مردودية الأموال الذاتية (ROE): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأموال الذاتية

⁵ مردودية الأصول (ROA): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأصول

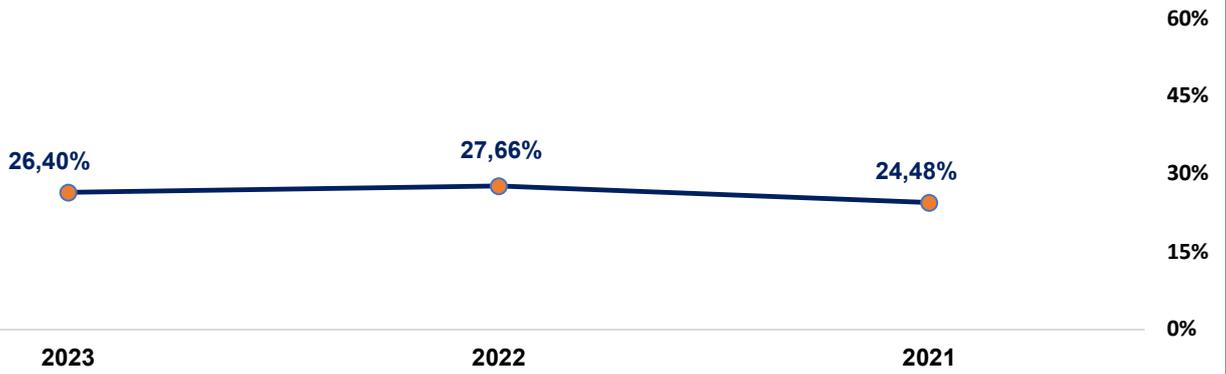
⁶ الإكتفاء الذاتي العملياتي (ASO): إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير / (أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير + مصاريف الأعوان + الأعباء العامة للإستغلال + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة)

⁷ مؤشر الاستغلال: (الأعباء العامة للإستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / الإيرادات الصافية لأنشطة التمويل الصغير

⁸ نسبة أعباء الاستغلال: (الأعباء العامة للإستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / معدل قائم محفظة التمويلات الصغيرى

⁹ مردودية محفظة القروض الخام: (فوائد ومداخيل مماثلة + العمولات) / معدل قائم محفظة التمويلات الصغيرى

تطور مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



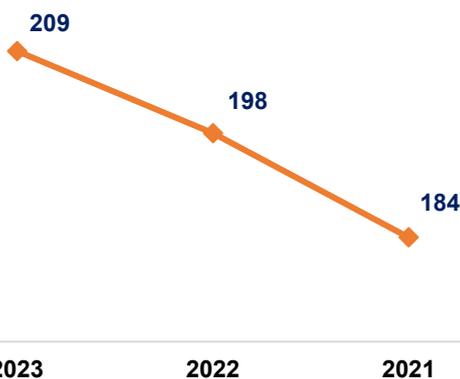
13.2. مؤشرات غير مالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- في موفى سنة 2023، بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 218 فرعاً مقابل 209 في موفى السنة الفارطة.
- تمثل فروع شركة "أندا تمويل" نسبة 50% من مجموع فروع شركات التمويل الصغير.
- قدر متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع في موفى سنة 2023 بـ 2 637 حريفاً مقابل 2 555 و 2 519 على التوالي في موفى سنتي 2022 و 2021.
- سجل العدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير في سنة واحدة ارتفاعاً قدر بـ 4,8% حيث بلغ 3 810 عوناً في موفى سنة 2023 مقابل 3 636 عوناً في موفى سنة 2022. ويمثل عدد أعوان شركة "أندا تمويل" 52% من مجموع عدد أعوان شركات التمويل الصغير.
- سجل عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير طيلة الفترة الممتدة بين 2021 و 2023 متوسط نسبة نمو سنوي قدرت بـ 6,5% حيث بلغ في موفى سنة 2023، 2 063 عون قروض مقابل 1 820 موفى سنة 2021.

مؤشرات غير مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2023-2021)

2023	2022	2021	
218	209	198	عدد فروع شركات التمويل الصغير
574 954	533 983	498 745	عدد الحرفاء النشيطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
2 637	2 555	2 519	متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع
3 810	3 636	3 420	عدد الأعوان الجملي لشركات التمويل الصغير
2 063	1 967	1 820	عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير

تطور عدد فروع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



تطور عدد أعوان مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

